ÉCHANGES

N° 138 — Automne 2011 — 3 euros

bulletin du réseau
« Echanges et mouvement »

QUELLES PERSPECTIVES ? Violence ou non-violence ? Indignation ou révolte ? , p 3

Des émeutes prévisibles et providentielles : la **GRANDE-BRETAGNE** dans l'été 2011, p. 9 ◆ Les émeutes dans les publications, p. 16

ESPAGNE. « Indignés » à Barcelone, dans les quartiers, p. 18 ◆ Espagne dans les publications, p. 19

Europe, monde, dans les publications, p. 20

Etats-Unis. « **OCCUPY WALL STREET** », une impasse populiste de gauche ?, p. 22 ◆ La lutte de classe aux Etats-Unis depuis le krach de 2008, p. 30 ◆ La galaxie de la droite américaine, p. 44

Dans les publications : le « **PRINTEMPS ARABE** », p. 45

CRISE, la fin des rafistolages, p.48 ◆ Sur la prétendue contradiction entre les Etats-nations et la mondialisation-globalisation, p. 54

Capitalisme et **RENTE FONCIERE** (2), p. 58

CORRESPONDANCE. Approfondir la critique du productivisme ◆ « Ces foutues lettres de motivation », p 65

Dans les publications : Ecologie, **CAPITALISME VERT**, anarchistes, « luxembourgisme », etc., p. 66

NOTE DE LECTURE. De la dictature à la démocratie, un cadre conceptuel pour la libération, p. 73

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations et correspondance :

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin

☎ 02 98 44 41 01 — danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e

☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e

☎ 01 49 28 52 44. — contact@la-breche.com – www.la-breche.com

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e

☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er

☎ 01 42 33 62 70.— www.librairie-paralleles.com

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e

☎ 01 43 26 20 17.— librairie-lpj@wanadoo.fr

Publico, 145 rue Amelot, 11e

☎ 01 48 05 34 08 — http://www.librairie-publico.com

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e

☎ 01 43 71 21 07 — quilombo@globenet.org – http://www.librairie-quilombo.org

à Rennes

Alphagraph, 5 rue de l'Echange

☎ 02 99 79 74 20

au Canada

La Sociale CDL, Case postale 266 succ. C. – Montréal, Québec Canada H2L 4K1 lasociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRE PARUTION

Michael Seidman

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »

Les vicissitudes d'un livre

The Strange History of « Workers against Work »

The Vicissitudes of a Book

Edition bilingue

Echanges septembre 2011

QUELLES PERSPECTIVES ?

VIOLENCE OU NON-VIOLENCE ?
INDIGNATION OU RÉVOLTE ?

DEPUIS près d'une année maintenant, une série d'événements dans un monde dominé par le capital ont pu donner à la fois des raisons de craindre et d'espérer.

Les craintes se matérialisent, depuis déjà trois ans, dans l'impossibilité pour le capital de résoudre sa crise économique et financière. Cela fait l'objet de maints commentaires et pronostics, y compris dans nos propres colonnes. Ces commentaires abordent rarement le problème central : comment maintenir le taux de profit, élément central du fonctionnement du système capitaliste (1) ?

« Craintes » n'est pas vraiment le mot juste car, si, dans l'immédiat, il ne fait aucun doute que la masse des exploités et exclus supporte déjà et va devoir supporter encore plus le poids des tentatives de sauvetage du système (en gros accroître l'exploitation du travail en réduisant les salaires), les résistances, les luttes et les problèmes intrinsèques du système peuvent donner l'espoir, à plus ou moins long terme, que ce système s'écroulera. Sans que l'on sache quels affrontements et catastrophes accompagneront cette chute (2).

Les raisons d'espérer cette fin peuvent venir précisément de l'apparition, bien timide certes mais significative néanmoins, presque concomitante pendant une année, de luttes dans des secteurs divers. Les unes sont la répétition de luttes antérieures, les autres présentent des caractéristiques que l'on avait pu, autrefois, très épisodiquement, déjà reconnaître, mais avec une dimension nouvelle dans le nombre et dans le temps.

Pour parler d'abord de la France, les luttes de l'automne 2011 autour de la réforme du système de retraite ont semblé porter pour certains l'espoir d'une contestation plus large, et pas seulement poli-

(1) Et éventuellement comment restaurer et accroître ce taux de profit ? – mais le capitalisme n'en est pas là aujourd'hui.

(2) En d'autres termes, faire baisser le prix de la force de travail en dessous du salaire nécessaire à sa reproduction afin d'augmenter la plus-value.

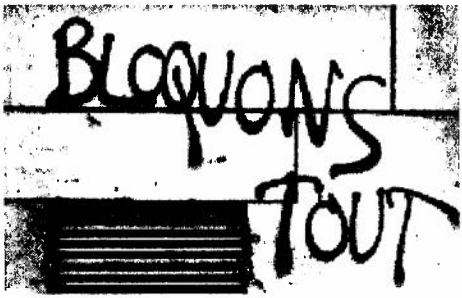
tique. Les efforts d'une minorité très réduite pour tenter de pousser le mouvement dans des voies plus radicales ont porté le défaut intrinsèque de tout ce qui se veut « avant-garde » (sous une forme ou sous une autre) : la vision selon laquelle quelques éléments, qui se pensent plus conscients, peuvent mettre les masses en mouvement, se révèle être la conception d'une élite qui se désigne elle-même et qui se pense destinée à cet effet; elle reflète exactement les hiérarchies du système qu'ils voudraient abolir.

Il y eut néanmoins une certaine évolution par rapport aux concepts sur les méthodes et les objectifs : la considération que seul l'arrêt de l'économie peut frapper au cœur le système. Le slogan « Bloquons l'économie », indépendamment de cette même critique d'une action d'avant-garde, abandonnait le concept de l'attaque frontale du « grand jour » pour atteindre le secteur vital de la marchandise, dans son procès de production et de distribution.

D'AUTRES LUTTES, parfois d'une toute autre nature, se sont développées depuis le début de l'année 2005, et se sont révélées des mouvements de masse sautant même les frontières, une sorte d'internationalisation non cherchée par les initiateurs, mais simplement due au fait que des situations identiques appelaient des réactions de révolte identiques. Néanmoins, cette extension dans un seul pays ou dans des Etats distincts n'a pas été un mouvement d'ensemble pour un changement radical du système social, c'est-à-dire la fin d'un système mondial basé sur l'exploitation du travail. On a assisté à une juxtaposition de revendications et d'actions de classes distinctes poursuivant des buts immédiats parfois bien éloignés, sans qu'apparaisse une autre solidarité que des efforts pour que le pouvoir en place change de têtes ou de méthodes, mais qui, une fois ce résultat atteint, s'est divisée.

Par exemple, on pourrait rapprocher les déclenchement des révoltes des cités britanniques (août 2011) de celles des banlieues françaises (automne 2005) ou des révoltes tunisiennes (décembre 2010) ou égyptiennes (janvier 2011) : toutes ont en effet en commun d'avoir été déclenchées par une étincelle, l'assassinat d'un jeune par des policiers. Mais, au-delà de cette constatation, les situations et les conséquences furent très différentes et ne peuvent, sauf à un niveau très général, se relier entre elles.

On peut aussi rapprocher les manifestations anti-CPE en France (2006) concernant la précarité du travail (pas seulement étudiantes) et leur résultat immédiat, de celles des étudiants britanniques, limitées aux droits universitaires et restées, elles,



uniquement étudiantes (janvier 2011), ou encore de celle des étudiants israéliens (août 2011). Les deux premières restèrent limitées quant à leur objet et à leur caractère – classique en quelque sorte – de la manifestation, même si à Londres, elle peut avoir sa part d'affrontements, d'occupations et de lèse-majesté. Par contre, en Is-

raël, dans un contexte économique comparable à ce que la Grande-Bretagne ou la France peuvent connaître, la revendication étudiante d'un logement abordable a relayé une protestation de toute la population d'un caractère semblable à ce qui se déroulait au même moment en Espagne. Mais aussi avec les mêmes limites d'une simple pression politique et la mise à l'écart de questions essentielles pour l'Etat (pour Israël, par exemple, la question palestinienne).

En Egypte (et à un moindre degré en Tunisie), cette juxtaposition de courants divergents marqués par leur origine de classe fait ressortir la complexité d'une situation qui ne se résout ni dans un sens ni dans un autre, dans une sorte de patchwork où s'entremêlent action et répression, complexité exacerbée par le soutien des Etats-Unis, directement à l'armée qui reste l'épine dorsale du régime et indirectement à certains éléments de l'opposition politique. Le prolétariat, qui a joué un rôle essentiel dans la montée de la contestation et dans l'élimination de têtes du pouvoir les plus discréditées, se retrouve à devoir lutter seul pour les revendications de toujours et contraint par une répression de plus en plus forte à continuer à se faire exploiter dans des conditions identiques.

Les mêmes intérêts étrangers règlent, mais d'une manière bien différente, les révoltes en Libye et en Syrie, révoltes dans lesquelles le prolétariat est absent ou directement victime. En Libye, la guerre civile est devenue une intervention étrangère directe pour des intérêts pétroliers et les prolétaires, essentiellement des immigrants venus des pays alentours (plus de 2 millions), ont été contraints de fuir ou ont été, comme les Noirs du sud saharien, massacrés sous de fallacieux prétextes. En Syrie, les stratégies géopolitiques de l'équilibre régional font que depuis des mois, les manifestations répétées d'une opposition politique soutenue en sous-main notamment par les Etats- Unis se soldent par des massacres (entre 100 et 2 000 tués) dans une indifférence quasi générale.

En Inde, une sorte de gourou mobilise contre la corruption, par sa grève de la faim dans une place centrale de la capitale, des foules qui expriment leur protestation en occupant des lieux publics de manière pacifiques, se réclamant de la non-violence de Gandhi. Mais ce mouvement, bien qu'avançant certains thèmes politiques nationalistes, ne touche pas aux strictes structures sociales et ne se relie en aucune sorte aux différents mouvements de luttes ouvrières ou paysannes.

En Espagne, c'est un peu une situation semblable, toute relativité gardée : le mouvement des « indignés » se veut pacifique et attend que le pouvoir mette en place la « moralité » et la « transparence » de la vie

politique : il ne recoupe en aucune façon les revendications ouvrières, mais il s'est en quelque sorte atomisé dans des comités de quartier qui semblent abandonner une attitude passive pour des actions de défense, par exemple par rapport aux évictions de logement.

La Grèce offre le parfait exemple de ces

juxtapositions de luttes de milieux différents qui parfois s'unissent, parfois se recoupent, parfois s'isolent. Ces luttes vont des grèves et manifestations promenades syndicales répétées à l'infini, aux occupations de places publiques des « indignés », aux affrontements avec la police qui ne dépassent pas pourtant un certain stade de violence, d'occupation de bâtiments publics ou de destructions et de pillage et d'action de groupes clandestins utilisant les explosifs. Le seul caractère spécifique de tout cet ensemble hétérogène, c'est sa durée, depuis bientôt une année, auquel on pourrait ajouter l'abondance des commentaires de tous ordres.

CETTE ÉNUMÉRATION de situations (on pourrait en citer d'autres) qui se distinguent par leur hétérogénéité et, dans certains pays, par un chaos qui perdure sans solution, soit triomphe de la révolte, soit sa répression plus ou moins sanglante, ne saurait dissimuler deux points particulièrement importants présentement :

– dans nombre de pays (essentiellement les pays industrialisés), les oppositions qui s'expriment par ces mouvements amples mais finalement pacifiques (même s'ils subissent une répression plus ou moins violente) n'ont donné aucun résultat quant aux décisions du pouvoir. Partout, imperturbablement, les pouvoirs en place maintiennent les mesures de restrictions de toutes sortes frappant l'ensemble du prolétariat (ayant un emploi ou chômeur) et ce que l'on appelle aujourd'hui « classes moyennes ». Là où une action plus radicale s'est développée (dans les pays dominés par des dictatures et où la crise a exercé une pression intolérable sur l'ensemble de la population (à l'exception d'une marge de nantis et privilégiés du régime), cette action n'a conduit qu'à des modifications politiques superficielles et maintenu l'essentiel des structures de domination (avec en arrière-plan la présence d'une ou de puissances étrangères qui ont su dans ces révoltes préserver tous leurs intérêts). En d'autres termes, pour le prolétariat, rien n'a changé nulle part, ni fondamentalement ni même dans le quotidien de l'exploitation ;

– quelles que soient l'originalité, la persistance, la dimension de ces mouvements de révolte, partout, dans chacun des Etats concernés et sur le plan mondial, le capitalisme continue de tourner. Bon an mal an, avec des replâtrages au jour le jour, avec autant de manipulations que de pronostics pessimistes,le seul but reste de persuader les travailleurs d'accepter les sacrifices qui sauveront le système qui les exploite. Il ne faut pourtant pas partager la hantise d'une catastrophe qui ne fera pas perdre grand-chose à ceux qui ont bien peu et d'où pourrait surgir non pas de plus grands maux, mais qui pourrait ouvrir une porte vers une libération de l'exploitation du travail.

Il reste pourtant une question qui peut nous préoccuper tous, par-delà toutes les incertitudes quant à ce que deviendra la crise fondamentale du système (une des issues serait la guerre si aucun autre moyen pour restaurer le taux de profit ne se dégage). C'est celle de savoir si toute cette montée par des voies diverses de luttes avec les spécificités que nous venons de souligner pourraient s'unir et que de cette union se dégagent les perspectives d'une société communiste. Il n'est peut-être pas évident que certaines voies soient ouvertes en ce sens, mais certains traits des luttes peuvent

permettre de penser que, dans les faits plus que dans les analyses et/ou les projets qui peuvent apparaître, les solutions traditionnelles sont presque partout rejetées.

C'est devenu un lieu commun de constater une désaffection générale de la politique au sens pris par ce mot que les gouvernements, au nom d'une politique, pourraient prendre des décisions qui s'imposeraient au monde capitaliste économique et financier (3). Ce qui est apparu plus récemment c'est, sous des vocables assez vagues mais quand même significatifs (du genre « démocratie réelle »), un rejet de la représentation telle que les démocraties l'impose pour la défense du système capitaliste. Un autre point que nous avons évoqué à propos du dernier mouvement en France, c'est l'abandon de la notion d'affrontement direct avec les forces répressives de l'Etat pour d'autres tactiques : la paralysie de l'économie, la résistance passive, la désobéissance civile, etc. Tout se passe comme si une conscience diffuse s'était développée au sujet de l'impossibilité d'affronter les pouvoirs du capital par la force violente directe, étant donné l'ampleur et l'efficacité de l'arsenal répressif dont ceux-ci disposent aujourd'hui. Comme si ces pouvoirs répressifs pourraient être totalement paralysés non seulement par une grève générale mais encore plus par la généralisation d'un mouvement de refus divers et global rendant impossible toute action répressive.

LA DISPERSION de ces mouvements de lutte ne doit pas masquer que l'on se trouve en face d'un bouillonnement qui ne s'est pas produit depuis longtemps, en fait depuis le lendemain de la première guerre mondiale. Peu importe ses balbutiements, ses imprécisions et ses limites, le fait est qu'il a franchi les frontières : le Wisconsin se réclamait de la place Tahrir, aujourd'hui des Syriens tentent de définir un comité de lutte et les « indignés » d'Israël copient la Puerta del Sol, un gourou en Inde remue les foules à la Gandhi et même des Chinois tentent ce qu'ils appellent une « révolution du jasmin » (4).

(3) Il est de bon ton aujourd'hui d'incriminer les gouvernements – c'est-à-dire le politique et les politiques – comme la cause des maux que déverse le capital.. C'est un écran de fumée pratique de tenter de faire croire que les gouvernements pourraient, s'ils étaient à la hauteur, régler le problème global de la crise, production et finance étroitement imbriqués. C'est ce dont veulent persuader des « experts » du genre Attali qui dans *L'Express* du 10 août 2011 peut écrire : « Les marchés ne laissent aucun répit aux peuples aussi longtemps que les hommes politiques ne se conduisent pas en hommes d'Etat ». Ce n'est pas nouveau. Dans *le Manifeste du Parti communiste* (1848), Marx écrivait déjà : « Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour... A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. »

(4) Peut-on voir dans cette situation mondiale l'expression de ce que constatait Engels en 1885 : « Aujourd'hui le prolétariat allemand n'a plus besoin d'organisation officielle ni publique ni secrète ; la liaison simple naturelle de compagnons appartenant à la même classe sociale et professant les mêmes idées suffit, sans statuts, ni comité directeur, ni résolutions ou autres formes tangibles, à ébranler tout l'empire allemand (...) Bien plus. Le mouvement international américain et européen est à cette heure devenu tellement puissant que non seulement sa forme première et étroite (ligue secrète) mais encore sa seconde forme, infiniment plus vaste (l'Association internationale des travailleurs, publique) lui est devenue une entrave et que le simple sentiment de solidarité fondé sur l'intelligence d'une même situation de classe, suffit à créer et maintenir parmi les travailleurs de tous les pays et de toutes les langues, un seul et même parti prolétarien. » (*Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes.*)

Il faudrait être totalement aveugle ou obtus dans ses certitudes politiques pour ignorer que quelque chose a changé à une échelle mondiale, sans qu'on puisse en préciser les contours précis ni le devenir. Certains voient dans cette généralisation la conséquence de l'expansion des moyens modernes de communication qui, effectivement, ne respectent nullement les frontières ; indéniablement cela joue dans le fait que ce qui se passe dans un point du monde est aussitôt connu dans un autre, même fort éloigné et, une fois que le vent de la révolte s'est levé, il peut souffler partout à une vitesse quasi instantanée et faire que des foules peuvent se rassembler en quelques heures ; mais une technique ne crée pas une situation commune ; celle-ci résulte de la globalisation de l'économie, de l'uniformisation des conditions d'exploitation du travail, et de la crise qui rogne peu à peu les situations acquises, gages de stabilité des Etats, et fait passer dans les oppositions et la révolte ceux qui étaient leurs plus sûrs soutiens.

Les pouvoirs en place – le capital et ses représentants – ne sont pas totalement désarmés devant cette sorte de marée libératrice (le mot est peut-être exagéré, mais il y a de cela dans ce qui se passe dans le monde). Ils tentent de s'immiscer dans ce qu'ils peuvent prévoir d'explosions là où des tensions à l'intérieur d'un Etat (dictature ou autre échappant ou tentant d'échapper à un contrôle ou à un autre d'une des grandes puissances) ont atteint un seuil critique. L'Egypte, la Libye, peut-être demain la Syrie, offrent de bons exemple de ces interventions directes ou indirectes pour s'assurer que ces révoltes ne font pas sortir les Etats concernés de la place qui leur est assignée par ces grandes puissances. Cela fait presque une dizaine d'années que des institutions américaines ont défini les méthodes pacifiques permettant de faire tomber non seulement les dictatures qui leur sont hostiles ou qui ont fait leur temps mais aussi les démocraties qui prendraient le « mauvais chemin ». Cela fut expérimenté dans l'intérêt de ces mêmes grandes puissances dans des pays comme l'Ukraine, la Géorgie, etc. Dans les révoltes de l'année, il semble bien y avoir eu de telles tentatives de manipulation. Mais c'est devenu un jeu dangereux car les mouvements, peut-être initiés par de telles manipulations, ont dépassé l'encadrement prévu et libéré des forces sociales – celles des prolétaires – dont il est difficile de calmer la révolte simplement par quelque réforme politique mineure.

Si l'on voulait résumer la situation de ce mouvement international de révolte face à toutes les formes de répression, on pourrait dire que tout reste à faire d'un côté comme de l'autre : les révoltes gardent leur potentiel éventuel d'un propre dépassement ; les pouvoirs, coincés dans l'énormité des problèmes de la crise et leur impuissance à les résoudre, n'ont pas encore trouvé les chemins d'une répression qui ferait balancer le rapport de forces de leur côté. Encore plaintives, ces révoltes pourraient-elle se muer en un mouvement radical contre l'ordre établi ? Tout dépendra de l'évolution de la crise. Et à ce sujet, toute prédiction serait hasardeuse.

H. S.

DES ÉMEUTES PRÉVISIBLES ET PROVIDENTIELLES

LA GRANDE-BRETAGNE DANS L'ÉTÉ 2011

" Let sunshine win the day"
(Cameron, leader du parti conservateur, en 2006 avant les élections qui le feront premier ministre) (1)

L'émeute et son extension. Des comparaisons avec la France de 2005

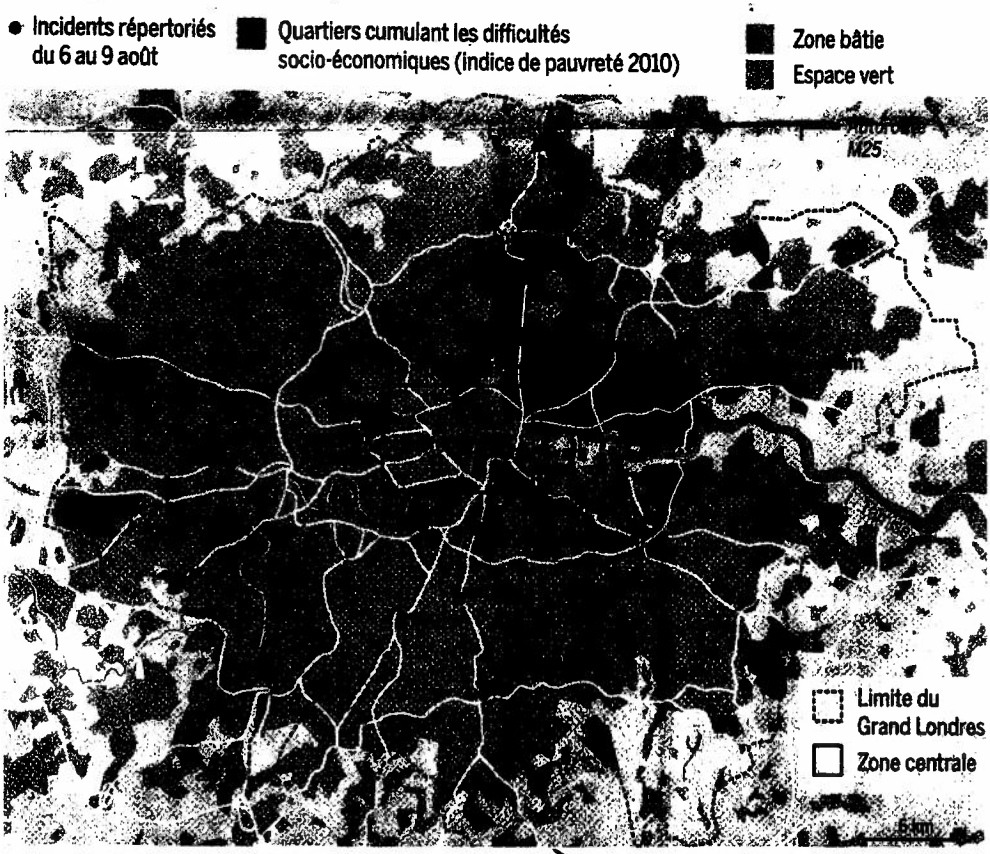
Les mesures d'austérité au Royaume-Uni ne sont plus à décrire tant par leur ampleur que par leur rigueur : elles ont été médiatisées en France pour faire croire que nous n'avions pas été aussi durement touchés par la crise et que le grignotage des salaires et de tous ses accessoires n'était pas grand-chose à côté de ce que l'on imposait aux Britanniques.

Comme partout où existent des discriminations raciales et sociales générant des tensions interethniques et des émeutes multiraciales, la crise et les restrictions exacerbent ces tensions. D'autant plus que, pour prévenir toute révolte sociale, des mesures de répression de toutes sortes ont été mises progressivement en place (y compris par le gouvernement travailliste précédent), à un niveau que les dirigeants d'ici n'osent même pas rêver.

Ces mesures touchent l'ensemble de la population mais comme partout ce sont les « classes dangereuses », les paumés de la « société moderne » qui sont les plus durement touchés, et parmi eux les jeunes. Un seul exemple: dans la municipalité (*borough*) de Harringay (voisin de celui de Tottenham, où se produira le détonateur des émeutes de l'été) le chômage avait atteint 22 % de la population active et récemment le conseil a réduit des trois quarts l'ensemble des services dont bénéficiaient les jeunes (13 centres de jeunes fermés).

La France n'a pas l'apanage de la « révolte des banlieues », mais au Royaume-Uni, ainsi que nous l'expliquerons à propos des émeutes d'août, cette révolte se déroule dans les quartiers intérieurs des villes. Parmi celles qui ont défrayé la chronique médiatique depuis des années, on peut en citer une longue liste qui toutes évoquent un quartier d'une ville : Notting Hill (Londres 1958), Tottenham (Londres

(1) « Laissez le soleil occuper le jour. »



1975), Saint Paul (Bristol 1980), Toxteth (Liverpool 1981), Brixton (Londres 1981), Handsworth (Birmingham 1985), Toxteth (Liverpool 2001), Moss Side (Manchester 2005), Lozell (Birmingham 2005) – et bien d'autres non médiatisées. Comme en France, les révoltes et mini-émeutes, pas assez importantes pour dépasser l'information locale, sont récurrentes. L'exemple le plus récent est celui d'une émeute qui éclate à Bristol le 24 avril 2011 : une descente de police dans un squat du centre-ville déclenche une nuit de révolte au cours de laquelle 300 manifestants prennent d'assaut et pillent un supermarché, s'affrontent durement avec les 160 flics venus en renfort de la police locale totalement débordée.

Pour tenter d'endiguer la violence montante, le gouvernement a lancé une « Operation Trident » présentée comme une action de protection de la population mais qui vise tout autant le démantèlement des gangs autour de trafics divers que toutes sortes de violence sociale (2).

(2) Les pouvoirs de la police ont été étendus par une législation « Stop and Search » qui autorise l'interpel-

La carte des émeutes dans la zone de Londres ne peut être vraiment comprise que si l'on connaît la topographie de la ville qui, sous l'étiquette Londres, englobe administrativement un périmètre de 30 à 40 km autour de la City, l'équivalent de ce que l'on appelle en France le « Grand Paris ». La structuration urbaine est très différente.
Le cœur de Londres n'est pas une zone à peu près circulaire comme Paris, mais une bande de 15 à 20 km de long et de 1 à 2 km de large qui court sur la rive gauche de la Tamise (assez péjorativement cette zone nord n'est jamais ainsi désignée, alors que la zone sud de la Tamise est qualifiée de « Southbank »). On voit sur la carte que cette zone n'a pas connu d'émeutes. Pour une raison simple : c'est la zone financière (la City), politique (entre Trafalgar Square et Buckingham Palace) puis résidentielle très bourgeoise. Ailleurs, même dans la zone environnant immédiatement ce cœur, ce qui à Paris ne serait pas encore la banlieue (la zone des arrondissements au-dessus du 11e par exemple) et ce qui serait la banlieue même très loin du centre. En quelque sorte, Londres, hors ce cœur, est une collection de villages avec une seule « High Street » commerciale et une zone d'habitations jusqu'à la « High street » de la zone voisine où l'on ne trouve pas de commerces mais seulement des pubs ; chaque zone a un nom mais ce n'est nullement une structure administrative qui repose sur une division arbitraire autour du centre comme des parts de gâteau et englobe plusieurs de ces zones-villages. A l'intérieur de ces zones, même dans certaines plus « bourgeoises » que d'autres, on trouve un patchwork de maisons individuelles (parfois en rangs serrés de chaque côté de la rue) et des cités d'HLM (plus de 30 % de Londres est en habitat HLM (certains logements de ces cités ont été vendus aux occupants sous Thatcher). Les points chauds de la carte concernent ces cités et ils sont effectivement répartis à peu près également autour du cœur, même dans des coins qui passent comme résidentiels. Par contre, on peut observer que cette zone des « émeutes » est concentrée à peu près dans une sorte d'anneau autour du cœur et qu'au-delà (c'est encore Londres) il ne s'est rien passé. Une exception : Oxford Circus (quartier de grands magasins, plutôt le boulevard Haussmann du Printemps et des Galeries Lafayette que les Champs Elysées) qui semble avoir été l'objet d'un « raid » car il n'y a pas de grandes cités dans ce secteur.

C'est dans le cadre d'une telle opération, un raid contre un gang antillais, que le jeudi 4 août les policiers assassinent un Noir de 29 ans non armé à Tottenham, un district nord de Londres (3). La famille ne sera avisée de ce meurtre que 24 heures plus tard. Le samedi 6 dans l'après-midi, plusieurs membres (une centaine ?) de la communauté antillaise du quartier se retrouvent devant le commissariat pour demander des explications. Ils doivent patienter cinq heures avant qu'un gradé vienne plus ou moins les provoquer, notamment contre une jeune fille qui devait être plus véhé-

lation de toute personne sur le simple « soupçon » d'après son apparence ou son comportement. Une étude menée en 2010 a souligné qu'un Noir a 26 fois plus de chances d'être arrêté en vertu de cette législation qu'un Blanc. Ces flics en civil sont armés, contrairement à la légende des « Bobbies », flics de base en uniforme qui effectivement ne le sont pas.

(3) Le 6 octobre le décès, suite à une crise cardiaque, d'une femme antillaise lors d'une perquisition musclée à Tottenham, quartier de Broadwater Farm (celui-là même où débutera l'émeute de 2011), avait provoqué indignation et révolte. D'autant plus que cela coïncidait avec le meurtre par la police d'une autre femme antillaise à Brixton la semaine précédente. Au cours de ces émeutes, un flic avait été tué à coups de machette, presque décapité.

mente que les autres. Peu à peu d'ailleurs, d'autres protestataires ont rejoint la première fournée de manifestants, pacifiques au départ mais de plus en plus frustrés. Les nouveaux venus sont arrivés avec des armes de fortune : machettes, couteaux, outils de jardin. La violence monte avec la superbe des autorités, se déchaîne et le nombre des attaquants, alertés par toute l'électronique habituelle, grossit. Les policiers sont en minorité et des renforts sont acheminés pour rétablir le rapport de force : 55 flics sont blessés mais les 130 arrestations ne calment pas la foule en colère. Pendant le week-end, l'émeute reprend à Tottenham et s'étend dans d'autres quartiers de Londres.

Une des caractéristiques de ces émeutes, qui les distingue de la révolte des cités françaises de 2005, c'est la constante du pillage plus que des incendies (4), c'est aussi la bataille rangée (flics en minorité) plutôt que la guérilla (le terrain s'y prête moins et c'est un caractère que l'on retrouve dans des émeutes antérieures). Comme le souligne un témoin :

« Les jeunes sont restés dans leurs quartiers, ils n'ont volé que les choses qu'ils connaissaient déjà (5). » Ce n'est pourtant pas tout à fait vrai ; sans doute l'essentiel des pillages concernaient –il l'informatique, les vêtements et les chaussures, c'est-à-dire des marchandises qu'ils connaissaient dans des lieux qu'ils connaissaient, mais il y eut aussi ce que la police appellera les « opportunistes » c'est-à-dire des gangs qui profiteront de ce que l'essentiel des effectifs policiers se trouvent dans les quartiers « chauds » (16 000 flics y seront déployés) pour faire des raids dans les rues commerçantes du centre de Londres (Oxford Circus, Chelsea, voir encadré sur Blackberry p. 14) afin d'y récupérer des marchandises de valeur (pillage de bijouteries par exemple).

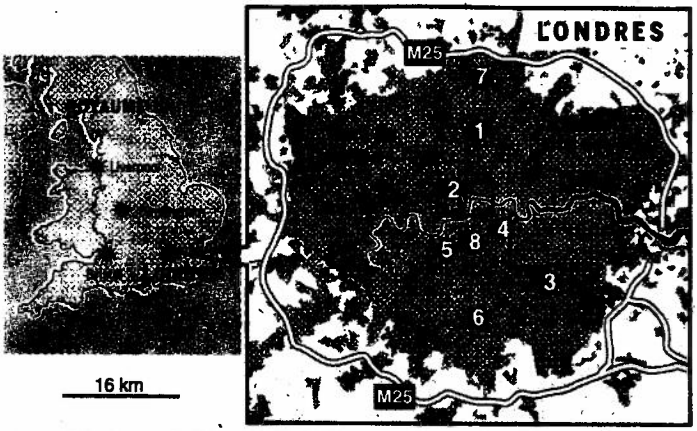
Ce même week-end et le lundi 8 août, les émeutes touchent d'autres quartiers plus éloignés du centre (Ealing, Peckham, Croydon) et quelques villes de province, celles-là même qui avaient connu des révoltes dans les années passées : Leeds, Liverpool, Nottingham, Bristol, Birmingham, Manchester, Gloucester.

Puis, aussi vite qu'il s'est répandu, le mouvement s'éteint au bout de quatre jours... pas tant à cause de la présence renforcée de la police ni de l'importance des arrestations, que parce que, pourrait-on presque dire, il n'y a plus rien à piller dans la « High Street » commerçante du quartier. En quatre jours, les émeutes auront fait cinq morts dont trois immigrés écrasés par une voiture dans des conditions douteuses, alors qu'ils tentaient de protéger leur commerce.

Les comparaisons avec les émeutes de 2005 en France n'ont pas manqué, mais à part la révolte suite à des exactions policières dans un contexte quotidien de misère sociale, de trafics divers et de harassement quotidien « à la suspicion » autant qu'au « faciès » (on peut penser à ce sujet aux émeutes de cette année à Grenoble dans le quartier de la Villeneuve déclenchée par le meurtre de sang froid par les flics d'un membre soupçonné d'un gang local plus qu'aux émeutes de l'automne 2005 après la mort de deux jeunes, électrocutés lors d'une poursuite par les flics à Clichy-sous-Bois), il faut

(4) Comme nous le signalons par ailleurs, le fait que les cités sont dispersées dans les quartiers de Londres, tout près de la seule rue commerçante comportant tous les magasins et supermarchés, a orienté les émeutes prioritairement sur le pillage, bien qu'il y eût des incendies divers de voitures et de magasins mais peu de locaux publics symboliques de l'autorité.

(5) *Le Monde* du 21 août 2011.



pauvres toujours plus loin de ces centres, avec des tendances à la ghettoïsation. Voir l'encadré ci-contre précisant les conditions géographiques des localisations des quartiers chauds britanniques qui explique la prééminence du pillage alors qu'en France c'est l'incendie de voitures et de lieux publics qui prédomine ;

noter d'importantes différences :

– une énorme différence d'extension géographique : mis à part Londres, l'émeute ne s'est étendue que dans moins d'une dizaine de villes de province, essentiellement dans les Midlands, alors que tout le Nord, l'Ecosse, l'Irlande du Nord et tout le Sud ont été épargnées, alors que ces régions ont la même structure de population et les mêmes problèmes sociaux. En France, en 2005, plus de 300 localités réparties dans la France entière, y compris des petites villes furent touchées par les émeutes ;

– une remarque identique quant à la durée des « troubles sociaux » en question : quatre jours pour le Royaume-Uni, un mois pour la France de 2005 (6) ;

– le terme « banlieue » n'est valable que pour la France : toutes les cités « chaudes » sont situées à la périphérie des villes, à cause de la « gentryfication » des centres urbains qui repousse les classes

– si l'émeute fut à l'origine, à Tottenham, à dominante ethnique – antillaise – elle fut rapidement pluriethnique avec une seule connotation sociale ;

– ce qui frappe c'est, malgré le caractère finalement limité de cette révolte (bien que ce soit une des premières à s'être ainsi propagée hors du secteur initial, ce qui explique la réaction du pouvoir), la dimension de la répression et sa permanence dans le temps, dans le vain projet de prévenir toute autre explosion similaire.

La répression et les appels à la collaboration de classe contre les « classes dangereuses »

John Clegg (Parti libéral, membre d'un gouvernement de coalition avec les conservateurs), les émeutes à peine éteintes, lance un « appel au peuple » dans ces termes : « Ils (les habitants de quartiers d'immigrés) n'autoriseront pas leur communauté à être déchirée par une minorité de voleurs et de trouble-fête et dès maintenant tous les peuples de la capitale, du pays et aussi

(6) Voir la brochure *La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial* (avril 2006), toujours disponible à Echanges.

A l'appel...

Blackberry Messenger (BBM) fut utilisé massivement pour discuter et lancer des messages en instantané. L'un de ces messages diffusé massivement le dimanche 7 août appelait à ces raids « opportunistes » dans des zones hors des quartiers :

« Que tout le monde, de tous les quartiers de Londres se rassemble dans le cœur de la ville, Oxford Circus. Les magasins vont être dévastés, donc ramenez-vous pour choper des trucs gratos. Que les flics aillent se faire foutre, allons les dégager avec notre émeute. C'est une guerre raciale donc si vous voyez un frère saluez-le et si vous voyez un flic, tirez » (cité par *Libération* du 10 août 2011).

Cet appel anonyme, comme bien d'autres, semble n'avoir été suivi que sporadiquement, la plupart des émeutiers restant sur le terrain connu de leur quartier.

le gouvernement se tiendront épaule contre épaule avec ceux de Tottenham alors que nous commençons à réparer les dommages qui ont été causés. »

Cet appel définit, à mots couverts, la politique du gouvernement toute orientée vers une reprise en mains de la situation – une main de fer – avec l'appui de la fraction la plus conservatrice de la population :

– la criminalisation de tout acte d'hostilité, pas seulement en acte ou en possession d'objets récupérés, mais d'une simple présence sur un lieu site d'une émeute et y compris de simples paroles de défiance ou d'applaudissement mis par tous moyens sur Internet ;

– dresser la fraction bien pensante et conformiste de la population contre les perturbateurs de toutes sortes, les « classes dangereuses », en faisant valoir la « solidarité » avec les possédants et les dirigeants et l'instrumentalisant dans la délation généralisée ;

– le renforcement d'un système répressif déjà bien étoffé en prévision de troubles sociaux similaires ou étendus à tout autre (grèves, manifestations, occupations, etc..) à la fois par l'exemple de la répression (médiatisée à l'extrême), une « réorganisation » des forces de police et une extension de l'arsenal juridique et pénal.

Des instructions spéciales seront données par le gouvernement pour que toute personne arrêtée sur les lieux d'affrontement et/ou de pillage (qu'elle y soit fortuitement ou pas), qu'elle soit en possession ou non de marchandises récupérées quel que soit son âge (des mômes de 11 ans seront ainsi arrêtés) devra être internée même pour des délits dérisoires (des bouteilles d'eau par exemple). Même de simples mots, mis par imprudence, naïveté ou volonté de provocation, sur internet deviendront des délits lourdement punis (7).

La prééminence dans les poursuites des atteintes à la propriété plutôt qu'à l'ordre public ne témoignent pas seulement de l'importance des pillages mais surtout de la volonté de gagner le soutien d'une bonne partie de la population, la même visée par la propagande forcenée autour des considérations « morales », des « valeurs » et d'une vindicte publique contre les « criminels » avec la « honte » qu'on pense leur infliger en diffusant largement des photos de visages ou grandeur nature de pied en cap des « délin-

(7) Quelques exemples des peines : 16 mois de prison ferme pour une boîte de biscuits à Londres ; 16 mois de prison ferme pour une bouteille d'alcool à Manchester ; 2ans de prison ferme pour un flacon d'une huile onguent.

quants » extraits des innombrables vidéos de surveillance. Les « appels au civisme » c'est-à-dire à la délation accompagnant cette énorme médiatisation sur tous supports (journaux, affiches, expositions mobiles, télés, etc.) atteint une dimension inédite – bien qu'elle soit déjà pratiquée depuis fort longtemps dans le Royaume-Uni, mais à titre individuel pour la recherche de « criminels » (8) et pas à cette échelle collective nationale. Bien que l'on doive se méfier des déclarations optimistes des autorités quant à l'efficacité de ces médiatisations, on doit quand même, étant donné ce que l'on constatait antérieurement, accorder un certain crédit à cette déclaration : « Le public a répondu de manière fantastique. Nous avons reçu plus de 500 appels qui ont permis de procéder à des arrestations (9). »

L'appareil judiciaire fonctionnera presque immédiatement à plein et fonctionne encore à retardement. Le 15 août, la semaine suivant le début des émeutes, déjà 3 000 jugements sont prononcés ou en instance de l'être ; le 6 septembre, 3 000 autres sont aux prises avec l'appareil judiciaire. Largement médiatisées, les condamnation, la plupart à des peines de prison fermes, frappent tous âges, tous délits et on n'en finirait pas de les recenser. Les prévisions, après dépouillement de toutes les vidéos et des dénonciations, seraient de 30 000 poursuites. En septembre, la population des prisons augmentera de 100 pensionnaires par jour. On peut faire une comparaison avec la France de 2005 après un mois d'émeutes : au total 3 000 arrestations, 600 emprisonnés et 422 condamnations.

Mais il y a plus, et en partie des mesures pour l'avenir :

– aux condamnations s'ajouteraient des « sanctions familiales civiles » : l'exclusion des avantages sociaux si un membre de la famille est tout simplement poursuivi notamment l'expulsion d'un logement HLM ;

– l'équipement de la police, peu adaptée à ces combats de rue, la répression ayant été conditionnée pendant les années du conflit religieux et social en Ulster (il n'existe pas de police anti-émeute comme les CRS ou les unités spéciales de gendarmerie en France et la France a récemment offert son expertise dans la guerre des banlieues) ;

– d'autres mesures sont envisagées pour l'encadrement « moral » comme par exemple des exemptions fiscales pour les couples qui se marieraient.

Les analyses de cette révolte

Les discussions et articles vont bon train à la fois sur la nature des émeutes (prolétarienne ou pas ?), sur l'importance qu'elles ont par rapport aux révoltes précédentes (un changement de niveau quant à des perspectives révolutionnaires). De tels débats avaient également surgi, presque dans les mêmes termes, lors des émeutes de 2005 en France (voir note 6).

Sur leur nature, mis à part ceux qui parlent de « lumpen proletariat » ou de « sous-classe incontrôlée », la plupart admettent, parfois avec réserves, qu'il s'agit bien de prolétaires en lutte. Le débat se déplace alors sur la notion de « conscience de classe ». Comme l'écrit un de ces commentateurs, « toute personne qui n'est pas née au sein de la classe capitaliste est impliquée dans la

(8) C'est une pratique constante au Royaume-Uni que « d'associer » (malheureusement assez efficacement) une partie de la population à des recherches policières de tous ordres (depuis un accident routier à un criminel quelconque) par voie d'affiche (du style « wanted » avec photo) ou d'émission de télé, autrement dit de pratiquer un « civisme de délation ».

(9) *Libération* du 16 août 2011.

lutte de classe dès qu'elle est en âge de travailler. Au niveau le plus élémentaire, la lutte de classe est la lutte pour survivre sous le capitalisme. Cela peut prendre différentes formes: voler, échapper au travail par tous moyens, se révolter. »

Un autre commentateur constate que « les émeutes créent une petite brèche dans l'ordre capitaliste, laquelle crée un espace pour les gangs, les petits délinquants et tous les marginaux, leur permettant de se livrer à leurs pratiques. (...) De ce point de vue, il y a une différence importante entre les émeutes en Grande-Bretagne et les actions similaires en Grèce. Dans le premier cas, les émeutes surgissent sur un fond de mécontentement croissant, dans le second dans un large mouvement de résistance contre des mesures d'austérité imposées par l'Etat. ». On peut contester un tel point de vue, car les mesures d'austérité sont à peu près identiques dans les deux Etats, peut-être plus progressives en Grande-Bretagne (bien qu'elles aient connu une accélération récente) et plus brutales en Grèce. La question que certains posent en raison de la généralisation (limitée) de l'émeute en Grande-Bretagne c'est que, même par rapport aux émeutes françaises de 2005, on n'assiste pas à la montée d'un autre niveau de lutte.

Un autre débat, éternel celui-là et qui touche toute lutte de classe, est celui sur la conscience de classe. Avec le pillage, le débat se concentre sur le rejet, conscient ou non, des relations avec la marchandise, le même type de débat fréquent dans les luttes ouvrières sur la « conscience révolutionnaire ».

Peut-on conclure, avec un troisième commentateur, qu'avec l'approfondissement de la crise du capitalisme, la future lutte de classe prendra la forme d'émeutes dans les rues, de grèves et de toutes autres actions sur les lieux de travail ? Les émeutes pourront amener à prendre conscience du rejet de la relation à la marchandise alors que les luttes sur les lieux de production donneront le sens de la nature précise de classe du conflit. Seul le développement des différentes formes de lutte dans la crise pourra apporter la réponse à toutes .ces questions, hors de toutes les spéculations présentes.

H. S.

DANS LES PUBLICATIONS / LES ÉMEUTES AU ROYAUME-UNI

◆ Les émeutes à Tottenham en août vues par la Confédération nationale du travail espagnole dans le n° 380 (juillet 2011) de son organe *CNT* : « L'ombre de Tatcher *[sic]* survole Londres ».

◆ « La révolte en Grande-Bretagne annonce les futures révoltes en Europe » dans *Le Prolétaire* n° 500 (mai-septembre 2011).

◆ « Justice de classe pour les émeutiers » dans *Alternative libertaire* n° 209 (septembre 2011).

◆ Dans le n° 21 de *Hors service*, journal anarchiste belge, sur les émeutes de Londres : « London Calling, Un appel à d'autres révoltés sur le continent, à mettre le feu à la poudrière. » Extrait : « Cette révolte en Angleterre a éclaté avec une violence telle qu'on pourrait dire qu'elle contient toute la violence vécue au quotidien, dans tous les rapports sociaux. La violence du travail, de l'environnement empoisonné, de la concurrence effrénée entre tout le monde, de la misère, du loyer, de l'école, de l'Etat,... a trouvé aujourd'hui en Angleterre un écho dans la rue, un écho de

révolte qui se met en contre, directement, sans dialogue politique aucun, sans trêve ni paix possible. Et si des saloperies ont bien pu se passer lors de cette révolte, comme ne cessent de répéter les médias, les défenseurs de l'ordre, le "soutien critique" de la gauche, les réformistes, les humanitaristes, la question reste de savoir ce qui est crapuleux et pourquoi ça l'est. Les opinions différeront. Mais il faut être clair que ces actes ne sont rien comparées aux saloperies qui se passent tous les jours, justifiées et stimulées par le pouvoir (massacres, guerres, tortures, exploitation...) ou par l'ordre social dans son ensemble (violence domestique, concurrence jusqu'à la mort, drogues et antidépresseurs pour oublier...). Ils sont beaucoup plus un prolongement, une ombre d'un monde trop amoché qui punit le choix de ne pas vouloir marcher avec l'anathème du fou ou du criminel. Dans ce sens, on pourrait dire que la violence d'une révolte est libératrice quand elle se dirige contre ce qui nous opprime et enferme et qu'elle se différencie de la violence du pouvoir et de la société dans le sens qu'elle détruit des obstacles pour ériger un monde sur d'autres bases, tandis que le deuxième enchaîne, assujettit, protège l'ordre existant. »

hors-service@hotmail.com, http://journalhorsservice.blogspot.com

◆ *Divergences* n° 27 (septembre 2011) reproduit (http://divergences.be/spip.php?article2764) un article paru dans *Article XI,* « Angleterre, a time to buy and a time to sell ».(n° 6 [octobre-novembre 2011] et en ligne http://www.article11.info/spip/Angleterre-A-time-to-buy-and-a) qui écrit, après avoir cité le texte de Debord sur les émeutes de Watts (n° 10 [mars 1966]) : « C'est pourtant la marchandise que l'on trouve au cœur des actions apparemment désorganisées des émeutiers de Manchester et d'ailleurs. Les dépossédés ont décidé de se faire voir brutalement, au centre même de la ville, dans les quartiers qui leur sont interdits, non par décret - nous sommes en démocratie ! – mais de fait : si vous n'avez rien à acheter, circulez. Derrière la rage des incendiaires et des casseurs, derrière l'"avidité" des pillards, le dénominateur commun, c'est la cible : la marchandise, le "bien de consommation", dont le nom suggère déjà les qualités éthiques dont il est paré. En lançant une brique dans la devanture d'un magasin désert, c'est l'idole que l'on attaque.

Il aura fallu 140 ans pour établir le magasin de meubles House Of Reeves, mais seulement quelques minutes pour le détruire. Le 9 août, au matin, après que les incendiaires ont laissé ce symbole de Croydon en ruines, son propriétaire présentait un visage digne aux journalistes : "Le magasin était là depuis 1867, il avait survécu à deux guerres, une dépression. Et pourtant, il semble que la communauté l'a détruit par les flammes".

Alors que tout le monde pleurait, avec moins de dignité que son propriétaire, la perte de ce monument historique de la distribution, personne ne s'est demandé si ce n'était pas la raison même pour laquelle certains des émeutiers les plus résolus en avaient fait leur cible, spontanément. »

LETTRE D'ESPAGNE « INDIGNÉS » À BARCELONE, DANS LES QUARTIERS

APRES LES GRANDES ASSEMBLÉES de la place de Catalogne que je t'ai racontées (1) on continue à se rassembler dans les quartiers, à peu près 25 quartiers. Les commissions actives à la place de Catalogne se sont dissoutes dans les assemblées de quartier, sauf quelques-unes transversales (travail, genre, santé...), ce qui a posé beaucoup de problèmes et des méfiances et la multiplication d'actions.

Je te raconte donc un peu comment ça se passe dans notre quartier de Sant Andreu. Nous avons commencé fin mai par une assemblée très large (700 personnes) qui se répète chaque mardi (le nombre après l'été a diminué, mais nous ne sommes jamais moins d'une centaine) sur la place en face de la mairie de quartier. L'appropriation de l'espace public sera une caractéristique essentielle de toute la démarche ; on a commencé avec un camping pendant une semaine active de présence sur la place avec beaucoup d'activités: débats, cinéma, cuisine en commun... Beaucoup de ces activités continuent: marches dans le quartier pour afficher nos arguments contre ce système capitaliste; échange de savoirs dans une sorte d'université populaire; débats, manger en commun, occupation des endroits pour construire un jardin potager; essayer d'empêcher les expulsions (on a réussi déjà quatre fois). Cette activité pour empêcher les expulsions (à Barcelone il y en a 18 chaque jour) est une des plus solidaires, obligeant à nous rencontrer de bon matin à plus de 100 pour empêcher l'action judiciaire protégée par la police...

Je reviens à l'assemblée hebdomadaire : c'est le pivot qui soutient tout. Il y a une rotation des modérateurs, et l'ordre du jour qui se prépare une heure avant de commencer comprend toujours la présentation de ce qu'a fait chaque commission (action, communication, santé, aide mutuelle...), et une heure de débat sur la question qu'on envisage la plus pertinente, plus adéquate à la situation (par ex. la violence, la répression concrète, les formes de lutte, l'extension au quartier, la relation avec les institutions, les prochaines élections...). Dans les débats on va au-delà de la stricte revendication contre les coupes budgétaires (par exemple dans la santé ou l'éducation, pour ne pas perdre ce qu'on avait), on fait la critique de l'école compétitive actuelle ou de la médecine et de la médicalisation de notre vie... Après, il y a un tour de parole : échange d'idées, de points de vue, de considérations

(1) Voir *Echanges* n° 136 (printemps 2011) p. 51.

vraiment riches... Pour des choses concrètes, par exemple, comment affronter la répression déjà présente, on crée des groupes de travail qui se dissoudront après avoir atteint leur objectif. L'assemblée a lieu sur la place, les mardi, de 20 heures à 22 h 30 ou 23 heures. Nous ne sommes pas pressés, généralement on arrive au consensus sans arriver à un vote qui nous sépare.

Il reste le problème de la coordination entre quartiers: on a mis en place un espace de coordination des assemblées des quartiers, avec délégués rotatifs, sans pouvoir de décisions... sans périodisation fixe... Nous sommes au début. A partir de tout ça la réalité d'une nouvelle relation se déroule... Tout ça dans un contexte que expriment bien par exemple les leitmotive « Nadie nos representa » (personne ne nous représente), critique de la représentation (partis, syndicats, administration...) et recherche de nouvelles formes d'association horizontale; « Somos lentos porque vamos lejos » (on est lents parce qu'on va loin), qui exprime la conscience qu'on n'est pas ici pour réclamer deux ou trois choses, mais pour changer un peu en profondeur....

Bien entendu, tout ça ne va pas sans contradictions : il faut pas mythifier l'assemblée, qu'on peut bien sûr manipuler ; il y a les problèmes de coordination ; les grosses questions sur les buts : aller contre les dysfonctionnements du système capitaliste, en modérer ses effets plus mauvais, ou aller – et comment ? – contre les causes mêmes dudit système... ; la diversité d'âge, d'idéologies, de perspectives, des relations avec la technique, les médias... Mais on essayes de trouver des réponses à tout ça en avançant...contre la situation de malaise aggravée par les mesures « anticrise » chaque fois plus dures.

Q.

DANS LES PUBLICATIONS

◆ En mai 2011, les Indignés espagnols, couvés par les médias, ont occupé des places dans plusieurs villes espagnoles une semaine avant les élections régionales et municipales. Un article, « La place prend la parole : Espagne, mai 2011 », dans le n° 48 (juin 2011) de la revue barcelonaise *Etcétera*, souligne les ambiguïtés d'un mouvement qui prospère du buzz alors que les mouvements de base (de quartiers, contre des attaques concrètes du capital, comme par exemple à Barcelone, contre les expulsions de squatts ou de locataires, etc.), peu médiatisés, se sont parfois vus phagocytés par les Indignés. « Il n'est pas facile de faire une lecture de la signification de ces mouvements dans lesquels nous savons être impliqués ».

◆ Le mouvement des Indignés espagnols s'organise de manière anarchiste selon les n°s 380 (juillet 2011) et 381 (août-septembre 2011) de l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, *CNT*.

◆ Une description du mouvement des Indignés en Espagne dans le cahier n° 219 (août 2011) de la revue allemande *Die Aktion*, « Révolution espagnole : Feu de paille ou commencement d'incendie de savane ? », par Horst Rosenberger, un Allemand vivant à Barcelone.

◆ « Mouvement des "indignés" en Espagne » dans *Le Prolétaire* n° 500 (mai-septembre 2011).

◆ « Les indignés : écart ou surplace ? », texte de *Temps Critique* reproduit dans *A Contre Courant* n°227, septembre 2011.

◆ « Agoraphilie madrilène » et « Séville ville ouverte » dans *CQFD* n° 90, juin 2011.

◆ « De l'indignation à la révolte » dans *Alternative Libertaire*, n° 208, juillet-août 2011.

DANS LES PUBLICATIONS / EUROPE...

La santé des Espagnols

◆ Un entretien à propos de la malfaisance des laboratoires pharmaceutiques, et de la santé en général, avec Miguel Jara, auteur de *La - boratorio de médicos. Viaje al interior de la medicina y la industria farmacéutica* (Peninsula, 2011) dans le n° 380 (juillet 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole. (en espagnol, copie de l'article à Echanges)

Le Portugal, ex« bon élève »

◆ « Portugal. Quand un bon élève fait faillite », sur http://divergences.be/spip.php ?article2604 ou « Portugal : le bon élève qui fait faillite », sur http://www.monde-libertaire.fr/international/14536-portugal-le-bon-eleve-qui-fait-faillite – deux titres pour un même article de Charles Reeve, à propos des luttes du printemps au Portugal ; traductions avec des variantes en espagnol dans le n° 48 (juin 2011) de la revue *Etcétera.* et en allemand dans le n° 90 (été 2011) de la revue *Wildcat.*

Grèce

◆ « La Grèce au bord de la faillite » dans *Le Prolétaire* n° 500 (mai-septembre 2011).

France

◆ « Pratiquer l'égalité dans la lutte » entre étudiants et travailleurs à l'Ecole normale supérieure : sur la lutte des employés d'entretien et de cantine de l'ENS soutenue par les étudiants de l'école, dans *Offensive libertaire* n° 31 (septembre 2011).

◆ *Donne de cœur contre LOPPSI,* brochure de Michel Ots (Le pédalo ivre, Maison des passages, 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon), une analyse critique quelque peu romancée de cette loi qui entend notamment réglementer étroitement (encadrer) la manière dont on entend se loger.

...ET AILLEURS

Israël

◆ « Le vent de la contestation souffle aussi en Israël » dans *La Forge* n° 521 (septembre 2011).

Religions et mouvement social

◆ **Un dossier sur « Racisme, religions et mouvement social » dans *Alternative libertaire* n° 208 (juillet-août 2011)**

◆ « Entre sionisme et lutte des classes » dans *Alterna - tive libertaire* n° 209 (septembre 2011).

Cambodge

◆ « La longue souffrance du Cambodge », un article de 2009 d'Armin Wertz, journaliste basé en Asie, publié dans le cahier n° 219 (août 2011) de la revue allemande *Die Aktion,* revient sur les nombreux obstacles dressés par les autorités cambodgiennes contre la tenue d'un procès des Khmer rouges.

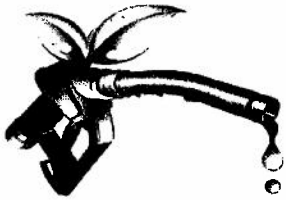
Bangladesh

◆ *Hotlinebd Newsletter* est un bimensuel publié au Bangladesh qui donne, avec un éditorial plus général, une foule de brèves informations sur les dérives d'une société où les conflits de classe recoupent la domination reli-

gieuse et coutumière, la corruption et les affrontements politiques ou ethniques dans une violence souvent meurtrière, les femmes étant les victimes privilégiées d'atrocités particulièrement barbares.
costa◆rosie@yahoo.com)

Indonésie

◆ L'Indonésie, pourtant proche géographiquement des Philippines, n'a pas du tout la même structure agraire. En Indonésie, peu ou pas de gros propriétaires terriens ; l'Etat est le principal possesseur légal des terres du pays d'après un article, « A qui appartient la terre ? Luttes paysannes en Indonésie », paru dans le n° 90 (été 2011) de la revue allemande *Wildcat*. Une étude de la résistance depuis plusieurs années des paysans à l'accaparement de leurs terres coutumières par de grandes et petites entreprises capitalistes.Sur ce sujet, lire p. 58.



http://aevigiran.over-blog.com/article-terre-a-terre-ogm---agrocarburants-l-accaparement-des-terres-60408604.html

Vietnam

◆ *In the Crossfire : adventures of a Vietnamese Revolutionary* (Ngo Van) traduction en anglais de *Vietnam,1920-1945, revolution et contre-révolution sous la domination coloniale* (L'Insomniaque, Nautilus) traduit par Ken Knabb, Hélène Fleury, Naomi Sager & Hilary Horrocks.
AK Press, 296 pages, 70 illustrations. 19,95 dollars.

Energie : nucléaire, gaz de schiste...

◆ Sur un sujet proche « Gaz de schiste, nucléaire : même combat » dans *A Contre Courant* n° 227 (septembre 2011).
◆ *Sortir du nucléaire* n° 50 (été 2011) traite dans plusieurs articles de la catastrophe de Fukushima et de l'après pour l'industrie nucléaire mondiale.
◆ « Tchernobyl, Fukushima... au suivant » dans *A Contre Courant* n° 225 (juin-juillet 2011).
◆ « La radioactivité interne d'Hiroshima à Fukushima en passant par Tchernobyl dans *CQFD* n° 90, juin 2011.
◆ « Le corium de Fukushima, description et données » (copie à Echanges).
◆ *Commentaires sur "la fin du monde"* (des avatars d'eschatologie chrétienne en guise de critique du nucléaire), brochure de Peter Vener (correspondance petervener@free.fr) critique d'un article paru dans un recueil de texte de la revue italienne *Diavolo in corpo*, Mutines séditions.

Chine

◆ *Présence marxiste* publie, dans son n° 88-89, la première partie d'une anthologie de textes sur la Chine (1911-2011) empruntés partie à la publication bordiguiste *Bilan* et partie à des articles critiques d'ouvrages sur la Chine écrits par Chazé (Davoust) parus dans *I.C.O.* et dans les *Cahiers du Communisme de Conseils*, l'ensemble de ces textes datant de plus de quarante années.

ÉTATS-UNIS
OCCUPY WALL STREET
UNE IMPASSE POPULISTE DE GAUCHE ?

Nous publions ci-dessous une lettre adressée à un camarade français par Will Barnes, un camarade américain, qui entre le début de son écrit, rédigé début octobre, et son post-scriptum, a légèrement modifié son jugement.

Je suis un peu surpris par ta première réaction (sceptique) face au mouvement Occupy Wall Street. Mais tes questions tombent à pic : j'ai ouvert ton courriel environ dix minutes après une conversation téléphonique avec mon camarade et ami Gifford Hartman (1). Nous avions discuté entre autres de ce mouvement.

Je me propose moi-même comme une source (tu pourras juger par toi-même d'après ce que j'écris si je suis en effet qualifié comme source).

Je traiterai tes questions en trois parties. (Je ferai ainsi, d'abord parce que je suis fermement convaincu de l'importance de ce type d'échanges ; deuxièmement, par courtoisie entre camarades ; enfin parce qu'une telle démarche m'aide à éclaircir mes idées.)

Dans la première partie, je poserai simplement notre jugement sur Occupy Wall Street et les raisons pour lesquelles nous l'avons.

(Je dis « nous », pour Gifford et moi, pour les raisons qui apparaîtront plus loin). Dans la deuxième partie, je tenterai d'expliquer ces raisons dans une rapide analyse de la classe ouvrière aux Etats-Unis et de (certains aspects de) la société américaine. Dans la troisième partie, je parlerai du tract de PI, et de ce que nous en pensons. Ce qui m'obligera à dire quelques mots sur la gauche révolutionnaire et communiste aux Etats-Unis, telle qu'elle est.

Peut-être pourrai-je fournir dans ces remarques quelques aperçus sur les Etats-Unis que tu ne trouveras pas ailleurs.

Pour le moment, mon jugement sur le mouvement Occupy Wall Street est plutôt positif.

Nous pensons :

a) que c'est la première expression *généralisée* de la colère, pour une grande part de la classe ouvrière, contre l'ampleur de la crise aux Etats-Unis ;

b) alors même qu'il est *non-programmatique*, sans revendications et sans leaders,

(1) Voir, de Gifford Hartman, *La Crise en Californie*, Echanges et Mouvement, février 2010.

il démontre qu'il n'y a pas d'organisations avec programme... celui de la gauche, celui de la droite (aux Etats-Unis, dans cette conjoncture, une telle considération est importante), et, par-dessus tout, les partis politiques établis du capital... qui peuvent satisfaire les besoins, les aspirations et les désirs que ce mouvement a concrétisés ; et

c) il dévoile tous les faux-fuyants, les obstructions et les mystifications qui nient, cachent ou minimisent la profondeur de la crise et qui sont sans cesse et sans fin mises en avant dans les médias.

Point a)

Nous utilisons le terme « crise » dans un sens large, se référant à toute la série d'événements survenus dans le monde capitaliste depuis la fin 2007 mais dont l'acmé fut l'effondrement de Lehman Brothers en septembre 2008.

Ces développements ont commencé par la fermeture de sites de production partout dans le monde, des ruptures d'échanges commerciaux, et la rapide diminution des volumes globalement échangés (septembre 2008-février 2009). De plus amples développements incluent le renflouement de nombreuses institutions financières par le transfert de leur dette vers le budget des Etats (« secteur public ») ; des « mesures de relance » de la part d'Etats petits ou grands dans le monde ; des « reprises économiques » temporaires ; « reprise » qui cale ; l'énorme accroissement de la « dette souveraine » et l'absence de toute solution à ce problème pour la bourgeoisie ; les attaques massives contre les travailleurs sous le nom d'austérité ; et maintenant, avec la poursuite de ces attaques, l'échec de toutes ces réponses capitalistes et le retour imminent à la crise ouverte.

Dans l'esprit très classique de l'économie politique et de la pensée bourgeoise, nous pourrions appeler cette situation une dépression. Dans notre sens large, c'est une crise du capital (et du prolétariat comme composante du capitalisme) dont l'étendue est mondiale, qui n'a pas pour l'instant complètement synchronisé les différentes pièces du système mondial, et qui ne peut pas être résolue sans une formidable dépréciation des valeurs existantes. Cela ne peut trouver sa fin que dans une nouvelle guerre mondiale impérialiste. Et, selon nous, il n'est pas du tout évident, avec la crise actuelle de la nature, dont nous faisons partie (changement climatique, extinction en masse d'espèces, pillage de la nature), qu'une telle issue créerait les conditions pour une relance de l'accumulation et du capitalisme comme système de relations sociales.

Ici, aux Etats-Unis, cette crise est structurée dans le temps par la grève de Republic Windows (décembre 2008 [2]) et la grève des fonctionnaires (notamment les enseignants) de l'Etat du Wisconsin (février-mars 2011 [3]). Depuis le printemps 2010, la classe ouvrière a répliqué de plus en plus fort, la plupart du temps dans des actions trop petites pour être racontées. (Les événements du port de Longview, sur la côte ouest [Etat de Washington], bien que significatifs selon nous, pour différentes raisons, ne sont qu'indirectement reliés à la crise du capital).

Mais le mouvement Occupy Wall Street est différent : il n'est pas fondé sur des grèves dirigées contre les employeurs, ni sur une organisation liée au lieu de travail ni sur une opposition liée au lieu de travail (par exemple contre une structure syndicale). Il

(2) Voir *Echanges* n° 127 (hiver 2008-2009).
(3) Voir *Echanges* n° 136 (printemps 2011).

n'est pas fondé du tout sur le travail. La raison en est évidemment simple : jusqu'à très récemment, la plupart des participants, et en particulier le noyau dur des participants, était en très grande majorité précaires ou chômeurs. Il est de portée nationale, aussi est-il généralisé, comme je l'ai déjà dit (Gifford a trouvé un article selon lequel les villes concernées seraient au nombre de 120, au samedi 8 octobre ; j'en ai trouvé un, difficile à croire , mais c'est une source crédible, qui affirme que 761 villes connaissent des actions « Occupy »). Spontané dans le sens léniniste (c'est-à-dire non organisé par un parti soi-disant révolutionnaire), ce mouvement, bien qu'évidemment distinct, est historiquement comparable au mouvement des chômeurs des années 1930. La différence n'est pas dans l'absence de revendications claires, ni dans le « niveau de conscience » atteint, qui manque au contraire, mais dans la présence chez certains participants (identifiés par leurs pancartes) d'une idée tacite d'un au-delà du capitalisme.

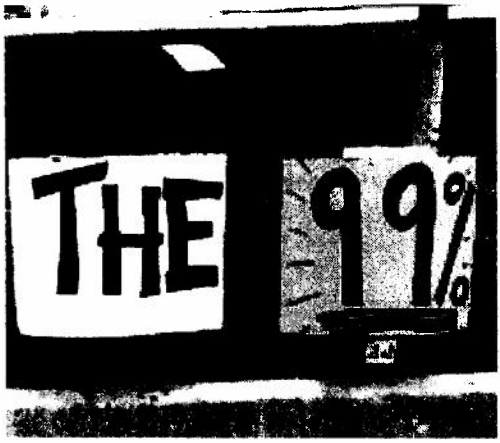
Point b)

Nous pensons que l'absence de programme, de leaders et de revendications organisées est une force du mouvement et non une faiblesse... Si actuellement il avait des revendications claires, elles auraient toutes pour but des changements et ajustements du système politique existant, elles seraient des revendications complètement *internes* au capitalisme... L'absence d'orientation programmatique rend le mouvement Occupy Wall Street plus difficile à saisir, à récupérer, aussi bien par le spectacle (j'y reviendrai brièvement) que par les organisations existantes de gauche ou de droite.

Ces derniers jours, les organisations de gauche, les syndicats et l'aile libérale du

Parti démocrate, ont « ajouté leurs voix » au mouvement, lui apportant des partisans et des revendications claires. Leurs buts, cependant, sont plutôt différents des objectifs de ceux qui ont lancé le mouvement : ces nouvelles forces semblent chercher à faire pression sur le pouvoir exécutif fédéral, Barack Obama, pour l'empêcher de négocier plus avant avec son partenaire le Parti républicain. Mais depuis l'apparition du « système du troisième parti aux Etats-Unis » (vers 1932), c'est toujours la route que suit un président démocrate qui est confronté à une crise (par « crise » j'entends ici impasse politique dans une situation de dette massive, intenable) : ils se soutiennent mutuellement avec les membres de l'autre parti du capital et accomplissent les tâches... y compris, toujours, la répression de la classe ouvrière ou l'aménagement des conditions nécessaires au renforcement de l'exploitation des travailleurs, ou les deux... que l'autre parti du capital ne peut accomplir ouvertement.

Cependant, les « occupants » ne sont pas submergés par cette nouvelle présence, ils n'ont pas été récupérés. Peut-être parce que les efforts pour canaliser les revendications mal définies donnent à celles-ci une ex-



pression trop étroite : peut-être parce que nombre de membres de ce noyau dur ont des aspirations... tacites, inarticulées, préconscientes... à une vie au-delà du capitalisme ; ou peut-être s'agit-il simplement du sentiment désagréable ou de la certitude viscérale que la « revendication » d'un travail et d'un salaire pour vivre, d'une sortie de l'énorme dette, d'un avenir qui ne soit pas sans cesse détruit par la lutte personnelle pour « mener sa vie », ne peut plus être satisfaite au sein du capitalisme... Dans cette perspective, si tu ne l'as déjà fait, tu peux te rendre sur le site web www.wearethe99percent.tumblr.com, et lire notamment les derniers messages.

En tout cas, l'intrusion de membre de syndicats et du Parti démocrate a « colorié » ce qui pouvait à un certain point être décrit comme un mouvement trop « blanc » et « anglo- », et d'après ce que j'ai vu aujourd'hui le mouvement prétendu blanc est en train de devenir, et vite, non-blanc, « non Anglo ».

Point c)

Ce point nécessite des explications plus détaillées.

Nous utilisons le terme de « spectacle » dans le sens de Debord (4). En fait, pour nous, *La Société du spectacle* est un texte fondateur. D'après ce que j'ai compris, Debord a été en France à un certain moment tellement récupéré que très peu d'authentiques révolutionnaires y font aujourd'hui référence ou utilisent ses concepts dans leurs analyses.

Je vous rappelle ma correspondance avec Yves Coleman d'il y a quelques années (2007), dans laquelle je suggérais, pour que cette discussion ait quelque sens, de reconnaître qu'il existait certaines différences entre les Etats-Unis et la France.

En France, il existe plus ou moins une classe ouvrière cohérente, des partis de la classe ouvrière, et vous avez *des traditions militantes et une mémoire de ces traditions*. En fait, vous avez des traditions *révolutionnaires*. Rien de cela n'existe aux Etats-Unis. Un très grand nombre d'ouvriers aux Etats-Unis se considèrent comme « classe moyenne » (une désignation déterminée en gros par le salaire et le niveau de consommation). Les ouvriers syndiqués, les bureaucrates, les politiciens populistes, et même le journal de l'union locale à laquelle j'appartiens, tous se considèrent comme des salariés « classe moyenne » !

Les capitalistes, et en particulier les petits propriétaires, sont les « producteurs », les travailleurs, bon, les travailleurs ramassent un chèque pour leur paie, que nous ne méritons vraiment pas. C'est une institution bienveillante (on élit le personnel qui occupe ces bureaux) travaillant en votre faveur. Les flics vous protègent... et jusqu'à récemment trop de travailleurs croyaient ingénument en cette merde.

4) « Le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images » (*La Société du spectacle*, éd. Champ libre, 1983, p. 10).

Presque tout aux Etats-Unis est *à l'envers*. Ici, nous vivons vraiment dans *die verkherte der Kapital (sic)* (dans la fausseté du capital).

Je pourrais citer sans fin des exemples tirés de la vie quotidienne illustrant essentiellement ce caractère à l'envers, mais ce qu'il faut comprendre c'est que pour ces révolutionnaires qui ne sont pas orientés vers la prise du pouvoir d'Etat et la libération des forces productives des chaînes du capitalisme, ce caractère inversé est si intuitivement évident qu'il est au-delà de toute discussion. Maintenant, au cœur de cette inversion se trouve l'image de la réalité qui supplante le réel. Simplement posé, c'est omniprésent. On ne peut pas écouter la radio, regarder la télévision, voir un film, aller sur Internet, lire un journal ou un magazine, marcher dans la rue, entrer dans une école, un bâtiment de la municipalité, une bibliothèque, une station d'essence, on ne peut pas pénétrer à pied dans une copropriété résidentielle, un immeuble de bureaux ou un lieu de travail, etc., sans être submergé d'images, la plupart publicitaires. Ce n'est pas de la propagande, c'est par-dessus tout l'immédiateté incarnant la répression des désirs et des envies (qui sont réprimés au nom de l'harmonie sociale, du travail, de la nation) tout cela dans le but de réaliser la valeur d'échange des marchandises, tout simplement de vendre des biens.

Il est tout aussi important de voir qu'aux Etats-Unis (au contraire de la France), il n'existe pas de tradition intellectuelle de critique sociale : la culture des intellectuels, presque tous attachés au capital comme « professionnels » ou « techniciens » au sein des grandes sociétés capitalistes, ou comme universitaires liés à l'Etat par leur salaire, leurs concessions ou les institutions, est pragmatique, utilitaire et technique depuis au moins cent soixante ans. Aussi le concept de spectacle de Debord a-t-il été, jusqu'à présent, l'un des rares concepts critiques et révolutionnaires qui aient illuminé et apporté quelque intelligibilité théorique à l'expérience de cette fabrication de la vie quotidienne. S'il est certes vrai qu'aux Etats-Unis, on est libre de faire de l'argent (de la manière qu'on souhaite, même retorse et illicite), la vie sociale a été enrégimentée depuis si longtemps qu'il serait impossible à un tel concept de devenir à la mode, de devenir la fureur de faux intellectuels crétins. (Et, face à de tels soi-disant intellectuels, il n'y a eu qu'un groupe dans l'histoire des Etats-Unis exprimant un intérêt explicite et qui alla au-delà d'une pratique réformiste, toujours pragmatique et utilitaire, avec une motivation libératrice et une compréhension consciente de la nécessité d'une transformation révolutionnaire. C'est le seul groupe authentique d'intellectuels organiques de la classe ouvrière que les Etats-Unis aient produits, et c'étaient les Wobblies).

Ce qui est important pour Occupy Wall Street à cet égard est ceci : il n'a pas été récupéré par la machine de propagande étatique (bien que le chef de l'exécutif lui-même ait essayé de l'enrôler en renfort pour son « programme d'emplois »), ou par les appendices médiatiques spectaculaires de cette machine. C'est en partie parce que les membres de la classe ouvrière qui sont le plus impliqués dans les « occupations » passent complètement sous le radar des acteurs du spectacle médiatique – laquais du capital, personnages des départements de marketing, promoteurs, enquêteurs, agents, publicistes, scénaristes, présentateurs, personnalités de la télévision. Ces groupes n'ont aucune indication de ce qui peut se passer au ras du sol là où la crise a eu son plus sérieux impact.

Non seulement les « occupations » dans leur ensemble n'ont pas été récupérées (du moins jusqu'à présent), mais elles démontrent en pratique qu'il n'y a pas de « reprise », que les options des deux partis du capital – soit un dégraissage fondé sur l'austérité et d'importantes réductions des dépenses du secteur public, soit une débauche de dépenses keynésiennes – n'incarnent pas une alternative et ont peu d'effets, voire aucun, sur la masse des « occupants ». Enfin, la présence de ces « occupants » a aussi coupé l'herbe sous les pieds du Tea Party, le représentant de la pureté idéologique des petites entreprises, qui jusqu'à maintenant a été présenté dans le spectacle médiatique comme la seule « alternative » aux politiques capitalistes conventionnelles.

Aussi, dans un sens, nous pensons que le mouvement Occupy Wall Street a démystifié une grande part des certitudes bourgeoises, qui imprégnaient tellement autrefois la vie quotidienne.

Nous reconnaissons que ce mouvement est transitoire, et que certaines de ses composantes sont susceptibles d'être récupérées par le spectacle du capital ou d'être démoralisées. Mais nous pensons que son sens réside dans son caractère généralisé, dans la reconnaissance croissante de la classe ouvrière qu'il n'y a pas de sortie de crise dans les termes capitalistes, et, c'est important, dans une tacite conscience à l'intérieur du mouvement que la situation des prolétaires, notamment des plus éduqués, n'est pas ici différente de celle des travailleurs qui ont été expulsés de la production n'importe où ailleurs dans le monde.

Le tract de PI

Trois pôles constituent la gauche communiste aujourd'hui aux Etats-Unis. Qu'on me permette de les identifier par leurs noms, individus ou organisations.

Il y a Loren Goldner à Brooklyn, et une poignée d'individus regroupés de façon in-

Le groupe Perspective internationaliste

distribué un tract le 6 octobre dans la manifestation Occupy Wall Sreet. L'absence de leaders dénoncée par les médias, affirme PI, est une force du mouvement, et non une faiblesse : elle atteste d'une détermination collective, d'une volonté de ne pas rester des suiveurs. Et s'il n'y a pas de revendications, c'est qu'il ne peut y avoir d'arrangements avec un système obsolète : « Deux milliards de personnes sur cette planète sont au chômage parce que le capitalisme n'a pas besoin d'elles Des centaines de millions de personnes vivent dans des bidonvilles, parce que la construction de logements décents ne rapporte rien. Des millions d'êtres humains meurent de faim parce que les nourrir n'est pas rentable. » Le capitalisme n'est qu'une phase de l'histoire, rappelle PI. Il n'offre plus aucune perspective d'avenir. Nous devons préparer le post-capitalisme, un monde où les échanges entre humains ne seront plus des transactios commerciales, où les produits de l'activité humaine ne seront plus des marchandises considérées sous l'angle de leur valeur en argent mais comme des moyens concrets de satisfaire des besoins réels. « Le changement doit être profond et doit faire des opprimés les membres d'une réelle démocratie au lieu de la honte qui existe aujourd'hui. »

Une version légèrement remaniée le 13 octobre peut être lue sur le blog bilingue de PI : http://internationalist-perspective. org/blog/

formelle autour de lui à New York (avec quelques isolés à Los Angeles, Londres, et peut-être Ulsan [5]). Malgré sa lecture « marcusienne » (de Lyn Marcus, *Dialectical Economics*[6]) et, à travers Marcus, luxembourgiste, du Capital, Goldner a tout l'air d'être assez orthodoxe.

Il y a Perspective internationaliste (PI), qui en Amérique du Nord compte exactement cinq camarades (un à Seattle, un à Vancouver, un à Toronto, et deux, M. et S., à New York), et en France et Belgique peut-être neuf ou dix. Leurs perspectives sont fondées sur la critique de la forme valeur, du capital et du travail abstrait (et suivent largement les efforts de M. pour reconstruire un marxisme basé sur les manuscrits de 1861-1864 [7]) ainsi que sur l'élaboration par S. d'une théorie de la valeur à partir du *Capital*.

Et il y a un pôle centré autour de Gifford Hartman et moi-même. Gifford vit à San Francisco, il est (selon les normes américaines) au centre d'un milieu révolutionnaire bien plus large et diffus. Je vis à Saint-Paul dans l'est des plaines d'Amérique du Nord (le nord des Etats-Unis). Je crois être plus proche d'un syndicalisme international des travailleurs qualifiés de la santé. Gifford et moi sommes vaguement attachés aux traditions des communistes de gauche, et rejetons la plupart de ces traditions, et par-dessus tout la notion de décadence que partagent Goldner et PI. Notre engagement marxiste n'est pas aveugle, et est même critique. En particulier, nous appuyant sur une certaine ressemblance historique entre la période 1905-1919 et aujourd'hui, nous pensons que plusieurs traditions des Wobblies requièrent notre attention et ont beaucoup à nous apprendre.

Aux Etats-Unis, dans les milieux révolutionnaires, les communistes de gauche sont d'abord et avant tout opposés aux trotskystes.

Généralement la différence principale réside dans la confiance dans la créativité et l'auto-activité des travailleurs comme la seule « voie » vers une émancipation humaine basée sur l'abolition du capital et l'auto-dissolution du prolétariat comme possibilités historiques imminentes, autant que dans l'opposition au parti comme « variable » essentielle dans une transformation révolutionnaire qui serait programmatiquement orientée vers la prise du pouvoir étatique et une période de transition dans laquelle les forces productives seraient violemment arrachées au capital.

Goldner, comme je l'ai dit, est le plus orthodoxe des communistes de gauche dans sa compréhension de cette différence, même si sa pratique personnelle est en grand désaccord avec sa théorisation. (Je me suis une fois trouvé plutôt proche de Loren, mais aujourd'hui ses camarades sont trotskystes, et pour beaucoup de simples réformistes ; il s'est rendu actuellement à Seattle, où il essaie de réunir deux groupes disparates sous *son* aile, un groupe d'étude de jeunes qui a découvert les mérites de *Que faire ?* et un groupe tiers-mondiste avec un fond de nationalisme bourgeois radicalisé.)

En Amérique du Nord, PI est pratique-

---

(5) Ulsan en Corée du Sud, où Loren Goldner s'est rendu pendant plusieurs année. Voir *Echanges* n° 120 (printemps 2007), « Sur la grève de 2006-2007 de Hyundai Motor Company (HMC) à Ulsan ».

(6) Lyndon Hermyle LaRouche, Jr. (né en 1922), politicien américain ayant participé à la création de nombreux réseaux ou partis, dont un US Labor Party accusé de défendre des thèses d'extrême droite et d'être antisémite, il a publié, parmi de nombreux ouvrages, *Dialectical Economics: An Introduction to Marxist Political Economy*, sous le pseudonyme de Lyn Marcus.

(7) Les 23 cahiers que Marx remplit à partir d'août 1861 à 1864 sont la suite directe de l'ouvrage publié deux ans auparavant, *Critique de l'économie politique*. Les textes sur les « Théories sur la plus-value », publiés en trois volumes aux Éditions Sociales (en 1974, 1975 et 1976), sont extraits de ces cahiers.

ment un groupe d'étude engagé dans des discussions et polémiques sur le Net. (Ce que je connais personnellement, depuis que j'ai passé du temps, trop de temps, dans des échanges avec PI à propos de textes que j'avais écrits.)

Dans un sens pratique, les communistes de gauche sont trop axés sur les autres révolutionnaires au sein des milieux révolutionnaires ; nous , le pôle que Gifford et moi-même incarnons, sommes axés sur les travailleurs actifs, les groupes ouvriers, les couches et les strates internes à la classe. Ainsi sommes-nous largement, mais pas seulement, orientés vers ce qui pourrait émerger d'original et remarquable dans un mouvement syndical traditionnel en lutte contre les derniers développements de réduction d'effectifs, de contraction et de précarisation.

Aussi l'intervention de PI nous est-elle agréable à bien des égards, et pas seulement à New York (depuis que le tract a été distribué à Seattle, Chicago et Springfield [Missouri]) ; parce qu'elle représente un effort réel, pour une grande part couronnée de succès, de briser leur isolement souvent sectaire ; et, parce que le tract explique effectivement la crise du capital (et celle du prolétariat comme classe du capital) à ses lecteurs – et nous pensons qu'ils seront nombreux. Il y a peut-être quelques mots en trop sur les perspectives du capital, mais l'un dans l'autre nous pensons que le tract a le ton et l'humeur justes par rapport aux éléments précarisés et chômeurs (et pas seulement eux) du mouvement Occupy Wall Street. Et, ce qui est vraiment ironique et remarquablement adapté, exprimant bien notre internationalisme, c'est que ce tract a été préparé par S., qui est un journaliste belge travaillant à New York, et non par un Américain.

W. B

18 octobre 2011

Rappelle-toi s'il te plait que cette évaluation était celle d'une situation qui se déployait au moment où j'écrivais (ce qui est bien exprimé par les mots « aujourd'hui », «actuellement », qui apparaissent dans le texte). J'y reviens brièvement...

Ta première préoccupation semble l'absence d'un contenu spécifiquement prolétarien ou, pour dire les choses différemment, tu crains qu'il y ait un aspect « classe moyenne » du mouvement. Je reviendrai aussi là-dessus...

J'écrivais le week-end des 7-8 octobre, il y a maintenant plus d'une semaine. Depuis lors, il y a eu deux développements bien visibles.

Le premier a été l'infiltration du mouvement par les syndicats, le Parti démocrate et des organisations gauchistes (au niveau national Socialist Workers Party [SWP], Socialist Equality Party [SEP], International Socialist Organization [ISO], Industrial Workers of the World [IWW], mais aussi de petits groupes locaux). Il est manifeste, du moins pour moi (je n'ai pas parlé à Gifford récemment) que ces groupes ont eu une influence notable sur le sens du mouvement. Ils ont d'abord canalisé avec succès l'opposition, en l'absence de revendications spécifiques, dans un cul-de-sac populiste de gauche ; en l'occurrence les critiques qui sont formulées

a) sont de plus en plus tournées contre « les riches », le prétendu un-pour-cent (1 %) identifié comme grands financiers, banquiers, et

b) contre les inégalités sociales entraînées par la concentration des richesses. Aucune de ces critiques ne prend pour cible le système de relations sociales établi dans la

production, le capitalisme lui-même. Elles ne consistent qu'à affirmer la politique et le programme de ces groupes, depuis la reconquête du pouvoir législatif au sein de l'Etat et la mise sous pression de l'exécutif, jusqu'à surfer sur une révolte populaire basée sur la classe ouvrière et « s'emparer » du pouvoir d'Etat, nationaliser les banques, les entreprises, etc.

Le second développement a été une clarification dans leur propre compréhension pour un grand nombre des participants eux-mêmes. Cette clarification peut être due en fait au flot de personnes que les syndicats et le Parti démocrate ont apporté aux « occupations » ; ou peut-être exprime-t-elle l'affirmation d'un des termes d'une contradiction vécue et expérimentée par la masse de ceux qui ne sont affiliés à aucune organisation. Cette clarification peut être exprimée ainsi : « Je suis ici parce que j'ai été trompé par le "système", par une distribution des richesses inégalitaire, par une incapacité à trouver du travail (ce qui n'est pas ma faute). »

Il s'agit là de griefs qui donnent lieu à des critiques à l'intérieur du capitalisme et qui, au fur et à mesure que le mouvement se développe , ne vont pas au-delà, ne visent pas à son dépassement.

Je suis aujourd'huit moins optimiste que je l'étais il y a huit jours ; et bien qu'à ses débuts le mouvement ait eu un grand potentiel, le cours des événements fait apparaître ton scepticisme plus justifié que mon (notre, avec Gifford) première évaluation. Cela dit, je ne pense pas que cela fasse du mouvement Occupy un mouvement de classe moyenne. Au contraire, je pense qu'en général les travailleurs (du moins ici) ont encore besoin d'être obligés de reconnaître qu'il n'y a pas de « solution » au sein du capitalisme.

W. B.

LA LUTTE DE

L'article suivant a été rédigé à New York pour la revue allemande *Wildcat*.

DEPUIS JUILLET, les médias dominants parlent de plus en plus fréquemment d'une « récession » « à double plongée » aux Etats-Unis. Mais nous pouvons affirmer sans crainte que, pour la plupart des travailleurs, la « récession » n'a jamais pris fin, et qu'elle va s'aggraver.

ANTÉCÉDENTS

Pour comprendre la lutte des classes aux Etats-Unis depuis la crise financière de 2007-2008, il nous faut d'abord rappeler brièvement l'histoire des quatre décennies précédentes, depuis la fin de l'insurrection des dernières années 1960 et du début des années 1970. Comme on le sait, depuis 1973 environ, l'histoire de la classe ouvrière américaine est celle d'une régression et d'une suite quasiment ininterrompue de défaites. On l'a décrite comme « une guerre des classes au cours de laquelle un seul camp se battait ». Pendant cette période, les salaires réels ont baissé de 15 % au bas mot et dès 1960 on a assisté à la disparition de la famille ouvrière vivant sur un salaire unique. De nos jours, il faut 2 ou 3 salaires à la famille ouvrière typique, dont un pour couvrir les frais de logement (50 % du revenu du foyer). La semaine de travail moyenne s'est allongée d'au moins 10 % pour ceux qui ont un travail à temps plein ; en réalité la force de travail res-

semble de plus en plus à « la société en forme de sablier », avec une couche de « professions libérales » qui travaillent 70 heures par semaine et une majorité de la population précarisée par des emplois intermittents à temps partiel. Pendant la même période, les 10 % de la population formant la couche supérieure se sont vu attribuer environ 70 % de toutes les augmentations de revenu. Et on sait bien aussi que de vastes régions du nord-est autrefois industriel ont été transformées en « poubelles », où les emplois de « service » peu rémunérés et sans avenir (par exemple Walmart) se substituent aux anciens emplois ouvriers relativement stables et correctement payés. Les Etats-Unis ont, avec la Corée du Sud, les lieux de travail les plus dangereux du monde capitaliste « avancé » : 14 travailleurs y meurent quotidiennement. 2 % de la population (sept millions de personnes) (1), majoritairement des Noirs et des Latinos, sont en attente d'un jugement, en prison ou en libération conditionnelle, surtout à cause de la « guerre contre la drogue ». Des centaines de milliers de personnes perdent leur logement après avoir perdu leur travail, le nombre des sans-abri monte en flèche, et la « guerre contre les pauvres » s'intensifie par le harcèlement policier, l'entassement des gens dans des refuges sordides semblables à des prisons et la criminalisation de ceux qui vivent dans la rue.

Voici donc un instantané de la réalité sociale dans « le pays le plus riche du monde ».

LE DÉCLIN DE LA GRÈVE

Face à cette offensive capitaliste depuis la décennie 1970, et sans parler de la grève sauvage, la grève classique est devenue quasi inexistante. 20 % des travailleurs américains ont participé à une grève ou un lock-out chaque année au cours des années 1970 contre seulement 0,05 % en 2009. Les vieux syndicats industriels ont été sérieusement affaiblis par la désindustrialisation ; ils représentaient 35 % de la main-d'œuvre en 1955 mais seulement 12 % aujourd'hui, et la plupart de ceux qui existent encore sont des syndicats du secteur public (2). (Afin de dissiper toute ambiguïté, je précise que jusqu'en 1973, la plupart des grandes centrales syndicales luttaient contre les mobilisations sauvages de la base et pas contre les capitalistes. Il n'en reste pas moins que la diminution du nombre de leurs adhérents est due en par-

(1) L'accroissement de la population carcérale depuis 1970 reflète presque exactement le nombre d'emplois industriels perdus au cours de la même période. Les Etats-Unis détiennent 25 % de la population carcérale mondiale.

(2) La police et les gardiens de prison anti-classe ouvrière représentent un fort pourcentage des syndiqués du secteur public.

tie à leur incapacité à assurer même ce « syndicalisme de négociation » qui les caractérisait au cours des années 1970.) Lorsqu'ils font grève, les travailleurs qui ont encore des emplois permanents, des salaires décents et une couverture sociale, restent, presque sans exception, dans les limites de la légalité et des « cellules de négociation » dont les objectifs sont étroitement déterminés et leur assurent la défaite avant même d'engager la lutte.

ENDETTEMENT DES CONSOMMATEURS EN CASCADE

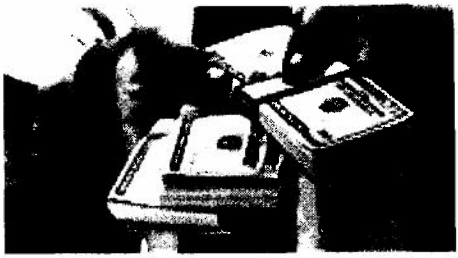
Après les années 1970, la classe ouvrière américaine et la « classe moyenne » (terme truffé d'idéologie qui se réfère au moribond « rêve américain » d'un travail stable, d'un logement à soi et d'une retraite décente) ont compensé la baisse des salaires réels en s'endettant de plus en plus. Dès les années 1990 s'y est ajoutée la bulle immobilière, propagée par le mythe promotionnel des médias (« les prix de l'immobilier ne baissent jamais ») et grossie, dans les années 2000, par la bulle des subprimes. C'était l'époque où presque tout le monde pouvait obtenir un prêt et acheter son logement, ou obtenir un second prêt, et utiliser ces « avoirs » imaginaires pour obtenir encore plus de crédits. La « relance » suite à la dégringolade de la bulle informatique de 2000-2003 était en grande partie liée au secteur de la construction et de ses industries satellites, ameublement et électro-ménager par exemple. Cet empilement de dettes de consommation par les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou du secteur tertiaire, suivait en parallèle l'augmentation jusque-là inouïe de la dette de l'Etat (Etat Fédéral, états régionaux ou municipalités), ainsi que la dette extérieure des Etats-Unis (total net des dollars détenus à l'étranger, moins les actifs américains à l'étranger) qui s'élève à plus de 10 000 milliards de dollars.

Ainsi, avec l'éclatement de la bulle immobilière en 2007, suivi en 2008 par des convulsions dans le secteur bancaire, l'irruption de la crise ne fut que le point culminant d'un long processus d'atermoiement par une cascade de dettes depuis les années 1970, révélant une crise du profit sous-jacente (et finalement de la valeur au sens que lui donnait Marx) dans l'économie « réelle ». Mais c'est une autre histoire, qui n'a pas sa place dans cet article.

LA DYNAMIQUE POLITIQUE

Pour avoir une vue globale du climat social, il ne faut pas négliger l'élection de Barack Obama en novembre 2008 (il a probablement été élu grâce à l'irruption de la crise en octobre, quelques semaines auparavant). Comme en 1929-1934, la majorité des Américains ont d'abord réagi au krach par un silence abasourdi. Obama, que la « droite » (le Parti républicain et, depuis deux ans, le Tea Party, faction de droite radicale des Républicains) dénonce comme « socialiste » (et aussi comme « musulman » et même « marxiste »), a en fait mis en œuvre des politiques plus à droite que son prédécesseur George W. Bush dans presque tous les domaines. La réaction à ces politiques est restée très feutrée car sa base libérale (au sens américain du terme) a accordé le bénéfice du doute à son gouvernement. Obama a intensifié la « guerre contre le terrorisme » qui s'est de plus en plus souvent étendue à l'opposition intérieure (3) ; il a enfoncé le pays dans ses

(3) En septembre 2010, des membres de l'organisation Freedom Road (marxiste-léniniste), active dans le mouvement américain conte la guerre, ont subi des descentes du FBI dans plusieurs villes, avec saisie



guerres perdues d'avance au Moyen-Orient (Irak, Afghanistan) et dans les bombardements du Pakistan au moyen de drones. Dans son « équipe économique » figuraient des tueurs à gage connus comme Lawrence Summers (qui, en tant que sous-secrétaire au Trésor, avait supervisé le matraquage de la Corée du Sud lors de la crise asiatique de 1997-1998), Paul Volcker (qui, en tant que directeur de la Banque de réserve fédérale, avait géré la profonde récession de 1979-1982), et Tim Geithner (ancien directeur de la Banque de réserve de New York). Cette équipe a organisé les sauvetages colossaux des banques qui s'écroulaient et des institutions immobilières en garantissant à 100 % des milliards de dollars de prêts pourris, tout en ne faisant rien, ou très peu, pour les travailleurs, sans parler des sans-abri et d'une population en voie de marginalisation. La « réforme » orwellienne de la santé par Obama (elle aussi dénoncée comme « socialiste ») a été pratiquement rédigée par les grandes compagnies privées d'assurance-santé qui dominent le système de santé américain rétrograde. En décembre 2010, Obama a prolongé le versement des allocations de chômage en « passant un marché » avec le Congrès qui a aussi reconduit les abattements d'impôts consentis aux riches par Bush et qui avaient coûté au gouvernement fédéral une perte de revenu fiscal de 200 milliards de dollars par an chaque année depuis 2001, cependant que les guerres en Irak et en Afghanistan ont coûté 1,5 milliard de dollars, sinon plus. Son administration a supervisé plus d'expulsions d'immigrants illégaux que pendant toutes les années Bush, frappant le plus durement les Latino-Américains marginaux arrivés dans le pays avant 2007 lors du boom immobilier pour travailler dans le bâtiment, et qui ont perdu leur travail quand ce secteur s'est effondré. En juin et juillet, à l'occasion de la comédie qui se jouait à Washington au sujet du déficit fédéral américain, la minorité de droite radicale (Tea Party), grâce à son énorme influence à la Chambre basse du Congrès, a couvert un nouveau virage à droite d'Obama en prévision de coupes importantes dans les « droits sociaux » – autre expression bourrée d'idéologie pour désigner les soins médicaux pour les pauvres et les personnes âgées et le système de sécurité sociale des retraités. Tout ceci pour illustrer le rôle historique du Parti démocrate, qui est de mettre en place des politiques qui se heurteraient à une forte opposition si elles émanaient des Républicains.

LE BON ET LE MÉCHANT

On a dit que le système américain était composé d'un parti de droite et d'un parti d'extrême droite. Depuis les années 1880 au moins, les deux partis dominants jouent la comédie du bon et du méchant. La moitié la plus pauvre de la population ne vote pas et la politique institutionnelle n'est plus qu'un

---

d'une bonne partie de leur équipement électronique. Ils ont été accusés d'avoir des contacts avec des groupes « terroristes » tels que les FARC (Colombie), le FPLP (Palestine) et le Hezbollah (Liban). Il est maintenant tout à fait possible que le fait d'écrire un article au sujet d'une de ces « organisations terroristes étrangères »puisse constituer un « soutien au terrorisme » en vertu de la loi de sécurité intérieure américaine.

jeu de pure forme qui nourrit la passivité et le cynisme de tous. C'est un des éléments du contexte qui explique des phénomènes aussi bizarres que le Tea Party actuel. Lorsque les gens se rassemblent pour protester, le populisme de droite, et plus rare aujourd'hui, celui de gauche (la révolte du « petit ») sont les premières soupapes de sécurité du système.

Le Tea Party a émergé en tant que force à l'aile droite du Parti républicain dès 2009 et il exprime, mieux que les autres regroupements politiques organisés, la rage populiste de droite qui fait partie du paysage politique américain depuis la fin de la décennie 1970 de manière intermittente. A ma connaissance, il n'y a pas d'équivalent notable de l'idéologie du Tea Party en Europe. Il représente « une fraction en déclin de la démographie » : des Blancs âgés, de la classe « moyenne » ou « moyenne-supérieure », qui s'imaginent que les problèmes de l'Amérique peuvent être résolus grâce au strict équilibre du budget à tous les niveaux du gouvernement, et donc grâce à un « minimum d'Etat » supervisant un « libre marché » sans entraves.

Une telle économie n'a jamais existé, même avant 1914 lorsque l'Etat ne représentait qu'une part réduite du « PIB », mais jouait tout de même un rôle central dans la politique tarifaire, l'éviction des Indiens en faveur de l'expansion de l'économie esclavagiste du Sud, ainsi que dans l'appropriation des terres pour la construction des chemins de fer et des canaux. Bien entendu, le contenu concret de cette illusion du Tea Party renforcerait beaucoup un Etat répressif et le maintien de l'empire américain (en déclin) par des moyens militaires, tout en ravageant ce qui demeure des aspects « sociaux » de l'Etat, que la droite radicale américaine associe au New Deal « socialiste » des années 1930 et à la « Bonne Société » de Lyndon Johnson dans les années 1960.

Sa base sociale, blanche dans son écrasante majorité, révèle le programme véritablement racial bien que sous-entendu (en grande partie) de personnes que les tendances démographiques (la population blanche serait minoritaire en 2050), et un président noir, effraient. La véritable fonction du Tea Party dans la politique américaine est de permettre au « centre » (Obama et consorts) de virer de plus en plus à droite, permettant ainsi au « centre » d'apparaître comme une alternative rationnelle et sensée aux « fondamentalistes du marché ».

Il est important de signaler que la conviction quasi universelle qu'une élite, banquiers ou régulateurs de l'Etat, est « responsable » de la crise, étouffe toute analyse sérieuse de la « crise de la valeur » sous-jacente, dont les banques, le crédit pour la consommation, les bulles immobilières ou la régulation des Etats ne sont que des épiphénomènes.

En novembre 2010, la rage populiste de droite à l'encontre des mesures « socialistes » d'Obama (le sauvetage des banques, la « réforme » de la santé, les faibles tentatives, symboliques surtout, de régulation de la finance par les Etats) a considérablement avantagé les Républicains dans les deux chambres du Congrès en éliminant une majorité démocrate à la Chambre (basse) des représentants et en s'emparant presque du Sénat. Une bonne partie de la base d'Obama de 2008, déçue (ou dégoûtée)

par son action en faveur du grand capital sans trop s'en cacher, est restée chez elle. (Il ne faut pas négliger la rage populiste de droite contre la peau noire d'Obama, qui s'exprime rarement publiquement.)

« RÉCESSION » ET RÉSISTANCE FEUTRÉE

Depuis l'automne 2008, le taux de chômage aux Etats-Unis a atteint 9,1 %, et il est très vraisemblablement plus proche de 15 %, ces chiffres étant constamment « révisés » en excluant quiconque travaille une heure par mois ainsi que les millions de personnes qui ont renoncé à l'idée de trouver du travail. Des centaines de milliers de gens ont perdu leur logement après avoir perdu leur travail, particulièrement dans les anciennes régions du « boom », comme Central Valley en Californie, Las Vegas ou la Floride ; des millions d'autres sont titulaires de prêts « noyés » (plus élevés que la valeur réelle de leur bien). Les maisons vides s'accumulent depuis des années et les prix de l'immobilier continuent à baisser. Au moment où j'écris – fin août 2011 – les Bourses mondiales sont fortement secouées et ces chiffres pourraient devenir caducs dans quelques jours.

Pour en revenir à l'écroulement du secteur immobilier, on est frappé par l'absence presque totale de résistance collective face aux saisies (4) et aux évictions (5). Cela contraste fortement avec le début des années 1930 lorsque, par exemple, dans la ville de New York, des milliers de gens se rassemblaient pour protéger les voisins menacés d'expulsion (6), ou bien dans les zones rurales où des fermiers, souvent armés, tentaient de protéger leurs terres contre la saisie par les banques. Un camarade, dans l'une des villes les plus économiquement dévastées (Baltimore, Maryland), qui décline tout autant que Détroit depuis les années 1970, relate que la grande majorité des expulsés et victimes d'une saisie ont simplement « honte » de leur situation, la cachent à leurs voisins et partent la nuit sans faire de bruit.

ATTAQUES CONTRE L'ASSURANCE-SANTÉ ET LES RETRAITES

Depuis 2007-2008, la lutte des classes ouverte s'est en grande partie déplacée du lieu de travail vers une confrontation avec l'Etat en faillite, à tous les niveaux (fédéral, régional et municipalités). Mais ce déplacement avait été préparé par la défaite antérieure des travailleurs dans presque tous les secteurs industriels, dont la première fut celle des travailleurs de l'automobile. On pouvait diaboliser les travailleurs du secteur public et leurs services après des décennies de propagande en faveur de la privatisation en les accusant d'être des parasites surpayés et privilégiés parce qu'ils étaient les derniers à bénéficier d'un emploi relativement stable et de prestations sociales.

La confrontation au sujet du coût de l'assurance-santé est presque une constante, en raison du « système » rétro-

(4) Action d'une banque ou d'une agence de prêt quand un propriétaire ne peut pas rembourser son prêt.

(5) Il y a éviction lorsqu'un propriétaire défaillant ou un locataire qui ne paye pas son loyer est expulsé par la police.

(6) A propos des années 1930, voir un article très intéressant : http://www.economicpopulist.org/content/unemployed-councils-evictions-riots-and-new-deal Pour un récit de la résistance depuis 2007, voir l'article d'Henri Simon dans *Insurgent Notes* n°1 (http://insurgentnotes.com), paru d'abord dans *Echanges* n° 130 (automne 2009), « La crise aux Etats-Unis, conséquences sociales, restructurations et mesures d'adaptation », http://www.mondialisme.org/spip.php?article1386.

grade d'assurance-santé privé en vigueur en Amérique.

Les Etats-Unis sont le seul des pays capitalistes « avancés » à n'avoir pas d'assurance-santé universelle. En 2009, 50 millions de personnes n'en avaient pas. Les coûts de cette assurance s'élèvent à 15 % du « PIB » et on pense qu'ils s'élèveront à 20 % d'ici 2020. Le Canada, qui a une assurance-santé universelle, dépense 10 %. On estime que la disparition des assureurs-santé privés (HMO, Health Management Organizations, entreprises qui gèrent l'assurance-santé) et de leurs coûts administratifs, éliminerait 20 % à 30 % des coûts de l'assurance-santé. D'autres coûts s'y superposent en raison de la relation étroite qui unit les grandes entreprises pharmaceutiques (« Big Pharma ») et la classe politique (par exemple, la loi fédérale interdit aux Etats d'acheter des médicaments génériques moins chers au Canada). En majorité, les Américains penchent pour un système universel à « un seul payeur », mais les partis politiques dominants et les média ont littéralement bloqué la discussion sur la possibilité de choisir.

Même avant que la crise n'ait atteint son point culminant, bon nombre des grèves qui ont eu lieu avaient l'assurance-santé pour thème central (7). (Pour beaucoup de gens, les familles en particulier, la couverture-santé liée à un emploi dans le privé est aussi importante, sinon plus, que le salaire lui-même.) Parce que la crise a considérablement réduit les revenus fiscaux des Etats et des municipalités, il est devenu de plus en plus difficile de payer l'assurance-santé et les pensions des retraités du secteur public. A tous les niveaux, les hommes politiques, les démagogues et les groupes d'experts se lamentent sur « les coûts exponentiels de l'assurance-santé », mais font taire toute discussion sérieuse sur leur véritable origine : la gestion de l'assurance-santé par les compagnies d'assurance privées et les prix outrageusement élevés que pratiquent les grandes firmes pharmaceutiques.

A partir de 2014, chacune des 50 millions de personnes qui n'ont actuellement pas d'assurance-santé seront passibles d'une grosse amende si elles ne souscrivent pas une assurance privée ; les tarifs en vigueur pour une personne sont d'environ 500 dollars par mois, plus de 1 000 dollars pour une famille. (Au moment où j'écris, un tribunal a jugé que ce point de la « réforme de l'assurance-santé » était anticonstitutionnel, mais le gouvernement Obama fera appel de ce jugement auprès d'un tribunal supérieur.)

Aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, on ne peut pas dissocier la crise de l'assurance-santé de celle des retraites. Depuis les années 1990, des employeurs de plus en plus nombreux ont cessé de verser des pensions incluant des « prestations sociales définies » pour cotiser au « 401 K », système dans lequel l'employeur et l'employé versent de l'argent à un fonds qui est ensuite investi... en bourse, et cela implique (bien entendu) la rémunération du courtier. Des études ont démontré que 401 K ne laisse aux retraités que 10 % à 33 % de ce que leur versait l'ancien système (et qui à son apogée ne concernait qu'un tiers de la main-d'œuvre). S'ajoutant aux futures attaques du Congrès contre Medicare et la sécurité sociale, cette tendance suggère un appauvrissement très rapide des personnes âgées. Cette crise

(7) David Himmelstein a publié depuis 2000 plusieurs études sur les coûts du système de santé privé aux Etats-unis et au Canada. La situation n'a fait qu'empirer au cours des dix dernières années.

épuise les budgets des administrations des Etats et des municipalités et ils ne peuvent plus payer les pensions du secteur public. (Par exemple, en novembre 2009, les employés des transports de Philadelphie ont déclenché une grève de six jours pour obtenir une augmentation des prestations liées à leurs retraites.)

LA DERNIÈRE « FORTERESSE OUVRIÈRE » DE L'INDUSTRIE : LA DÉFAITE DE L'UAW

Après des décennies d'agressions contre la classe ouvrière, une victoire décisive a pour ainsi dire marqué la fin d'une époque lorsque le syndicat United Auto Workers (UAW) a accepté en 2007 un contrat à deux vitesses dans les sociétés automobiles GM, Ford et Chrysler, les « Trois Grands » ; ce contrat a été ratifié en toute hâte malgré l'opposition généralisée de la base. Dès lors, les embauches chez les « Trois Grands » se sont négociées à 14 dollars de l'heure contre 27 pour les ouvriers embauchés précédemment. Depuis la seconde guerre mondiale, le contrat UAW était un accord « modèle » pour de nombreux autres secteurs industriels, et au cours des trois années qui ont suivi cette ratification, la proportion de contrats à deux vitesses est passée de 2 % à 12 % aux Etats-Unis.

En 2009, au milieu de la crise financière, GM et Chrysler ont tous deux fait faillite et ont été repris par le gouvernement américain. Cette faillite n'était qu'une stratégie pour restructurer leurs obligations débitrices, et en premier lieu à l'égard de leurs retraités. Quelques semaines plus tard, une fois les deux entreprises sorties d'affaire, l'UAW est devenu un de leurs actionnaires importants. Grâce à la procédure de faillite, les sociétés s'étaient libérées d'une dette de 50 milliards de dollars envers le fonds d'assurance-santé pour les retraités de l'automobile. Un nouveau fonds, VEBA (Voluntary Employee Beneficiary Association, contribution volontaire des salariés à un Fonds pour leurs prestations), sera géré par l'UAW et basé exclusivement sur la valeur des actions de GM et de Chrysler sur le marché. Une chute des actions ou une nouvelle faillite de l'un ou de l'autre laissera deux millions de retraités UAW et leurs dépendants sans assurance-santé et leurs pensions seront réduites ou prises en charge par le gouvernement américain après réduction.

ATTAQUES CONTRE LES SALARIÉS DU SERVICE PUBLIC : LE WISCONSIN

Ayant abattu le syndicat qui avait servi de modèle pour les accords salariaux dans l'industrie américaine pendant soixante ans (dans les entreprises américaines des Trois Grands, le nombre total d'emplois décline depuis des décennies bien que des groupes automobiles étrangers investissent lourdement dans des sites non syndicalisés dans le Sud), le capital a intensifié son offensive en 2011 en s'attaquant aux employés du service public et à leurs services, comme on a pu le constater très clairement dans l'Etat du Wisconsin, mais on trouve des évolutions similaires dans l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, la Californie, le Connecticut, le New Jersey, l'Etat de New York et la ville de New York. Au Wisconsin, Scott Walker, un gouverneur républicain récemment élu, a essayé d'abolir la négociation collective, déclenchant ainsi la mobilisation ouvrière la plus importante (et la plus soutenue) de l'après-2008.

Lors des élections de novembre 2010, Scott Walker et le Parti républicain ont re-

pris le gouvernement de l'Etat du Wisconsin dans le cadre des succès écrasants remportés par les Républicains. (Il est apparu plus tard que Walker avait des liens étroits avec les frères Koch, milliardaires d'extrême droite, qui considéraient visiblement le Wisconsin comme une expérience stratégique et tactique à exporter ailleurs.) Une fois au pouvoir, ils ont accordé de substantiels allègements d'impôts aux riches et aux grandes entreprises, et on ensuite publié un budget de l'Etat en déficit, que ces allègements avaient encore aggravé. Walker a proposé une série de lois en vue de réductions drastiques des services sociaux, permettant au gouvernement de l'Etat de privatiser à volonté, et abolissant le droit de négociation collective pour les salariés du service public (8). Dans tout l'Etat, la réaction immédiate a été une série de grèves dans les écoles et un « congé de maladie sur place » des enseignants qui était en fait une grève sauvage. A Madison, l'immeuble du Capitole de l'Etat a été occupé par des milliers de personnes pendant plusieurs semaines, et des manifestations de masse ont eu lieu chaque week-end jusqu'au 12 mars ; ce jour-là 125 000 travailleurs se sont rassemblés (les pancartes et les slogans du mouvement faisaient clairement écho à l'occupation de la place Tahrir au Caire, mais contrairement à ce qui s'est passé en Egypte, le mouvement du Wisconsin n'a pas réussi à renverser Walker).

Le problème de base révélé par ce mouvement était la capacité du Parti démocrate et des syndicats à le contrôler et à désamorcer une émotion réelle dans le but d'organiser une grève générale dans tout l'Etat. Cette méthode a été maintes fois reproduite dans d'autres Etats, bien que nulle part la résistance à des coupes similaires n'ait atteint la profondeur de celle du Wisconsin. Il existe un lien étroit entre les Démocrates et les syndicats car ces derniers contribuent largement à alimenter les fonds de campagne du parti, qui proviennent des cotisations des adhérents. C'est ainsi qu'en Californie, dans l'Etat de New York, au Minnesota et au Connecticut, les gouverneurs démocrates, élus grâce au solide soutien financier des syndicats, ont fait passer des réductions budgétaires des services publics semblables à celles de Walker, mais ont maintenu les apparences d'une négociation collective. Dans d'autres Etats contrôlés par les Républicains, les résultats ont été plus hétérogènes, et il est arrivé à ces gouvernements d'éviter un conflit total à cause du conflit au Wisconsin.

Au Wisconsin proprement dit, après l'apogée de la mobilisation de masse en mars, les Démocrates et les syndicats ont canalisé le mouvement en vue d'élections en tentant de convoquer divers hommes politiques Républicains à une élection et d'élire des Démocrates, masquant totalement le fait que les Démocrates qui avaient perdu le pouvoir en novembre 2010 avaient déjà imposé une bonne dose d'austérité et prévoyaient d'en imposer encore plus (9).

Bref, les Démocrates et les syndicats ont bien joué leur rôle de contrôle social

(8) Pour les détails de la lutte, en février-mars de cette année, voir deux articles de Loren Goldner sur le site de Break Their Haughty Power (http:/home.earthlink.net/~lrgoldner) et la lettre « Plus sur Madison » dans *Insurgent Notes* n°4 (août 2011) (http://insurgentnotes.com). Et, en français : « Que s'est-il passé dans l'Etat du Wisconsin ? » (H. S.) et « Une visite à Madison »(L. G.) dans *Echanges* n° 136 (printemps 2011), en ligne : http://mondialisme.org/spip.php?article1664 *et* http://mondialisme.org/spip.php?article1676

(9) Début août, ces campagnes de réélection n'ont pas réussi à balayer la majorité Républicaine à la Chambre haute du Wisconsin malgré une mobilisation massive et des dépenses importantes.

de la résistance à cette agression, dans tout le pays (10).

LUTTES ET DÉFAITES DE MOINDRE AMPLEUR

Aux Etats-Unis d'autres luttes de moindre ampleur ont aussi abouti à des défaites totales ou partielles. A Chicago en novembre 2008, les ouvriers de l'usine Republic Doors & Windows (portes et fenêtres) s'aperçurent que des machines disparaissaient pendant la nuit, signe manifeste d'une fermeture imminente. Le 2 décembre 2008, la direction de l'entreprise annonça qu'elle fermerait dans les trois jours. Le 5 décembre, jour prévu de la fermeture, 240 ouvriers, principalement Noirs et Latinos (adhérents de l'UE, United Electrical Workers, syndicat jouissant d'une réputation un peu plus militante que d'autres) occupèrent l'usine et exigèrent des indemnités de licenciement ainsi qu'une assurance-santé. Le 10 décembre, ils acceptèrent des indemnités de licenciement d'environ 7 000 dollars chacun et deux mois d'assurance-santé. La direction accusait la Bank of America de lui avoir coupé les crédits mais venait d'acheter une usine de fenêtres sans syndicats dans l'Etat voisin de l'Iowa. Les ouvriers installèrent un piquet de grève devant la banque et d'autres travailleurs les ravitaillèrent, apportèrent des couvertures et des sacs de couchage pendant l'occupation (11).

Même si les ouvriers avaient effectivement gagné quelque chose, ils avaient néanmoins perdu leur travail, petite réalité négligée par la publicité tapageuse faite autour de cette lutte par une bonne partie de la gauche « progressiste ».

Dans l'entreprise de biscuiterie Stella d'Oro à New York, la lutte se termina encore plus mal pour les travailleurs. Le 13 août 2008, 135 ouvriers du syndicat des boulangers-pâtissiers claquèrent la porte pendant la négociation de leurs contrats. Stella d'Oro, au départ une entreprise familiale chez qui de nombreux ouvriers travaillaient depuis des décennies, avait été reprise par une société d'investissement qui exigeait une réduction des salaires de 28 %, la fin des indemnités pour les heures supplémentaires du samedi et une contribution des ouvriers de 20 % au plan d'assurance-santé. Le syndicat voulut adopter une stratégie légaliste, ne faisant rien pour empêcher les jaunes de pénétrer dans l'usine et les transporteurs de livrer la farine, ou pour étendre la grève à d'autres unités. En mai 2009, les ouvriers proposèrent de reprendre le travail sans contrats et furent déboutés. Le syndicat les persuada qu'ils pouvaient espérer un arbitrage favorable du National Labor Relations Board, organisme de « médiation » du gouvernement américain. La grève se poursuivit jusqu'à fin juin 2009 ; le NLRB arbitra bel et bien contre « les pratiques injustes envers les travailleurs » de la société d'investissement puisqu'elle refusait de négocier avec le syndicat. Début juillet, le jour où les ouvriers revinrent au travail, la direction annonça qu'elle fermait l'usine et le fit.

Fin janvier 2010 à Boron en Californie, 500 mineurs embauchés par Rio Tinto (troisième compagnie minière du monde) furent lock-outés après avoir refusé un contrat qui aurait supprimé leurs pensions,

(10) Les syndicats américains ont versé 450 millions de dollars pour la campagne d'Obama en 2008. Une des grandes récompenses qu'ils en escomptaient était la Loi pour le Libre Choix du Salarié qui aurait aplani un certain nombre d'obstacles à la syndicalisation érigés depuis les années 1970. Bien qu'Obama se soit déclaré favorable à cette loi, elle a été oubliée au cours des mois qui ont suivi ces élections.

(11) Voir *Echanges* n° 127 (hiver 2008-2009).

réduit leurs salaires et introduit la « flexibilité » des travailleurs – le tout justifié par les nécessités de la « compétition mondiale ».

A la mi-mai, la branche locale de l'ILWU (Syndicat international des dockers) ratifia un nouveau contrat accepté à 3 contre 1 par les travailleurs. Ce nouveau contrat incluait une augmentation de salaire de 2,5 % par an ; pour les nouvelles embauches, les pensions versées par l'entreprise seront (comme on l'a vu plus haut) remplacées par un plan 401K avec une contribution de 4 % de l'entreprise ; les congés de maladie indemnisés passèrent de 14 à 10 jours par an.

Dans ce cas encore, l'ILWU avait dirigé la grève sur une base légaliste et purement locale. L'encadrement et les jaunes, protégés par un fort effectif de police, purent travailler pendant toute la durée de la grève, malgré les efforts des travailleurs de Boron pour les en empêcher. On ne chercha jamais à mobiliser le soutien des travailleurs de la région. Le syndicat préféra lancer des appels impuissants lors de l'assemblée des actionnaires de Rio Tinto et organisa des rassemblements de nationalistes américains devant le Consulat britannique.

Comme dans le cas de Republic, le syndicat et les milieux de gauche « progressistes » proclamèrent leur victoire.

En août (2011), dans le nord-est des Etats-Unis, 45 000 travailleurs des télécommunications se sont mis en grève contre Verizon, organisés dans le CWA (Communication Workers of America) et l'IBEW (International Brotherhood of Electrical Workers). Verizon voulait « ajuster » leur contrat pour diminuer les pensions, changer les règles de travail et augmenter leur contribution à l'assurance-santé en invoquant le déclin du téléphone fixe et la progression du téléphone mobile et de l'Internet. Encore une fois, l'assurance-santé était au centre des préoccupations.

La grève fut « suspendue » au bout de deux semaines et les salariés reprirent le travail sans contrat, la négociation continua sans actions sur le lieu de travail ; le CWA prétend que la grève a fait preuve de sa « détermination ».

ATTAQUES CONTRE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC ET MOBILISATION DES ÉTUDIANTS

L'éducation est un autre secteur de la reproduction sociale dans lequel l'austérité imposée par l'Etat a déclenché une mobilisation de masse. Laissons de côté pour le moment la nature de l'enseignement à tous les niveaux comme vaste système de normalisation, conçu pour maintenir les distinctions de classe et la hiérarchie et pour préparer les gens au travail et à la discipline sociale nécessaire dans des dizaines de millions d'emplois (finance, assurance, immobilier, par exemple) qui n'existent que parce que notre société est capitaliste. Une société communiste révolutionnera l'enseignement et le « travail » à tel point qu'on ne les reconnaîtra plus. Quoi qu'il en soit, au-dessous des écoles d'élite (majoritairement privées et où il faut débourser environ 40 000 dollars par an), les écoles et les centres universitaires d'Etat « en parpaings » restent pour les jeunes de la classe ouvrière, à la suite de la désindustrialisation, le principal moyen d'accéder à des emplois plus intéressants que chez McDonald's (12).

(12) Chaque Etat possède son université (« state college »). Certaines sont réputées et prestigieuses et très

En Californie où, jusque dans les années 1970, l'enseignement public était presque gratuit, les frais d'inscription s'élèvent à des milliers de dollars par an quel que soit l'établissement (« state college » ou « community college »). La plupart des étudiants doivent travailler au moins à temps partiel pour y rester et aussi accumuler des dettes, qui peuvent s'élever à 100 000 dollars au moment où ils obtiennent leur diplôme, lorsqu'ils souscrivent un emprunt pour leurs études.

Dans l'enseignement élémentaire et secondaire, avec les réductions de budget et les compressions de personnel, entamées en 1978 en partie à cause de la « révolte contre les impôts » de la droite populiste et qui se poursuivent, la qualité de l'enseignement public en Californie s'est régulièrement dégradée, et du premier rang cet Etat est passé au dernier, au même niveau que le Mississippi et la Louisiane. Les écoles doivent compter avec un nombre d'élèves par classe en constante augmentation, un matériel inadéquat (livres, etc.), des attaques contre les syndicats enseignants et le taux de financement par élève le plus bas des Etats-Unis. S'y ajoutent les taux d'incarcération qui montent en flèche (parmi les plus élevés des Etats-Unis) ; depuis les années 1990, tout le monde sait qu'en Californie il y a plus de Noirs en prison qu'à l'université. Les administrations Bush et Obama ont toutes deux tenté de résoudre ce problème à long terme en imposant une organisation des programmes scolaires de plus en plus étouffante, ne laissant plus aux enseignants que la possibilité de préparer leurs élèves à des tests de performance standardisés à tous les niveaux (il est bien connu que les élèves américains obtiennent les plus mauvais scores dans les études comparatives internationales pour les lycées).

Voilà pourquoi en automne 2009, les étudiants des campus de Los Angeles et Berkeley de University of California (UC) se sont mobilisés contre une hausse supplémentaire des frais d'inscription, et à Berkeley des milliers d'entre eux se sont heurtés à la police. Ce fut le prélude à une mobilisation nationale, le 4 mars 2010, pour laquelle la Californie était encore à l'avant-garde. Cette fois le mouvement s'étendit, au-delà de l'UC relativement élitiste, aux petites universités d'Etat et aux lycées, enseignants et étudiants descendirent dans la rue. A Oakland en Californie, des centaines d'étudiants bloquèrent une autoroute importante pendant plusieurs heures.

Les actions californiennes furent les plus importantes parmi toutes les mobilisations qui eurent lieu dans plus de vingt Etats le 4 mars, mais aucune d'entre elles ne réussit à faire annuler les mesures d'austérité.

GRÈVES DANS LES PRISONS DE GÉORGIE ET DE CALIFORNIE

Toutes les tendances de la reproduction sociale sous tension – du chômage de masse aux syndicats des services publics de la police et des gardiens de prison (13), au par-

élitistes. D'autres sont plus modestes selon les Etats et les moyens financiers dont elles disposent dans leur environnement social. Un « community college » est un établissement universitaire de 1re et 2e année et aussi un centre d'enseignement technique et technologique. *(Note du traducteur.)*

(13) Sur la relation entre l'éducation, les gardiens de prison et les syndicats des salariés du service public, voir John Garvey, « From Iron Mines to Iron Bars » (Des mines de fer aux barres de fer), dans *Insurgent Notes* n°1 (http:/insurgentnotes.com). A la Prison centrale de Corcoran en Californie, les gardiens organisaient des

cage des jeunes Noirs et Latinos dans le système pénitentiaire – en arrivèrent à leur point critique lors de la grève de décembre 2010 dans la prison de Géorgie et d'une importante révolte pénitentiaire en Californie en juillet de cette année (14).

La grève de Géorgie commença le 9 décembre ; plusieurs milliers de prisonniers noirs, blancs et latinos y participèrent dans sept prisons de l'Etat. Les grèves étaient coordonnées au moyen des téléphones portables. L'exigence principale était un salaire pour le travail effectué en prison. Les autres revendications concernaient un meilleur accès à l'éducation, de meilleures conditions de vie, y compris une meilleure alimentation, l'accès aux soins médicaux, et le droit de recevoir les familles et de leur téléphoner.

Au départ, la grève devait durer une journée, mais les prisonniers décidèrent de la poursuivre quand les gardiens y réagirent avec violence et les matraquèrent. Les gardiens détruisirent les objets personnels des détenus, coupèrent le chauffage et l'eau chaude et mirent certains prisonniers à l'isolement. Les autorités de l'Etat tentèrent de minimiser l'étendue de la grève et les média dominants cessèrent de la couvrir au bout de quelques jours. La grève dura six jours sans solution apparente hormis la promesse de l'Etat « d'enquêter ». En janvier, sept gardiens furent suspendus pour violences sur des prisonniers.

Depuis des années, la Californie est à « l'avant-garde » des Etats-Unis pour la construction de prisons de haute sécurité (Supermax). Un des établissements les plus connus se trouve à Pelican Bay. Pendant les trois premières semaines de juillet, les prisonniers des cellules d'isolement en béton du SHU (unité de haute sécurité) de Pelican Bay firent une grève de la faim, exigeant que cessent les punitions collectives, la suppression des « mouchards » (15) mis en place par les autorités pénitentiaires, des contacts humains, des coups de téléphone hebdomadaires, l'accès à la lumière du jour et une meilleure alimentation. La grève s'étendit à treize prisons et 6 600 prisonniers. Les détenus des SHU sont enfermés dans des cellules sans fenêtres éclairées par des néons 22 heures 30 par jour.

La grève prit fin le 21 juillet quand les autorités pénitentiaires acceptèrent d'autoriser les détenus des SHU à posséder des calendriers muraux, des bonnets de laine l'hiver (les cellules ne sont pas chauffées) et promirent de « revoir » l'institution du « mouchardage ».

Les conditions de vie dans les prisons californiennes (surpeuplées à 200 % de

combats de gladiateurs entre les détenus. Lorsqu'une vidéo en témoigna, le mouvement syndical californien arrêta l'enquête car les gardiens étaient adhérents à la AFSCME (American Federal State County and Municipal Employees).

(14) L'information suivante concernant la grève de la faim et les conditions de détention dans les prisons californiennes provient du journal trotskyste *Workers Vanguard* (5 août 2011). Pour une vue d'ensemble des prisons et de l'application de la loi aux Etats-Unis, voir le livre de Christian Parenti, *Lockdown America: Police and Prisons in the Age of Crisis* (1999).

(15) Les « mouchards » sont des prisonniers chargés de donner des renseignements sur leurs codétenus aux gardiens et à l'encadrement de la prison.

Dans les publications

◆ « Le mouvement social dans le Wisconsin » dans *Offensive libertaire* n° 31 (septembre 2011) (voir *Echanges* n° 136).

leur capacité) sont si révoltantes que la très réactionnaire Cour suprême des Etats-Unis les a déclarées en violation de l'amendement à la constitution américaine concernant les « punitions cruelles et hors du commun ».

CONCLUSION

La réaction officielle à la crise de l'après-2007-2008 n'est autre qu'une tentative de restauration du statu quo antérieur du capitalisme en soutenant des milliards de dettes bancaires et immobilières. Les entreprises ont aussi accumulé des milliards, mais elles ne les investissent pas ; en même temps, elles se sont attaquées au salaire global en taillant dans les salaires, l'assurance-santé, les pensions, les crédits pour l'éducation et en saisissant les logements. L'infrastructure américaine est en train de s'écrouler et on estime à 2,3 milliards de dollars le coût des besoins en réparations et en remplacements.

Les « indicateurs sociaux » (16) du « pays le plus riche du monde » montrent que la société est encore plus polarisée qu'avant la dépression des années 1930. Depuis la vague de grèves ouvrières de 1966-1973, les travailleurs américains ont subi des décennies de régression, perdant une lutte défensive après l'autre. Au cours de ce « long atterrissage forcé », et particulièrement depuis la crise de 2007-2008, toute la structure de la société américaine d'après-guerre s'est défaite. Dans ce contexte, le sentiment de colère est général dans la classe ouvrière mais n'a pas encore trouvé une forme de lutte adéquate. La question qui se pose est de savoir quand et comment ce processus s'inversera.

Loren Goldner

(16) Par exemple, les Etats-Unis sont au 42e rang mondial pour l'espérance de vie, derrière un certain nombre de pays en voie de développement, et ils ont le taux de mortalité infantile le plus élevé de tous les pays « capitalistes avancés ».

29.08.2011

La droite américaine

◆ *La Galaxie de la droite américaine*, adapté du livre *Rignt-Wing Populism in America*, de Chip Berlet et Matthew N. Lyons)

I. CONSERVATISME

Droite laïque

Internationalistes économiques. *Oui au contrôle des flux de population entre pays, non au contrôle des flux de marchandises, de capitaux et de bénéfices. Oui à la mondialisation.*

Nationalistes économiques. *Dénonciation des multinationales comme force d'érosion de la souveraineté nationale. Nécessité de contrôler les flux de population ainsi que les flux de marchandises, etc. Non à la mondialisation.*

Libertariens économiques. *Opposition à l'Etat comme destructeur de l'harmonie parfaite de l'économie de marché. Démocratie = capitalisme.*

Militaristes. *Insistance sur la nécessité d'assurer la suprématie militaire des Etats-Unis par le recours unilatéral à la force partout dans le monde où les intérêts américains sont en jeu. Courant essentiel pendant la guerre froide.*

Néoconservateurs. *Dénonciation des mouvements de libération sociale des années 1960-1970 pour avoir sapé le consensus national. Présentation des élites intellectuelles et des institutions politiques comme rempart indispensable contre les débordements de la populace.*

Droite chrétienne

Nationalistes chrétiens. *Dénonciation de l'immoralité et du péché, tels que les définit la Bible, comme source de chaos et d'anarchie. Grandeur de l'Amérique comme terre élue par Dieu sapée par les « humanistes laïcs », les féministes et les homosexuels.*

II. DROITE MUSCLÉE

Théocrates chrétiens. *Sélection par Dieu des hommes chrétiens pour diriger la société. Vision eurocentriste du christianisme enracinée dans le calvinisme primitif. Ethnocentrisme chrétien qui traite les non-chrétiens comme des citoyens de seconde zone. Antisémitisme en filigrane.*

Droite xénophobe

Paléoconservateurs. *Ultraconservateurs et réactionnaires, ils estiment que les oligarchies naturelles préservent la république contre la tyrannie démocratique de la foule. Souvent « nativistes » (défenseurs des blancs de souche), dans quelques cas antisémites ou nationalistes chrétiens. Parti pris élitiste qui évoque l'aile révolutionnaire de la nouvelle droite européenne, souvent libertarien.*

Patriotes populistes rétrogrades. *Conviction que des élites occultes dominent l'Etat et les banques, que l'Etat s'apprête à déchaîner la répression pour maintenir ce pouvoir ou instaurer un régime collectiviste planétaire. Son aile armée, les milices, prône souvent le nationalisme économique et l'isolationnisme américain, contre le « mondialisme », et un fort appareil militaire, mais qui n'aurait pas pour vocation première d'intervenir à l'étranger.*

Nationalistes blancs. *Thèse selon laquelle la démocratie est impossible sans une grande homogénéité culturelle. Pour les « suprémacistes culturels », des individus d'autres races sont capables d'adopter la culture du pays (c'est-à-dire blanche), alors que les racistes biologiques croient au caractère immuable des cultures, des races et des nations. Les ségrégationnistes réclament des enclaves séparées, les séparatistes veulent des nations distinctes. Vision tribaliste qui évoque la nouvelle droite européenne.*

Droite révolutionnaire

Idéologie révolutionnaire de combat, nationalisme ethno-séparatiste. Rejet de la démocratie pluraliste au profit d'une oligarchie organique qui rassemble la nation homogène. Conception du pouvoir comme complot, généralement juif. Mouvement qui englobe les fascistes, les néonazis, le courant dit d'Identité chrétienne, l'Eglise du créateur...

◆ « Le printemps arabe est fini », dans *Le Prolétaire* n° 500 (mai-septembre 2011) : « Les illusions de changement se sont évaporées et face aux prolétaires et aux masses prolétarisées, reste la réalité du talon de fer des Etats capitalistes et de l'impérialisme. »

◆ « Révoltes et Révolutions » dans *La Forge* n° 520 (juillet-août 2011).

◆ Sous le titre général « Crise, migration, soulèvements, militarisation – comment ça continue au Proche-Orient ? », un article et des extraits d'un journal de bord à propos de l'Egypte, plus une analyse généraliste sur la situation en Libye, au Bahreïn, etc., dans le n° 90 (été 2011) de la revue allemande *Wildcat*.

Le premier article, « Le mouvement social en Egypte se poursuit », rappelle les origines ouvrières et paysannes des luttes en Egypte qui ont culminé avec la grève des travailleurs du textile à Mahalla al Kubra en 2008. Mais aussi que les ouvriers d'industrie sont minoritaires dans la société égyptienne où la majorité vit du tourisme et de l'économie informelle. Une structure économique et sociale qui, jusqu'à maintenant, a permis à l'armée de confisquer le pouvoir.

Le deuxième article apporte une touche personnelle aux considérations du précédent par des extraits du journal de Savo, Suisse ayant passé le mois de mai au Caire, qui couvre les journées des 9 et 10 mai 2011.

Le troisième article, « Printemps arabe ou soulèvement des autochtones ? », aborde l'impact des migrations dans les pays arabes sur les luttes de classes dans ces pays ainsi que dans les pays de provenance des migrants, un aspect rarement soulevé dans les nombreux textes qui foisonnent sur les révoltes touchant plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient depuis la fin de l'année 2010 : dans les pays riches en pétrole du Golfe et d'Afrique du Nord, la composition de la population s'est considérablement modifiée au cours de ces dernières années, selon l'auteur de cet article (p. 64). Mais les migrants sont principalement employés dans des professions que les autochtones refusent, parce que mal payées ou dévalorisantes ; et il ne semble pas, toujours selon l'auteur, que les luttes de ces migrants pour de meilleures conditions de vies dans leurs pays d'accueil, et l'écho que ces luttes trouvent dans leurs pays d'origine, aient suscité un quelconque intérêt chez la

Couvertures de Wildcat n° 90 et 91.

jeunesse autochtone, elle aussi pourtant aspirant à de meilleures conditions de vie. Parfois même, l'auteur citant l'exemple de la Libye en 2000, la frustration des autochtones peut trouver un exutoire dans l'agression de migrants (p. 66).

Certains articles sont en ligne : http://wildcat-www.de

◆ « Que se passe-t-il réellement ? Comment la propagande de l'information déforme, maquille et occulte les faits ? », telles sont quelques-unes des questions que se pose, à propos des révoltes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la revue espagnole *Etcétera* dans son n° 48 (juin 2011). Elle a choisi d'y répondre en se penchant principalement sur l'Egypte et la Libye. Ne revenons pas sur les réflexions à propos de l'Egypte qui recoupent plus ou moins ce que nous avons pu écrire dans *Echanges* et relevé dans d'autres revues amies, telles que *Wildcat* citée plus haut. Et attardons-nous sur les deux articles concernant la Libye, un domaine beaucoup moins étudié : le premier article, intitulé tout simplement « Libye », fait le choix de rappeler sobrement des faits passés et récents censés expliquer le présent ; avec bonheur, en dépit de quelques approximations vénielles (l'auteur de cet article affirme, par exemple, p. 16, qu'un des fils de Kadhafi, Saïf Al-Islam, serait mort à la fin avril alors qu'en octobre 2011 il est, aux dernières nouvelles, encore bien vivant) ; le deuxième, émanant d'un dénommé Paolo Sensini qui s'est rendu en Libye au printemps 2011 avec un groupe de volontaires, *The Non-Governemental Fact Finding Commission on the Current Events in Libya* (en anglais dans le texte), est extrêmement douteux. Cet observateur a consigné ses observations dans un texte daté de mai 2011, « Ce que j'ai vu en Libye ». Selon Paolo Sensini, les Alliés anti-Kadhafi ont nourri leur propagande du spectacle fleuri des révolutions arabes (« révolution du jasmin » en Tunisie, « révolution du lotus » en Egypte) et de rebelles photogéniques, « en somme, une opération *[en Libye]* à la saveur épique et romantique (...) » (p. 27). « Ma première impression, dans la matinée du 16 avril, alors que je parcourais les rues de Tripoli, fut celle d'un large soutien à Kadhafi (...) » (p. 29). Les médias occidentaux ont fait état de bombardements commandés par Kadhafi sur les Libyens ; Paolo Sensini n'a constaté de victimes que dans les banlieues de Tripoli : plus de quarante civils morts, non pas à cause des sbires de Kadhafi, mais des frappes de l'Otan (p. 32). Dans la soirée du 17 avril, la mission s'est rendue à la résidence-forteresse du guide libyen, Bab Al-Aziziya, où elle a noté que le peuple aimait son guide, à la fois son « frère et son père » (p. 33-34) : des milliers de gens, du bébé au vieillard, pique-niquant dans

http://news.egypt.dreamhosters.com/2011/05/04/africa-race-class-struggle-and-organised-labour-in/wwwwwwwww

un enthousiasme charmant dans le parc jouxtant la forteresse. Enfin, « il ne nous restait, avant de partir, qu'à rencontrer la dernière personnalité importante inscrite à notre agenda, Monseigneur Giovanni Martinelli, évêque de Tripoli (...) », qui augure que « l'attaque militaire de la Libye par les Alliés est injuste et erronée, aussi bien d'un point de vue tactique que stratégique, parce que les bombes vont renforcer Kadhafi et lui permettre de vaincre » (p. 34) ; oracle repris à son compte par notre scribe avisé. Ne faut-il pas croire en dieu pour absoudre ses diableries ?

◆ « Uprising and class struggle in Egypt » Une analyse (en anglais) du soulèvement par des Egyptiens avec un historique et l'intervention des différentes classes sociales (copie à Echanges).

Syrie

◆ « Bref aperçu sur la Syrie » dans *Le Prolétaire* n° 500 (mai-septembre 2011).

Tunisie

◆ « Soulèvement populaire en Tunisie », « Le peuple veut renverser le système » dans *Offensive Libertaire* n° 31 (septembre 2011).

Harragas (Tunisiens) à Paris

◆ « Pourquoi pas ? » «(détruire tout ce qui nous détruit), juillet 2011,gratuit (soutien6cra@riseup.net) Parmi d'autres infos sur faits et méfaits de la répression quotidienne, « Fragments de la lutte des harragas à Paris » (les harragas sont les immigrés tunisiens venus perdre leurs chances en France après les émeutes de début d'année) « Harragas » est aussi le titre d'un supplément gratuit au journal *Pourquoi pas ?* (juillet 2011) retraçant en détail les déboires, les luttes et la répression de ces émigrés.

Maroc

◆ Vidéo et communiqué du Mouvement du 20 février de Rabat, suite à la répression de la manifestation du 13 août, mêlant contestation et arts de rue. Lien vidéo : http://www.youtube.com/watch?v=P93WVZ_EnK8&feature=share

◆ « Maroc. Référendum Mouvement du 20 février » : article envoyé le 18 juin à *Divergences, revue internationale libertaire,* concernant le référendum du 1er juillet. En ligne : http://divergences.be/spip.php?article2702

CRISE LA FIN DES RAFISTOLAGES

DÉVALORISATION FINANCIÈRE, CRISE MONÉTAIRE ET BANQUEROUTE DES ÉTATS

« Si les démocrates exigent la régulation de la dette publique, les ouvriers doivent exiger la banqueroute de l'Etat. »
(Karl Marx, 1re Adresse du Comité de la Ligue des communistes, *1850)*

Les crises actuelles, comme nous pouvons l'observer, sont principalement boursières et monétaires et explosent comme la résultante de spéculations exagérées. Cela tient à la distinction qu'il faut faire entre l'époque marchande et industrielle, où les crises se manifestaient en général comme surproduction de marchandises, et l'époque actuelle où, sous l'hégémonie du capitalisme financier, « le pivot » des crises est « le capital-argent, et leur sphère immédiate est aussi celle de ce capital, la Banque, la Bourse et la Finance (1) ». Il en résulte que, régulièrement, le capital se trouve dans l'incapacité intrinsèque d'achever son circuit A-M-A' (argent-marchandise-argent majoré). C'est la domination grandissante de l'élément spéculatif propre au système du crédit, qui engendre un capital fictif, ou une « bulle spéculative » sans rapport avec le capital réel. Plus le système de crédit est prédominant, plus les affres de la crise qu'il engendre vont se répéter sous la forme symbolique d'une spirale. Ce n'est certes pas la première fois que le système monétaire entre en crise, on pourrait même aller jusqu'à dire que les périodes calmes font exception. Il suffit de relire les écrits de Rosa Luxemburg sur le crédit (2) pour s'en rendre compte, de même pour les banqueroutes d'Etats (3).

(1) Karl Marx, *Le Capital*, t. I, Ed. de Moscou p.140.

(2) Voir « L'adaptation du capitalisme », *in Réforme sociale ou révolution ?, Œuvres*, t. I, Petite Collection Maspero, 1976, p. 23, ou éd. Spartacus, 1997, p. 39.

(3) « Entre 1870 et 1875, les emprunts furent contractés à Londres pour une valeur de 260 millions de livres sterling – ce qui entraîna immédiatement une croissance rapide des exportations de marchandises anglaises dans les pays d'outre-mer. Bien que ces pays fissent périodiquement faillite, le capital continua à y affluer en masse. A la fin des années 1870, certains pays avaient partiellement ou complètement suspendu le paiement des intérêts : la Turquie, l'Egypte, la Grèce, la Bolivie, le Costa-Rica, l'Équateur, le Honduras, le Mexique, le Paraguay, Saint-Domingue, le Pérou, l'Uruguay, le Venezuela. » Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital* (1913), IIIe partie : « Les conditions historiques de l'accumulation », chap. 30 : « L'emprunt international ». – diverses éditions, toutes épuisées ; en ligne : http://www.marxists.org/francais/ luxembur/works/1913/rl_accu_k_30.htm

« Charlie Hebdo » du 17 août 1971.

A la fin de la seconde guerre mondiale, fut mis en place le système monétaire dit de Bretton Woods, qui consacrait l'hégémonie mondiale de la monnaie américaine. Les Etats-Unis détenaient alors les trois quarts des réserves d'or du monde, et étaient les seuls capables d'assumer la convertibilité du dollar en or, pivot du système de Bretton Woods. Tant que les pays sortant de la guerre avaient besoin de dollars pour se reconstruire, la question de la convertibilité du dollar en or ne se posait pas. Cependant dès les années 1950, les demandes de convertibilité de dollars en or montent en puissance, provoquant la chute des réserves américaines. Les tensions monétaires des années 1960 mettront en évidence la contradiction entre le dollar monnaie universelle et le dollar monnaie nationale. Les Etats européens et le Japon ne veulent plus que le déficit américain soit comblé par de la création monétaire (planche à billet) ; dès 1971 le solde des échanges avec les Etats-Unis devient négatif. Le 15 août 1971, le président Richard Nixon sonne le glas du système de Bretton Woods : il suspend la convertibilité du dollar en or et fait du dollar une monnaie flottante. La boîte de Pandore du déficit abyssal des Etats-Unis était ouverte.

C'est le retournement monétariste de 1979 qui marquera le début de la longue descente aux enfers du système financier international, c'est-à-dire du capitalisme financier. Ce retournement fut motivé par une poussée continuelle de l'inflation à plus de deux chiffres, voire de l'hyperinflation. Cette inflation entravait les visées d'un capitalisme financier vivant de la dette et de l'intérêt de la dette. Il lui fallait pour son expansion inverser la donne et s'attaquer sans répit à l'ensemble du salaire différé (« Etat providence ») des pays de l'OCDE, tout en procédant à des délocalisations massives de ses industries vers les dits pays émergents (4). C'est-à-dire une mise en concurrence sans frontière de la force de travail par l'investissement direct et la sous-traitance internationale (exemple, les zones économiques spéciales en Chine). Tout cela sera formulé dans le fameux consensus de Washington.

Cette restructuration de l'économie mondiale, via la mondialisation/globalisation, allait entraîner des dévalorisations en chaîne du capital financier. Dévalorisations qui indiquaient que le système commençait à étouffer sous ses monceaux de dettes spéculatives. Mais ceci n'était que le haut de l'iceberg : les racines de la crise se trouvent au sein même du système économique

(4) « Si la Chine devient un grand pays manufacturier, je ne vois pas comment la population industrielle de l'Europe saurait soutenir la lutte sans descendre au niveau de ses concurrents. » (*Le Capital*, Editions sociales, vol. I, tome 3, p. 41-42.)

et de la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, qui veut que le produit soit médiatisé par l'argent pour devenir une marchandise cycle (M-A-M marchandise-argent-marchandise).

Seulement le capital financier à son stade hégémonique a déjà rejeté ce cycle ; son cycle à lui, c'est que l'argent doit rapporter de l'argent comme le poirier des poires . Il va donc évoluer dans le cycle A-M-A' et pousser la folie jusqu'à considérer avec la Bourse et les marchés que la richesse c'est A-A', sans tenir compte des réalités économiques qui le dominent en dernier ressort.

La spirale des dévalorisations allait agir de manière destructrice et envoyer en enfer régulièrement ce capital parasite, spéculatif et étendre au final, dès 2007-2008, son champ d'action vers une crise globale de l'économie mondiale, toujours opérante actuellement.

Retour sur la dette latino-américaine

C'est à partir de 1982, date de la première « crise mexicaine » (5), que les pays latino-américains gorgés d'emprunts internationaux entrent globalement dans la récession (6). Pendant des années les gouvernements de ces pays ont confondu « accumulation de dettes avec accumulation de capital ». Rapidement ces gouvernements (dictatoriaux ou démocratiques) vont buter sur le dilemme qu'il n'est plus possible d'accroître le revenu disponible au moyen de l'endettement, les banques attendant l'arme au pied le remboursement des intérêts de la dette. Les Etats de ces pays sont donc sommés de procéder rapidement à des coupes claires dans les dépenses nationales, pour dégager les fonds nécessaires au remboursement de la dette, selon la formule adoptée à l'époque, « prêts forcés - remboursements contraints ».

Tous les Etats et gouvernements vont donc procéder à la grande ponction « citoyenne ». Cinq ans après la dite crise mexicaine, le montant des remboursements des pays latino-américains est impressionnant, une fraction importante des intérêts dus est remboursée. La récession de 1982-1983 et la forte dévaluation (20 % en termes réels entre 1981 et 1985) en a été le prix à payer par les prolétaires. Ces mesures furent doublées d'une hyperinflation, notamment pour l'Argentine (2 000 %) et la Bolivie (30 000%) au milieu de l'année 1985.

A partir de 1987, les banques se rendent à l'évidence : il n'est plus possible d'appliquer la formule de 1982 « prêts for-

(5) Quand la crise éclate en 1982, on dénombre 550 banques créancières du Mexique ! Pour la Banque mondiale l'enjeu des prêts au Mexique est de garder une influence sur les autorités de ce pays.

(6) Les ingrédients essentiels de la crise de la dette sont apparus entre 1979 et 1981. Les Etats-Unis et d'autres pays de l'OCDE ont resserré le crédit et relevé fortement les taux d'intérêt. Ceci a directement accru la dette latino-américaine, dont une grande partie était assortie de taux d'intérêts variables. Attirés par des taux d'intérêt plus élevés ou craignant les risques d'instabilité locale, les Latino-Américains ont transféré leur argent à l'étranger : l'argent des nouveaux prêts est retourné à Miami. La fuite des capitaux a commencé bien avant le véritable déclenchement de la crise (*Le Ramsès* 93, p. 233).

cés - remboursements contraints » sans déclencher des risques politiques graves. Les pays latino-américains entrent dans une récession longue et durable. Il en résultera que les banques ne vont plus consentir aux pays d'Amérique latine que les crédits nécessaires au maintien des flux de remboursement des intérêts dus. La méfiance règne, et les marchés dès lors considéreront que les pays endettés ne pourront plus rembourser la totalité de la dette.

Le krach historique de 1987 : 2 000 milliards de dollars partent en fumée

La vague de dévalorisation commence à poindre dès 1983, quand les caisses d'épargne américaines commencèrent à s'effondrer. Plus de 1 600 institutions vont faire faillite, à partir de 1985 ; les pertes sont évaluées à 500 milliards de dollars (presque la moitié de la dette du tiers-monde).Deux ans après c'est le krach historique de 1987 (2 000 milliards de dollars partent en fumée). Depuis, les dévalorisations financières se sont succédé comme jamais auparavant dans l'histoire du capitalisme. Les crises (boursières et monétaires) anéantissent régulièrement le capital fictif. Cela tient, nous l'avons vu au début de ce texte, au fait que sous l'hégémonie du capital financier, c'est la sphère de circulation du capital qui devient le pivot des crises.

En 1994, la crise mexicaine dite « Tequila » éclate. Mais elle restera dans l'ensemble circonscrite à la sphère financière. Elle donc n'a que très peu touché l'économie réelle (7) ; le peso dévaluait de 40 % et la huitième banque du Mexique entrait en insolvabilité technique. La crise Tequila fut caractérisée par Michel Camdessus, directeur général du FMI de l'époque, comme étant « la première crise d'envergure dans le nouveau monde des marchés financiers globalisés ».

1998 : LTCM, le plus important fonds spéculatif américain, en quasi-faillite

Suite au moratoire unilatéral décidé par l'Etat russe sur sa dette intérieure, LTCM, le plus important fonds spéculatif américain, se retrouve en quasi-faillite au mois de septembre 1998. La Fed (Réserve fédérale des Etats-Unis) est contrainte d'intervenir afin d'éviter des faillites bancaires en chaîne. 14 banques sont intervenues pour la somme de 3,625 milliards de dollars. Conséquences : vague de licenciements dans plusieurs banques – 1 200 chez ING Barings, 4 300 chez Merrill Lynch, et demain d'autres.

Avec des rendements spéculatifs de 20 % en 1994, 43 % en 1995, 41 % en 1996 et 17 % en 1997, le fonds spéculatif LTCM jouissait d'une telle réputation de « gagneur » que tout le gratin des banques new-yorkaises investissait (même sur leur fortune personnelle) sur cette poule aux œufs d'or. A l'étranger la nouvelle se répandit presque en temps réel, et les banques suisses comme Julius Baer, UBS, le Crédit suisse, rappliquaient au plus vite, suivies de la Banque d'Italie, de la banque japonaise Sumimoto (4e mondiale), de la Banque de Chine, de la Dresdner Bank, de

(7) « Si la chute ou la montée des cours de ces titres n'a pas de rapport avec le mouvement de la valeur du capital réel qu'ils représentent, la richesse d'une nation est aussi grande avant leur dépréciation ou la hausse de leur valeur qu'après. » (*Le Capital*, t. III chap. XXIX, Editions de Moscou p. 493.) En effet, si le taux de croissance avant et après la crise n'est pas affecté, il n'en résulte pas moins une baisse temporaire de la production pendant cette crise. Si la crise n'avait pas existé la production aurait continué de croître.

Paribas, du Crédit lyonnais... Tous vont miser des sommes colossales sur le bourrin LTCM, qui s'est pris les pattes dans les glaces de Russie. 75 banques internationales étaient sur le point de capoter. L'intervention de la Fed, saisie de l'affaire, demande un plan d'urgence aux banques occidentales pour sauver le hedge fund qui touche le fond. Les patrons de 14 institutions financières vont devoir se saigner (un tout petit peu) pour éviter l'hémorragie, ils injectent au bourrin 3 625 milliards de dollars d'hémoglobine.

La crise dite asiatique

Cette même année (1997-1998), la crise asiatique va se déployer sur l'ensemble de l'économie et notamment sur l'appareil productif. Le FMI entrera en action et exigera le démantèlement des conglomérats (chaebols) de la Corée du Sud ; conditionnera ses prêts au pays à la modification du statut de la Banque centrale pour que celle-ci devienne indépendante du pouvoir politique. Dans les faits, les Etats-Unis et l'Union européenne venaient d'éliminer un concurrent redoutable, dont ils ont pillé l'industrie en reprenant les entreprises à bas prix, d'autant plus facilement que la monnaie nationale était dévaluée. Contrairement au Mexique qui, dès 1995, reprenait ses exportations, la crise asiatique restera latente. A la fin de l'année 1998 on pouvait faire le constat suivant : l'Amérique latine et la Russie (8) sont sur le fil du rasoir, le Japon plonge une nouvelle fois dans la récession, les Etats-Unis naviguent sur une bulle financière de plus en plus importante. L'Europe semble résister avec un rythme de croissance de 3 % bénéficiant du malheur des autres. L'euro va bientôt émerger comme monnaie internationale et entrer en concurrence avec le dollar, le yen, et le yuan. Tous les ingrédients d'une crise majeure de l'économie mondiale sont maintenant réunis, et Michel Camdessus, directeur du Fonds monétaire international (FMI), déclarait : « Je vais sonner le tocsin : il faut se préparer, sans attendre, à la prochaine crise » (*Les Echos* du 14 septembre 1998).

La crise argentine et les prémices du risque Etat

La prochaine crise va effectivement poindre à un autre niveau : elle va toucher de plein fouet l'Argentine en 2001-2002 et poser la question du risque souverain, l'Argentine n'étant plus en mesure de rembourser ses créanciers. Si dès 1987, les banques commençaient à dire qu'il fallait abandonner l'idée que « les nations ne faisant pas faillite, les banques n'ont pas à se protéger contre les pertes (9) », la crise argentine allait poser ouvertement la question du risque Etat, qui frappe actuellement l'Union européenne mais aussi certains Etats des Etats-Unis, par exemple la Californie.

Les Etats, qui pour le plus grand bien du capital financier mondial ont mis en

(8) La crise russe de 1998 ne peut être détachée de celle de l'URSS et de la révision semi-pacifique des accords de Yalta accompagnée des « révolutions de couleur ». La Russie comptait rapidement privatiser ses entreprises publiques en les cédant aux financiers internationaux pour rembourser ses dettes et s'intégrer au marché mondial. Elle comptait sur les investissements directs étrangers (IDE) de l'Occident pour sortir du marasme économique. La privatisation avortée de la compagnie pétrolière Rosneft provoqua une plongée de la Bourse de 40 %. La crise étant ici limitée à la sphère financière, la brèche a été colmatée par le FMI. En août 2006, la Russie est en mesure de rembourser par anticipation sa dette envers 18 pays du Club de Paris en versant une première tranche de 23,7 milliards de dollars.

(9) Le président de l'époque de la Citicorp, Walter Wriston.

place des politiques d'endettement exponentiel, poursuivent sur la même piste. Ils commencent depuis quelques mois, pour financer les mesures anticrise, à lever des emprunts sur les marchés financiers. Des masses d'obligations et de bons du Trésor se déversent actuellement sur les places financières. Ces mêmes places financières exigeant que l'argent rapporte de l'argent, entrent dans l'angoisse dès qu'un Etat se trouvera en difficulté sur sa dette.

En ce mois de septembre 2011, il n'est plus possible pour les gouvernements de passer sous silence le krach boursier de la mi-août (4 000 milliards de dollars évaporés). La crise grecque apparaît donc comme une crise dans la crise, comme le nœud gordien qui devrait faire éclater les contradictions internes du capital financier international. Les banques françaises et européennes sont particulièrement visées, au point que dans la presse Christine Lagarde, fraichement élue à la tête du FMI, exige une recapitalisation des banques européennes, pour que celles-ci inscrivent dans leurs comptes les créances de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de l'Italie, de l'Espagne, de la Belgique. Les titres des quatre principales banques françaises (BNP Paribas, Crédit agricole, Natixis et Société générale) ont perdu, en moyenne, 50 % depuis un an et Natixis vient de se faire sortir du CAC 40. La patronne du Medef, Laurence Parisot, est montée au créneau pour soutenir les banques françaises contre les exigences du FMI qui se traduiraient par une réduction de 10 % à 12 % des fonds propres des banques européennes. La fin de partie est proche, les Etats et les banques centrales ont épongé les pertes des banques et ont de ce fait mis en exergue la dette souveraine, qui elle-même pose la question de sa restructuration ou de sa banqueroute et

CRISE

◆ La crise dont on nous rebat les oreilles actuellement n'est généralement envisagée que dans sa dimension économique, si ce n'est purement financière. Après des analyses de ce type dans plusieurs numéros, qui n'ont pas toujours été inutiles (voir nos notes de lecture dans précédents *Echanges*), la revue allemande *Wildcat* s'intéresse dans son n° 90 (été 2011) aux mouvements sociaux qui ont secoué l'Europe au printemps dans un dossier : « Europe : Une autre crise est possible ». Un dossier rappelant qu'il ne faut pas oublier que la crise ne ruine que quelques financiers, en enrichit beaucoup d'autres, et sert surtout de prétexte aux patrons pour attaquer les conditions de travail de leurs salariés. Une analyse en plusieurs articles sur les luttes qui ont eu lieu au Portugal, en Autriche, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Grèce : recomposition de la classe ouvrière (Neuzusammensetzung) ? résurgence (Neuentstehung) des luttes ouvrières ? ou simples mouvements de classes moyennes en voie de prolétarisation ? Telles sont les questions, parmi d'autres, que le groupe Wildcat ne cesse de se poser au fil des parutions de sa revue et auxquelles il tente d'apporter des réponses en collaboration avec d'autres groupes et individus.

◆ Nous devons prendre au sérieux l'idée qu'un autre monde est possible, telle est la conclusion d'un article de Paul Mattick Jr, « Le lugubre futur du capitalisme », rédigé en mars 2011, paru dans le n° 48 (juin 2011) de la revue espagnole *Etcétera*.

◆ « La fièvre boursière et financière, signe de la rechute de l'économie mondiale » dans *Le Prolétaire* n° 500 (mai-septembre 2011).

avec elle le chapelet des banques créancières : les françaises, 331 milliards d'euros, les allemandes, 435 milliards, les anglaises, 341 milliards.

Après les Etats, les gouvernements vont mettre sur la table un dernier joker, l'intervention des fonds souverains dans la crise. A cet effet les dirigeants des fonds souverains de 25 pays devaient se réunir à Paris les 17 et 18 octobre.

Gérard Bad
20 septembre 2011

SUR LA PRÉTENDUE CONTRADICTION ENTRE LES ÉTATS-NATION ET LA MONDIALISATION-GLOBALISATION

« *Parmi ces collectifs, associations, syndicats, partis, comment ne pas faire une place spéciale à l'Etat, Etat-national ou, mieux encore, suprana - tional, c'est-à-dire européen (étape vers un Etat mondial), capable de contrôler et d'imposer efficacement les profits réalisés sur les marchés financiers et, surtout, de contrecarrer l'action destructrice que ces derniers exercent sur le marché du travail, en organisant, avec l'aide des syndicats, l'élaboration et la défense de l'intérêt public qui, qu'on le veuille ou non, ne sortira jamais, même au prix de quelque faux en écriture mathématique, de la vision de comptable (en un autre temps, on aurait dit d'« épicier ») que la nouvelle croyance présente comme la forme suprême de l'accomplissement humain.* »

(Pierre Bourdieu)

Nous avons, avec la citation ci dessus, tout le discours lénifiant, visant au rafistolage du Capital soit par un retour à l'Etat-nation soit par une sublimation social-démocrate d'un Etat mondial opposé au vilain capital financier et pouvant dompter celui-ci. Tous, du socialiste Arnaud Montebourg à Marine Le Pen du Front national en passant par Pierre Bourdieu, Jean-Pierre Chevènement ou le gaulliste François Aignan... nous chantent le même refrain national. Il nous faut donc clairement nous délimiter de ces courants politiques et affirmer le point de vue de classe sur l'Etat.

Jusqu'à présent, les dépréciations du capital argent faisaient office de purge du système financier (son capital fictif) tout en étant un moyen de centraliser et concentrer la richesse financière. Le niveau atteint actuellement est de plus en plus contraint de faire appel à l'Etat pour sauver le capital-argent. Et comme le rôle de l'Etat est de sauver son maître le capital financier, celui-ci s'exécute. Seulement, depuis la globalisation financière, le maître n'est plus l'Etat national, mais la puissance des marchés financiers émergents (MFE) et les firmes multinationales. Ces marchés comme le faisait remarquer Michel Camdessus, peuvent assécher dans l'instant un

pays (1) .Sur le plan politique, plus aucun homme d'Etat en place n'est capable de mener une politique nationale indépendante des MFE. Mieux : ils en sont les agents et relais et poussent l'endettement des peuples jusqu'à la banqueroute de l'Etat. C'est alors qu'interviennent le FMI et la Banque mondiale, comme facteur aggravant avec leurs plans de sauvetage et leurs «aides » pour recouvrer les créances mises sur le dos des peuples. Avec la dite mondialisation, qui n'est au fond que le développement normal du capital déjà anticipé par Karl Marx dans le *Manifeste communiste*,qui après s'être appuyé sur les béquilles de l'Etat-nation contre le monopole féodal, va les rejeter et se lancer sur le marché mondial.

> « Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. »
> « A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. »
>
> (*Le Manifeste communiste*)

Cette opposition entre le politique et l'économique, c'est-à-dire entre l'Etat-nation et l'expansion du capital hors frontière, n'est certes pas nouvelle, elle va alimenter la propagande des nationalistes et être à la base des deux guerres mondiales. Si, après la seconde guerre mondiale, les reconstructions vont s'effectuer sous l'égide de l'Etat-nation et du plan Marshall, les capitaux accumulés issus de la forte productivité de l'appareil productif du fordisme et du taylorisme vont de nouveau buter sur les limites d'un développement strictement national.

Dans les pays de l'OCDE, l'heure de la désindustrialisation des grandes entreprises nationales avait sonné ; préparant une nouvelle division internationale de l'appareil productif et agricole. Les masses financières nécessaires pour relever les nouveaux défis de productivité, devenaient si importantes que la plupart des Etats (sauf les Etats-Unis) n'avaient pas à eux seuls la capacité financière pour s'équiper pour faire face à la concurrence : il fallait que les entreprises soient en mesure d'avoir « la taille critique ».

En France, cela s'est traduit par l'abandon du programme commun PC/PS/Radicaux de gauche, sacrifié sur l'autel de la constitution de l'Union européenne et de la mise en place de l'euro. A l'échelle mondiale, il n'était déjà plus question de développement « uniquement national », la finance était déjà globalisée et agitait l'étendard de la mondialisation, la communauté internationale émergeait comme étant le poing armé de dissolution du nationalisme, qui devait se résoudre a n'exister que sous une forme régionale.

> « Ce que le concept de mondialisation souligne, par rapport à celui d'internationalisation, plus utilisé dans le passé, ce n'est pas tant le triomphe universel du capitalisme que l'émergence d'un marché mondial autorégulateur. Celle-ci tra-

(1) « Nous sommes dans un monde dans lequel les marchés peuvent changer leur jugement sur un pays, et assécher le financement extérieur de ce pays dans l'instant. » (Audition de Mr Camdessus cité dans le *Journal officiel* du vendredi 8 mars 1996, Avis du conseil économique et social.)

duit une inflexion profonde des rapports de force entre les marchés et les Etats, entre les lois de l'accumulation du capital et celles qui régissent les sociétés. »

(Jacques Adda, *La Mondialisation de l'économie. Genèse et problèmes*, La Découverte, coll. « Repères », 2006.)

Cette contradiction entre les marchés et l'Etat n'est qu'apparente puisque ce sont les Etats qui déroulent le tapis de l'endettement des peuples. Tout Etat voulant résister à la « communauté internationale », celle du « nouvel ordre mondial », finira comme la Yougoslavie, la Serbie, l'Irak, la Libye (2)... ou deviendra comme l'Ukraine un point névralgique facteur de guerre. Les Etats et leurs gouvernements sont tous dépendants de forces économiques et politiques supranationales dont ils sont les relais serviles, par exemple la remise en cause de la retraite est une directive de l'OCDE.

Le début des années 1980 fut marqué par le retournement monétariste (économiste Friedman) ; les ténors de ce courant n'avaient plus de mots pour euthanasier le keynésianisme, ils pensaient la fin de l'histoire à leur portée. Cependant à aucun moment ils ne se posèrent la question de savoir pourquoi le capital se trouvait sans cesse balloté entre l'inflation et la déflation, entre l'explosion de la masse monétaire et sa contraction.

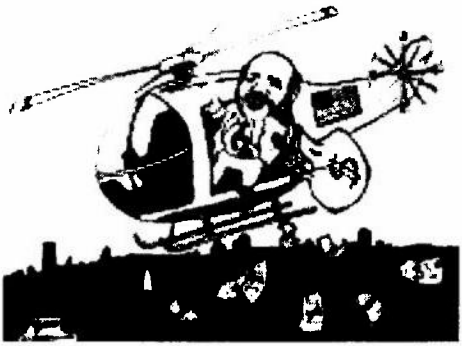
Les ténors du monétarisme commencèrent leur croisade au Chili (3), puis gagnèrent le monde anglo-saxon et allaient rallier, dès 1979, Margaret Thatcher à la bonne cause. Mais Mme Thatcher fut aussi celle qui allait allumer le bûcher sur lequel le monétarisme allait griller. En relevant les taux d'intérêts, afin de préserver la valeur de la monnaie, le monétarisme va aussi restreindre le crédit (l'émission de monnaie privée) et provoquer une contraction de la masse monétaire qui devait à terme exploser par manque de liquidités.

Les monétaristes étaient parfaitement conscients de la menace d'une bulle spéculative pouvant engendrer un effondrement financier mondial, la zone latino-américaine venait de le prouver et confirmait à leur yeux qu'il fallait tout faire pour sauver la valeur de la monnaie, sa représentation en réduisant sa quantité pour quelle corresponde au final aux valeurs réellement valorisables. Le moment est alors venu où par la crise, il fallait faire table rase du passé, et engager le monde dans une nouvelle restructuration et ce fut la phase dite des trois D (Déréglementation, Désintermédiation, Décloisonnement) appuyée et aidée par tous les Etats de l'OCDE. Le résultat, « la lutte contre l'inflation », dépassa toutes les espérances ; la représentation de l'argent avait été sauvée par contraction de la masse monétaire.

La fin de l'histoire du monétarisme, toujours fustigé avec vigueur par James K. Galbraith, allait bientôt sonner. Friedman lui-même, dans un entretien avec le *Financial Times*, reconnaît dès 2003 que « le recours à la quantité de monnaie comme objectif n'a pas été une réussite. Aujourd'hui, je ne suis pas sûr que je le recommanderais aussi vigoureusement que par le passé ». Le resserrement monétaire des années 2005-2007 va avec la crise du subprime exploser, la Fed est contrainte de faire marcher la planche à billet à outrance, son président Ben Bermanke sera même surnommé « Helicopter Ben » celui-ci volant au secours des marchés en injec-

(2) Selon le journal *Challenges* du 15 septembre 2011, la Monnaie de Paris réalise une étude de marché pour battre la nouvelle monnaie libyenne.

(3) Le département économique de l'Université de Chicago a formé de nombreux technocrates, dont les plus célèbres, les Chicago Boys, avaient mis en place les politiques économiques chiliennes pendant la dictature d'Augusto Pinochet.



tant massivement des liquidités.

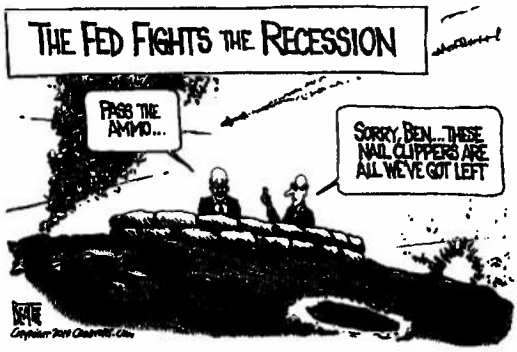
Dans l'Union européenns les critères de Maastricht, ne tiennent plus la route ; la Banque centrale européenne essaye tant bien que mal de gérer les dérapages inflationnistes, Jean-Claude Trichet dans la pure lignée de ce qu'on appelle actuellement le « consensus monétariste » intervient à tire-larigot pour racheter des obligations souveraines. Ce rachat de dettes souveraines va avoir des répercutions très visibles, les décideurs de la Banque centrale européenne sont accusés par les fidèles du monétarisme de plonger l'UE dans la débâcle financière et économique. Jürgen Stark, un des chefs économistes de la BCE, démissionne, pendant qu'Axel Weber, président de la Bundesbank, n'en finit plus de monter au créneau contre les programmes de rachats de dettes souveraine par la BCE (143 milliards d'euros actuellement). Il accuse la BCE d'accroître la masse monétaire par le truchement d'une monétisation de la dette publique facteur d'inflation.

Tout cela démontre, s'il en est besoin, que nous touchons à la fin des rafistolages. Prisonniers de la dualité visant à choisir entre Keynes ou Friedmann, ils finissent dans « le consensus monétariste », c'est-à-dire l'aveu de leur impuissance à gérer ce monde.

> « La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'Etat, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. »
>
> (Karl Marx, *Le Capital*, t. 1, Editions de Moscou p. 721)

Gérard Bad
le 20 sept 2011

Références : James K. Galbraith, « La fin du "nouveau consensus monétaire". La crise financière et l'héritage de Milton Friedman », *La Vie des idées*, 18 août 2008.
http://www.laviedesidees.fr/La-fin-du-nouveau-consensus.html



La FED combat la récession.

Ben Bernanke : « Passez-moi des munitions... » « Désolé, Ben... Ce coupe-ongles est tout ce qui nous reste ! » (caricature américaine, juillet 2010).

CAPITALISME ET RENTE FONCIÈRE (2)

La première partie de cet article est parue dans le n° 137 d'*Echanges* (p. 42). La dernière section, dont voici la suite, concernait les différents canaux par lesquels le capital s'insinue de plus en plus dans le monde agricole pour s'approprier la rente foncière, soit en dépossédant directement les paysans de la terre, soit en les intégrant toujours plus étroitement – comme des quasi-travailleurs salariés – dans son mode de production.

La rente foncière (suite et fin)

PARALLELEMENT à son expansion par ces différentes voies dans le monde agraire, le capitalisme le plus industrialisé a bouleversé les techniques d'exploitation, tant par la manipulation des semences, la domination des intrants et un matériel de plus en plus sophistiqué, adapté à chaque production mais coûteux.

Ce bouleversement a concerné d'abord les immenses exploitations agricoles des « pays neufs » où n'existait pas l'obstacle de la rente foncière, celles qui pouvaient utiliser au maximum, avec un rendement inégalé, ce que le développement industriel leur offrait. La pression sur les prix mondiaux contraignit les « vieux pays » à modifier des structures ancestrales pour s'aligner plus ou moins rapidement et plus ou moins intensément sur ces nouvelles techniques d'exploitation du sol : en France le remembrement obligatoire à l'issue de la seconde guerre mondiale aboutit à constituer des unités d'exploitation agricoles cohérentes adaptées à ces techniques d'exploitation.

Tout un ensemble de techniques ont ainsi contribué à réduire le nombre des agriculteurs. Pour rentabiliser le remplacement du capital variable par du matériel de plus en plus complexe, mais coûteux et ne pouvant être amorti que par l'extension de la surface cultivable et la réduction du rôle de la propriété du sol, donc de la rente foncière, un grand nombre d'entre eux furent acculés à la concentration.

L'extrême de cette évolution se trouve dans la culture ou l'élevage « hors sol » où un modeste espace de terre n'est plus qu'un support immobilier (par exemple serres ou stabulation portuaire). Un autre extrême est dans les manipulations génétiques qui, non seulement visent à éliminer également le capital variable (ces dernières manipulations éliminant le binage ou l'aspersion manuelle ou mécanique), mais asservissent l'exploitant aux multinationales de la semence et des produits chimiques. L'extension des cultures industrielles (colza, maïs, soja spécialement cibles des manipulations génétiques) avec des structures

de production identiques à ce que nous avons décrit pour la betterave sucrière, permet l'entrée en force des OGM dans un secteur où les résistances n'ont pas le même impact que dans les productions alimentaires, renforçant l'emprise du capital industriel sur l'agriculture. Nous verrons ultérieurement que tout ce processus introduit un ensemble de problèmes divers particulièrement redoutables pour l'agriculture elle-même mais aussi dans son rôle primaire d'entretien de la vie, depuis la stérilisation des sols jusqu'aux pollutions en passant par les mutations génétiques imprévues sur tous les organismes vivants.

Il est difficile de décrire la conjonction de l'ensemble de ces facteurs aussi divers que contraignants pour l'exploitant agricole qui voit sa place, sa fonction et le rôle de la propriété, la rente foncière s'amenuiser devant l'irruption et la domination par toutes les voies possibles du capital industriel et financier dans le processus de production. Comme pour n'importe quelle entreprise capitaliste qu'est devenue en fait, malgré ses spécificités, la production agricole, le crédit s'est imposé dans le processus : il est d'autant plus nécessaire que dans la plupart des pays sous climat tempéré et pour bien des produits, le cycle de production est annuel, soumis aux aléas climatiques, et qu'à un revenu annuel variable correspond un flux constant des dépenses.

Parfois le changement d'utilisation de la terre peut se faire de telle sorte que le produit net augmente, alors que l'ensemble des éléments concourant à la production diminuent – par exemple en cas de conversion de terres cultivées en pâturages consacrés à l'élevage. C'est une conséquence des particularités de la rente foncière et le seul exemple dans le capitalisme d'une telle situation où la diminution des éléments globaux concourant à une production entraîne une augmentation de la production. Tout dépend en fait de la situation respective des marchés pour chacune des productions considérées. Mais la rente foncière permet effectivement de telles conversions d'une année sur l'autre. L'entrée massive du capital, comme on le voit aujourd'hui, permet des adaptations faciles au marché augmentant la rentabilité des capitaux investis en modifiant la nature des cultures en fonction des perspectives de rentabilité. On peut assister aussi à des effets pervers sur cette rentabilité des mesures prises dans le cadre national pour garantir un approvisionnement aux nationaux : en Argentine de telles mesures d'interdiction des exportations de blé en 2007-2008 a faussé le mécanisme des prix de telle façon que tout le secteur agricole s'est converti au soja, plus rémunérateur, et que la production de blé est tombée au plus bas depuis un siècle, obérant même l'approvisionnement national.

Ce que nous venons de décrire vaut pour l'ensemble des pays industrialisés, bien que d'une manière inégale. Les politiques agricoles nationales peuvent encourager ou freiner l'adaptation des processus agricoles au mode de production capitaliste. Mais, presque les deux tiers de la population agricole mondiale (plus de 2 milliards de personnes) ne sont encore dans ce mode de production que margina-

lement pour l'écoulement des surplus ou de la production totale sur le marché ou par l'utilisation de matériel ou d'intrants. C'est dire si le capital a encore un champ énorme d'expansion dans ce domaine.

UNE NOUVELLE FORME D'ACCAPAREMENT ?

SE TROUVE-T-ON devant une nouvelle forme d'accaparement de la rente foncière ? Pour répondre à une telle question, il ne faut pas se cantonner à ce phénomène médiatique récent (qui ignore souvent que cet accaparement existe depuis longtemps sous d'autres formes) mais à ce qu'est aujourd'hui l'agriculture sur le plan mondial. Quelle que soit la forme qu'elle peut prendre aujourd'hui (mode de production capitaliste totalement intégré, ou ce qui subsiste de l'auto consommation ou toutes les étapes intermédiaires), l'agriculture fondamentalement et essentiellement reste dévolue à la survie humaine, la reproduction de la force de travail dans ce mode de production capitaliste global ne venant qu'en seconde position.

D'un côté, ainsi que le souligne cette médiatisation de l'accaparement des terres, le capital poursuit l'intégration totale du procès de production agricole avec des investissements tous azimuts : rente foncière, utilisation maximale des semences sélectionnées y compris OGM, utilisation maximale des intrants, mécanisation maximale des matériels d'exploitation et de stockage avec une productivité en terme capitalistes sans égale, conversion des productions vers des cultures industrielles plus rentables au détriment des productions alimentaires

Mais ce faisant, c'est l'illustration de ce que Marx constatait déjà : « L'agriculture rationnelle est incompatible avec le système capitaliste... Dans l'agriculture moderne... l'accroissement de la productivité et le rendement supérieur s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail... chaque progrès de l'art d'accroître sa fertilité, pour un temps un progrès, la ruine dans ses ressources durables de fertilité. » Si Marx faisait une telle constatation, c'est qu'en son temps, cette appropriation des terres par le capital existait déjà ; elle s'est développée jusqu'à aujourd'hui sous différentes formes.

Le colonialisme en offrait déjà de nombreux exemples dans toutes les contrées où il s'était implanté ; le système soviétique des sovkhozes et des kolkhozes se voulait une copie de la grande exploitation américaine qui s'était développée d'une manière accélérée dans la crise de 1929. Tous ces différents systèmes procédaient d'un concept identique de cette domination totale du capital contrôlant la totalité du procès de production agri-

cole et d'intégration de la rente foncière dans le procès de production capitaliste.

Mais ce contrôle du capital s'est encore souvent renforcé par des liens en amont de la production avec l'articulation semences-engrais-pesticides et en aval par les industries utilisatrices de cette production. Cela existait déjà dans le système colonial ou semi-colonial par exemple dans les plantations possédées par un utilisateur industriel d'une monoproduction (plantation d'hévéas ou d'agrumes) et perdure dans le monde moderne. On peut mesurer les deux ordres de conséquences ainsi relevés dans le monde d'aujourd'hui. Dans ces exploitations modèles il suffit de quatre hommes pour exploiter 1 000 ha de terres : les paysans évincés voient détruire leurs capacités de survie et vont grossir les déracinés de toutes les cités du monde entraînant d'insurmontables problèmes sociaux.

Ci-contre : « Camarades, rejoignez le kolkhoze ! », URSS, 1931-1932. Ci-dessus : Les colonies françaises.

Dans cette destruction de la force de travail, on peut ajouter le fait que dans les pays pauvres ainsi envahis, la faiblesse ou l'inexistence d'une réglementation du travail fait que les travailleurs plus ou moins esclaves embauchés par les accapareurs sont souvent victimes de pollutions occasionnant de très graves problèmes de santé par l'usage sans précautions de tous les intrants dont l'utilisation est souvent interdite dans les pays développés. Une autre forme tout aussi vicieuse de l'élimination des paysans pauvres se fait par l'introduction de semences hybrides qui par leur résistance à certains insectes leur donne un champ libre de reproduction qui va ravager les paysans ayant conservé les semences traditionnelles et les ruine. Parallèlement, l'épuisement des terres par des pratiques culturales intensives fait que dans les pays sous-développés deux milliards d'hectares subissent la désertification et que 41 % du restant en sont menacés (ceci sans tenir compte des conséquences des variations climatiques dues à l'industrialisation forcenée). On assiste ainsi par des effets divers sinon à la destruction de la rente foncière du moins à son amenuisement, ce qui n'est pas sans conséquence sur la rente différentielle.

L'épuisement des sols par une culture intensive et plus encore par la monoculture s'est doublé plus récemment de toutes les formes de pollution dues à l'utilisation d'intrants et dernièrement à l'introduction à grande échelle des OGM. Ainsi est apparu aux Etats-Unis un phénomène de mutations de certaines « mauvaises herbes » qui remettent en cause toute la conception de cette agriculture moderne. Sans parler des conséquences sur la biodiversité et sur les processus agricoles naturels eux-mêmes (comme la mortalité des abeilles agents de

DANS LES PUBLICATIONS

◆ Dans le n° 89 (printemps 2011) de la revue allemande *Wildcat*, un article, « Exode rural et émeutes de la faim : Aucune révolution agraire en vue », tentait de cerner les causes de l'exode rural mondial et de la pénurie alimentaire qui frappe le système capitaliste depuis plusieurs décennies (voir *Echanges* n° 137, p. 56). La seconde partie annoncée de cet article développe la pensée de l'auteur en 19 points dans le n° 90 (été 2011) de *Wildcat* sous le titre en anglais « On the road to nowhere » (En route vers nulle part) : « 1) Polarisation et division ; 2) Révolutions ; 3) Crash ou stagnation ? ; 4) Le travail à la chaîne a changé la planète ; 5) Les étapes du fordisme ; 6) Crise de suraccumulation ; 7) Les années 1980, la décennie où tout a basculé ; 8) Extension du crédit et inflation de l'actionnariat ; 9) Au cœur de la crise de la dette des Etats, les banques ; 10) Crise de l'Union européenne ; 11) Etats-Unis : déclin d'une hégémonie ; 12) Déplacements techtoniques mondiaux ; 13) La situation en Allemagne fédérale ; 14) Crise de la politique ; 15) La dernière superpuissance c'est la classe ouvrière ! ; 16) Quand les mouvements arriveront-ils en Allemagne fédérale ? ; 17) La recomposition politique de la gauche (radicale) se fait attendre ; 18) Partir des conditions sociales existantes ; et 19) Ce qu'il faut faire ! »
Un dernier point qui donne quelques recettes : « Critique de la politique de l'Etat d'exception ; droit à la violence prolétarienne ! ; appropriation des immenses richesses accumulées ; refus de payer les dettes ! » Des slogans qui, avec ou sans points d'exclamation, ne servent qu'à celui qui les émet.

pollinisation des espèces cultivées) et sans parler de l'impact sur l'agriculture des variations climatiques dues à l'expansion industrielle du capital. On n'en finirait pas d'énumérer les effets boomerang de l'agriculture intensive. A terme cela signifie une quasi-destruction de la rente foncière avec la destruction de la capacité de production du sol, dont l'appropriation s'était faite sous le signe du progrès.

Un aspect encore plus pernicieux de cette intrusion des capitalismes dominants du secteur industriel ne touche pas directement la question de la rente : c'est l'accaparement du produit à une échelle mondiale en vue de sa transformation industrielle : la conversion du maïs en éthanol substitut des carburants fossiles fait que le secteur pétrolier absorbe des quantités toujours plus importantes de cette production agricole (aux Etats-Unis, 5% des récoltes actuellement), encourageant cette production (notamment OGM) aux dépens des autres cultures. Là aussi, on peut assister, par-delà la déstabilisation d'un marché et des pratiques culturales, à un rush sur les terres pour répondre à des problèmes d'approvisionnement et de coûts (où l'on retrouverait l'incorporation de la rente foncière).

D'un autre côté, si les deux tiers de la population agricole mondiale ne participent pas à cette domination directe par le capital de tout le procès de production agricole, cela ne signifie pas pour autant que, comme nous l'avons évoqué ci-dessus, ils restent hors du circuit capitaliste et la mise des surplus sur le marché n'en est qu'un aspect. Pour l'essentiel cette situation concerne l'Inde et la Chine ; ce ne sont pas tant les résistances à l'accaparement des terres et de la rente foncière pour la capitalisation de l'agriculture, ou l'industria-

lisation, ou l'urbanisation qui introduisent des données qui peuvent contrer ce gigantisme dans le mode de production capitaliste appliqué à l'agriculture.

Ce ne sont pas les méfaits qui contraignent (aussi bien au niveau national que mondialement) à envisager une autre forme d'introduction de la petite propriété foncière dans le mode de production capitaliste : l'insoluble déstabilisation sociale et la destruction des sols et des équilibres biologiques. Cette situation ne se pose pas seulement en Chine ou en Inde, car même dans les pays industrialisés, pour paraphraser une étude récente : « L'avenir de l'agriculture... passe par l'agriculture de précision autrement dit une gestion précise en lieu et en temps, selon les terroirs, de l'eau, des intrants qui ne peut être menée que sur de petites exploitations (1). » Elle ne signifierait pas pour autant la sortie du mode de production capitaliste, mais son intégration dans un autre mode de fonctionnement qui impliquerait une répartition différente de la rente foncière.

Quel meilleur exemple de cette pénétration du capital par le canal des structures agricoles existantes que celui de l'Afrique où de bons apôtres prétendent apporter la suffisance alimentaire en fustigeant la pénétration du grand capital réalisé par des acquisitions ou location d'immenses espaces excluant les paysans locaux.

En septembre 2010, s'est tenue au Ghana une conférence des chefs d'Etat africains sous l'égide de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) dans la foulée d'un rapport établi par 400 agronomes dans une évaluation internationale des sciences et des techniques agricoles au service du développement. Le but est de soutenir les petits paysans afin qu'ils puissent produire suffisamment pour nourrir la population africaine. Ce soutien passe par la fourniture avec le soutien des Etats de semences, d'engrais et de matériel agricole comme ce fut le cas lors de la « révolution verte ». L'élément moteur de cette politique AGRA est soutenu par les fondations Rockefeller, Melinda et Bill Gates qui tous soutiennent les OGM (la fondation Gates vient d'investir 23 millions d'euros dans Monsanto).

On peut voir le sens de cette intervention de soutien aux petits paysans qui met au jour un conflit autour de la rente foncière entre le secteur industriel des intrants

(1) Voir un entretien (du 14 octobre 2008) de la mission Agrobiosciences avec Claude Aubert, directeur de recherches à l'INRA, sur la réforme foncière en Chine (http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2508) ; il y analyse les conséquences de la réforme du régime foncier autorisant les paysans à transmettre le droit d'usage du sol qui reste propriété collective. Les dirigeants espèrent qu'il en résultera une concentration dans l'exploitation des terres et une hausse de la productivité, du revenu des paysans et de la production globale, ce qui est contesté par l'auteur. En fait la question de la terre reste entre les mains des potentats locaux du parti qui se soucient plus de leurs propres intérêts et de ceux des patrons locaux qui leur sont liés. De nombreux conflits ont surgi dans la période récente dans des transferts de terres arables pour le développement urbain ou industriel, une dépossession des paysans utilisateurs. Des incidents similaires ont éclaté également en Inde. Les politiques à la remorque du grand capital expliquent souvent que la pénétration dans le domaine agricole pour une monoculture intensive serait largement supérieure question productivité à la petite exploitation.
Le rapport d'Oxfam *Growing a better future* (4 juin 2011 – www.oxfam.org/grow) démontre au contraire que si l'on fait intervenir tous les facteurs présents et à venir, avec les mêmes moyens utilisés par les grandes exploitations, la productivité des petites exploitations est supérieure à celle de grandes unités.

agricoles et celui de la commercialisation et de la spéculation (2).

Un exemple de cette orientation est donnée par ce qui se passe aujourd'hui au Burkina Faso, pays dans lequel 70 % des agriculteurs sont de petits propriétaires qui assurent 40 % du PIB et forment 80 % du revenu de la population. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est mêlée d'y « préserver » cette agriculture en proposant des schémas de « développement ».

Nous citons : « Avant, l'agriculture n'était pour beaucoup qu'un moyen de subsistance, maintenant nous faisons du commerce et cela motive les gens à développer leurs production, à se professionnaliser », et : « Les paysans sortant de l'agriculture de subsistance sont appelés à jouer un rôle important dans la commercialisation de leurs excédents. » En amont, cela favorise un appui technique et financier (achat en commun d'intrants, de matériel...). Sous couvert d'abandonner par exemple la monoculture du coton ruinée par la concurrence internationale, culture « capitaliste » par excellence, et de se consacrer à une culture utilitaire nationalement (satisfaire les besoins alimentaires de la population), on aboutit à une autre forme d'intégration dans le circuit capitaliste. Une autre forme de dérivation de la rente foncière avec la même dépendance d'approvisionnement de l'ensemble des apports techniques du capital industriel (3).

On touche ici une question qui ne concerne pas seulement l'agriculture mais l'ensemble du système capitaliste : tant que la baisse du taux de profit n'est pas enrayée d'une manière ou d'une autre, le capital poursuivra sa marche inexorable d'une part dans des concentrations et l'extension dans les espaces économiques où il peut penser tirer un taux de plus-value maximum, d'autre part dans des spéculations dans tout secteur pouvant se prêter à cette activité. On voit difficilement comment le double mouvement :

1) spéculation engendrant la recherche de sécurité d'approvisionnements

2) extension dans des secteurs où la reprise totale ou partielle de la rente foncière peut être une voie pour le rétablissement du taux de profit

pourrait, dans une même convergence, stopper ou réduire l'accaparement des terres par le capital dans ses formes les plus globales, qui se poursuit depuis le développement du capitalisme, et est ainsi entré dans une nouvelle phase .

Au terme de cet article, une autre question surgit : quelles sont les résistances à cette invasion du capital dans tous les stades du procès de production dans l'agriculture ? On se trouve ici devant toute une panoplie de luttes ouvertes et de tentatives d'en pallier certaines conséquences tant dans la production que dans la consommation.

Cette résistance peut se voir aussi bien dans les luttes diverses dans le monde des paysans pour la terre que dans la promotion des produits bios, en passant par les luttes anti-OGM et différents systèmes de coopération producteurs-consommateurs. Comment ces luttes se développent-elles, quelle est leur efficacité et, surtout, peuvent-elles se relier entre elles et éventuellement peuvent-elles se rattacher aux luttes mondiales de tous les exploités du capital ?

H. S.

---

(2) Voir *Le Monde* du 4 septembre 2010 : « L'agriculture africaine veut faire sa révolution verte » et du 29 juin 2010 : « Les acquisitions de terres agricoles peuvent être bénéfiques pour les investisseurs sans nuire aux paysans. »

(3) *Le Monde* du 16 octobre 2010 : « Au Burkina Faso, les paysans reprennent espoir. »

Approfondir la critique du productivisme

D'un camarade de la Drôme (août 2011)

(...) J' ai beaucoup apprécié ton article sur la propriété foncière ; ce sujet me fait aussi réfléchir depuis un certain temps sur les œillères du marxisme orthodoxe à ne pas avoir suffisamment pris en compte les intérêts propres aux classes exploitées autres que le prolétariat, en particulier la paysannerie et le prolétariat rural, obnubilé qu' il fut dès la IIe Internationale par l'émancipation humaine par le seul prolétariat urbain et par l'idée de l'extinction historique de la paysannerie (...). J'apprécie aussi qu'*Echanges* accorde davantage de place aux critiques du productivisme (PMO ; Michael Seidmann, etc.) : c'est aussi une réflexion qu'il faut continuer à approfondir.

Je suis en contact avec un groupe anarchiste italien qui publie un journal, *Invece*. Dans le dernier numéro il y a un article sur Georges Sorel. Existe-t-il une analyse critique des propositions de Georges Sorel ? Je suis intéressé de les lire. Peux tu m'indiquer les références du livre ? Le national-bolchevisme, cher à Ernst Niekisch ainsi qu'au groupe conseilliste de Hambourg au cœur de la grave crise sociale allemande des années 1920-1930, continue d' inspirer au XXIe siècle, au cœur du chaos capitaliste actuel, des groupes tels que Rebellion où l' on retrouve, entre autres, Alain de Benoist, un des théoriciens de l'extrême-droite au sein du Grece (http://rebellion.hautetfort.com/)

Ces foutues lettres de motivation

D'un camarade de l'Allier (septembre 2011).

(...) Une chose qui me prend beaucoup de temps, c'est la recherche d'un emploi (coups de fil aux boîtes d'intérim, envois de CV plus ces foutues « lettres de motivation » *[sic]*). Quelle motivation ? On a besoin d'un salaire pour vivre et faire vivre sa famille, c'est tout. Pour l'instant, les résultats sont infructueux. J'ai récemment loupé une place de chauffeur-livreur mais ils demandaient le permis poids lourds (que je ne possède pas hélas). Hier j'ai envoyé deux CV (un dans une usine de poudre à flan, un autre dans une lingerie industrielle, on verra la suite). Je continue à stocker des provisions (conserves en tout genre) que me procure le jardin, cela va nous aider à passer l'hiver, période difficile s'il en est (restrictions financières, peu de travail, etc.).

Ecologie libertaire

◆ « Projets autogestionnaires et épuisement des ressources naturelles » dans le n° 381 (août-septembre 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, ouvre un débat sur l'écologie d'un point de vue libertaire : comment les questions de la fin de l'énergie bon marché et de la raréfaction des matières premières peuvent trouver une solution dans le cadre d'un projet autogestionnaire de transformation sociale ? (En espagnol, copie à Echanges.) Voir aussi p. 72.

La domination des objets

◆ « Les Formes sociales des objets. A propos de la consommation sous le capitalisme moderne », un article de Meinhard Creydt, docteur en sociologie et psychologie, dans le cahier n° 219 (août 2011) de la revue allemande *Die Aktion*, constate que « la majorité des partis de gauche se concentrent sur le soutien aux revendications salariales et aux luttes défensives contre la dégradation des conditions de vie » (p. 95) ; une perspective qui n'envisage qu'un aspect très étroit de l'emprise du capital sur l'humanité puisque les objets produits sous son règne perpétuent sa domination sur nos façons de vivre, selon l'auteur. Son étude psychologisante sur les rapports sociaux des hommes entre eux marqués par des rapports entre objets fait l'impasse sur la duplicité de la marchandise entre réalisation de son utilité pour l'homme sans échange et de sa valeur vénale dans l'échange, c'est-à-dire dans un rapport social. En n'abordant cette duplicité que par le truchement de la tarte à la crème d'un individualisme qui serait exacerbé par nos sociétés modernes, l'auteur bâcle son analyse de l'aliénation humaine au travers des objets qu'elle produit et qu'elle consomme en négligeant la réification des rapports sociaux que masque ce prétendu individualisme.

L'Informatique n'est pas révolutionnaire

◆ « Démocratie et réseaux virtuels »,de la nécessité d'un regard critique. L'engouement des groupes politiques pour la toile numérique qui y ont vu un vecteur d'égalité et de démocratie a éclipsé tout esprit critique par rapport à cet outil. C'est un des articles du dossier d'*Offensive libertaire et sociale* n° 31 (septembre 2011), « La contre-révolution informatique » ; autres articles : « L'informatisation à la française » ; « La fuite dans les mondes rêvés du numérique » ; « Le numérique totalitaire » ; « No ghost in the shell » ; « Informatique et société » ; « Des nuisances bien réelles » ; « Vers l'école numérique » ; « Tout un programme » ; « Démocratie et réseaux virtuels » ; « Twitte la révolution ! » ; « Utopies coincées dans la toile ».

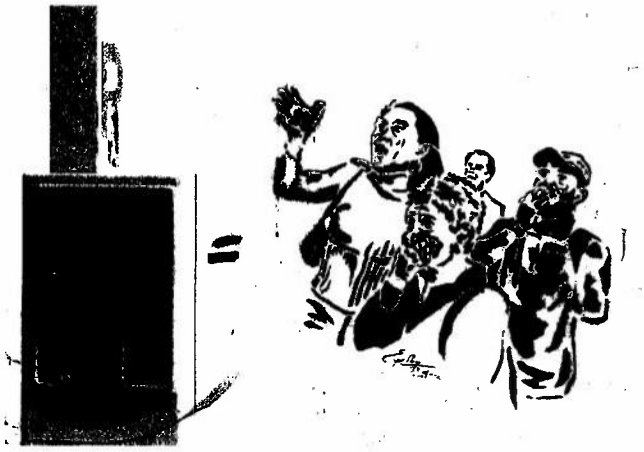
L'Insurrection qui vient... vue d'Allemagne

◆ En août 2010, les éditions Nautilus (Schützenstraße 49A, 22761 Hamburg, Allemagne ; www.edition-nautilus.de) ont publié une version allemande de *L'insurrection qui vient* (La Fabrique éditions, 2007). Ce pamphlet a eu les faveurs de notes de lecture élogieuses dans les quotidiens *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Süddeutsche Zeitung* qui ont cru y découvrir

le style de Michel Houellebecq derrière son (ou ses) auteur(s), le Comité invisible ; pour sa part, le quotidien berlinois *Tageszeitung,* un journal se positionnant à l'extrême gauche de l'échiquier politique, y voyait un écrit de droite inspiré par les théories de Carl Schmitt et Martin Heidegger, deux intellectuels connus pour leur collaboration avec les nazis. Lutz Schulenburg, l'éditeur de la revue *Die Aktion,* qui paraît aux mêmes éditions Nautilus, s'est indigné de ce jugement et publie dans le cahier n° 219 (août 2011) de *Die Aktion* plusieurs documents ayant trait à cette polémique : un courrier adressé à la rédaction de la *Tageszeitung* par l'entremise d'un de ses amis, suivi d'une note de protestation et d'un postscriptum collection de citations de Debord à Heidegger en passant par Marx et tutti quanti. Dans ce même numéro de *Die Aktion,* Jochen Schimmang, professeur d'université, écrivain, critique, etc. rajoute une couche à cette histoire : pour lui, le *Manifest des Unsichtbaren Komitees* (Le Manifeste du Comité invisible) lui semble plutôt s'inspirer des théories de Herbert Marcuse. Chacun y retrouvera les siens.

Confusions politiques

◆ Dans son n° double 36-37 (septembre 2011), la revue *Ni patrie ni frontières* s'émeut « des passerelles, des confusions, volontaires ou inconscientes, entre la propagande de l'extrême droite et celle de l'extrême gauche (entendue dans un sens très large, des divers courants du marxisme aux altermondialistes, « radicaux » autoproclamés ou « alternatifs »...). Les idées de droit à la différence, de multiculturalisme, le régionalisme, l'écologie, s'appellent aussi lien à la terre ou au terroir, peur de toute influence étrangère, défense de la nature, de l'ethnie , de la race... Cette interchangeabilité des concepts est due, selon l'introduction de *NPNF* à cet ensemble de 200 pages titré Extrême gauche/extrême droite, inventaire de la confusion, « à l'abandon, par l'extrême me gauche, de la référence au rôle central du prolétariat dans les mouvements sociaux (et donc dans la future révolution sociale) ; .à l'abandon de la référe,ce au



Capitalisme vert

Deux brochures mettent en garde contre le capitalisme vert. La première, *Polémiques climatiques,* renvoie dos à dos les collaborateurs du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) et les « climato-sceptiques », incarnés en France par Claude Allègre, scientiste pour qui la solution aux dégâts de la science et de la technologie est dans toujours plus de science et de technologie.

Parler de « dérèglement climatique » comme le font les catastrophistes, indique l'auteur, Bertrand Louart, est abusif. Ce qui est important n'est pas de savoir si le « climat global » se réchauffe ou se refroidit, mais de comprendre la nature précise des transformations en cours. Or, dans cette polémique qui se veut avant tout scientifique, la société est occultée. Partisans du GIEC et climato-sceptiques ont en commun de prétendre ne pas être concernés par les enjeux politiques et sociaux liés à l'expertise sur le changement climatique. Ainsi Bertrand Louart fait-il remarquer que le GIEC est composé de 2 500 scientifiques qui sont désignés par les Etats : ce sont donc des nominations politiques (et le président du GIEC est aussi l'un des membres de l'External Advisory Board, où se négocient les crédits-carbone). « Les scientifiques vivent sur la planète dont ils étudient le climat et dans la société qui finance leurs recherches, qui est elle-même à l'origine du changement climatique et qui cherche à anticiper ses conséquences (...) Dès lors, mettre en avant le CO_2 comme origine humaine du changement climatique est un acte politique... » Mais les thèses du GIEC ont focalisé l'attention sur le CO_2, servant de cache-misère à la dégradation des conditions de vie causée par la société capitaliste. L'urbanisation galopante, la transformation de l'agriculture en production de matières premières pour l'industrie agro-alimentaire, entretenant un rapport à l'environnement de plus en plus abstrait et utilitaire, ont des effets sur les cycles naturels, les écosystèmes et la biodiversité que la focalisation sur le changement climatique a occultés. Cette focalisation permet d'éviter deux idées simples : il ne peut y avoir de croissance infinie de la production dans un monde aux ressources finies, selon Bertrand Louart, et nous sommes face à un problème de civilisation posant des questions sur notre rapport à la nature, les buts de l'organisation sociale... Or il n'est plus question que de notre consommation d'énergie, permettant ainsi le recours aux experts et aux solutions techniques...

Mais le capitalisme vert ne fait que prospérer sur les dégâts du capitalisme qui l'a pré-

cédé, et ne les réparent pas...

C'est sur ce point qu'insiste la deuxième brochure, *Servitude écologique*, dont la couverture porte aussi «Alternatives citoyennes responsables... du renforcement de l'Etat ». Elle s'en prend à la « responsabilisation » des individus face à la dégradation de la planète, qui invite à trier ses déchets, à économiser l'eau... « pour permettre aux magnats de l'industrie de continuer leurs pollutions en toute tranquillité. Banques éthiques, argent propre... restent des banques et de l'argent, le micro-crédit est une des façons de transformer la pauvreté en marché lucratif... « Il n'y a pas de solutions individuelles, conclut la brochure. Dis NON à ceux qui espèrent créer un monde meilleur en s'enfermant dans une entreprise "durable", "éthique", "bio"... Détruisons l'argent, l'échange marchand, la propriété privée, la bourgeoisie, le temps comme mesure de toute chose, le travail... Il n'y a pas d'autre concret que ça. »

***Polémiques climatiques* : www.infokiosques.net ; B. Louart, Radio Zinzine, 04300 Limans. *Servitude écologique* : servitudecologique@gmail.com**

communisme (société sans classes, sans salaires, sans argent, sans propriété privée et sans Etat) ; et à la disparition de toute référence à la nécessité d'un affrontement violent avec l'Etat bourgeois. » Cet abandon a permis la résurgence de l'idéologie autogestionnaire (coopératives, économie solidaire, SEL, squats, etc.), des théories mariant parlementarisme et conseils ouvriers, la valorisation des identités sexuelles, raciales, voire individuelles, « aboutissant à une fragmentation à l'infini des luttes mais aussi des réflexions critiques... »

200 pages – 10 € (frais de port inclus)

Site :www. mondialisme.org

Contact : yvescoleman@ wanadoo. fr

Marxisme révisé

◆ *Histoire critique du marxisme,* par Costanzo Preve. Une réflexion révisionniste du marxisme, depuis Marx jusqu'à l'écroulement du bloc de l'Est : très discutable ; mais en ce sens aussi, il questionne et ouvre le débat. Chronique dans le numéro 49 de la revue *Rébellion* et en ligne : http://rebellion.hautetfort.com/archive/2011/07/26/histoire-critique-du-marxisme.html – Cette revue qui proclame en sous-titre « Ni de droite ni de gauche, la nation aux travailleurs » est l'organe de l'OSRE (Organisation socialiste révolutionnaire européenne). On peut y lire par exemple, dans un texte « Patrie et socialisme » : « Le cadre national est l'instrument adéquat au sein duquel le prolétariat peut redonner sens à sa vie sans être atomisé dans une néo-barbarie sociale, qui serait son seul horizon possible avec le maintien du système en place. Qu'on le veuille ou non, l'Etat républicain offre encore l'opportunité d'exercer la puissance souveraine et de choisir les grandes orientations comme celles de sortir de l'OTAN, du carcan d'impotence de l'UE en proposant aux autres peuples européens une voie autonome de destin, par exemple. De même sur le plan intérieur, il s'agit de combattre ce qui peut malheureusement apparaître comme une "fatalité" éco-

nomique, la condition au plus haut point précaire et soumise à la contingence la plus arbitraire, imposée aux classes populaires par le capital. »

Marx

◆ *Teoría del capital: Una aproximación matemática al esquema de reproducción de Marx,* Emilio Díaz Calleja, septiembre de 2010 (en espagnol) .
http://personal.us.es/emidiaz/index◆files/Teoriadel-Capital.pdf

« Luxembourgisme »

◆ Une défense du luxemburgisme dans le n° 17 (septembre 2011) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité.* Où sont cités indistinctement les ennemis de Rosa Luxemburg (1870 ?-1919), un de ses prétendus amis, Alain Guillerm (mort en 2005), et celui qui fit connaître Rosa Luxemburg en France contre vents et marées, René Lefeuvre (1902-1988), dans la fabrication d'une doctrine dont les contours ne sont jamais précisés clairement : s'agit-il de soutenir celle qui, la première, a su reconnaître en Russie en 1905 la double émergence d'une classe ouvrière s'exprimant dans ses soviets et d'un parti sous la férule de Lénine combattant cette autonomie de la classe ouvrière ? celle qui défendait, lors du congrès de formation du Parti communiste allemand en 1919, contre Otto Rühle (1874-1943), le rôle du parti face à la classe ouvrière organisée dans ses conseils ? ou bien encore de s'inscrire dans la continuité de sa lutte pour une société délivrée du capital ?
S'agit-il de défendre un concept forgé abusivement à partir du nom de Rosa par ses ennemis et ses faux amis qui signifierait un dogme, une grille de lecture comme le disent parfois nos dogmatiques, dont le but est évidemment d'ôter toute force aux écrits et à l'action de Rosa Luxemburg ? D'adhérer aux conceptions social-démocrates d'Alain Guillerm, formé au PSU de Michel Rocard, qui écrivait en 1974 qu'il fallait construire « le grand parti ouvrier qui pourrait naître de la fusion de *[sic]* PS, du PSU, du CLAS et des militants de la CFDT » (*in Rosa Luxembourg, Marxisme contre dictature,* cahier Spartacus n° B56, juin-juillet 1974) ?
Contre René Lefeuvre et ses amis (surtout Bracke-Desrousseaux qui fut son initiateur dans la connaissance de Rosa) qui mettaient en exergue aux premiers numéros de la revue hebdomadaire *Spartacus* lancée en 1934 : dans le n° 1 (vendredi 7 décembre 1934), « Notre doctrine n'est pas un dogme, elle est une directive pour l'action » (Karl Marx) et dans le n° 2 (vendredi 14 décembre 1934), « Par dictature du prolétariat nous entendons la vie publique élargie au maximum, la participation la plus active et la plus illimitée des masses populaires à toute l'administration de la société » (Rosa Luxembourg).

Francisco Maroto

◆ Dans le bulletin de Kate Sharpley Library n° 67 (juillet 2011), « Les anarchistes russes « (Berkman) et une biographie de Francisco Maroto (1906-1940), militant de la CNT espagnole assassiné par les franquistes.

Une société future

◆ Gerhard Stange pose dans le cahier n° 219 (août 2011) de la revue allemande *Die Aktion* la question de ce que devrait être une société future, « Au-delà du capitalisme. Fondements d'une

société libertaire et solidaire ». L'auteur ressasse dans cet article les idées, parfois gér éreuses mais souvent confuses, de l'anarchisme doctrinal qui exige « vérité et passion » : une activité libre en place du travail, une société sans Etat, une formation et la culture pour tous, un collectivisme respectueux des individus, etc. Une série d'arguments pour et contre chacune de ces affirmations tente de donner corps à une utopie que la réalité des faits a démentie, une fois au moins en ce qui concerne l'anarchisme, ent e 1936 et 1939 en Espagne. Gerhard Stange vit actuellement dans le sud de la France : où il anime un Centre culturel et de contact pour la formation et les rencontres (Culture & Contact Zentrum für Bildung und Begegnung) ; adresse : culture-contact@wanadoo.fr

Anselme Bellegarrigue

◆ Que connaît-on d'Anselme Belleguarrigue, né dans les années 1820 et mort on ne sait où ni quand ? Rien ou presque : une brève mention dans Jean Maitron, *Le Mouve - ment anarchiste en France,* tome I, p. 30 ; quelques passages dans Max Nettlau, *Le Printemps de l'anarchie* ; quelques textes publiés aux éditions Champ libre dans les années 1970 dans *Les Cahiers du futur* n° 1. Le n° 380 (juillet 2011) de *CNT,* l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, signale la parution en espagnol du *Manifeste de l'anarchie* aux éditions Luces de calibo, 2011. Un compte rendu de lecture plein de haine pour ce présumé anarchiste individualiste : « L'individualisme me répugne, d'autant plus lorsqu'il se couvre du costume soit-disant radical et anti-étatique » éructe son auteur.

Textes anars

◆ Le Collectif anarchiste de traduction et de scannérisation (CATS) de Caen a mis en ligne les textes suivants sur son site http://ablogm.com/cats : *L'Anarchisme en Pologne (1903-1981) ; L'anarchisme au Chili ; L'anarchisme au*

Frontispice de l'ouvrage d'Élisée Reclus, *L'homme et la Terre*, 1905.

Salvador ; La dictature de Gomez et la lutte clandestine des travailleurs vénézuéliens ; Les exécutions de Trofimovsky, Panteleev et Gneuchev ; Trotski impose la discipline dans l'Armée rouge ; Soviets et comités d'usines pendant la révolution russe ; 1943-1945 : les partisans anarchistes dans la résistance italienne ; Luttes des travailleurs/euses et contre-offensive capitaliste pendant la période nationale-socialiste ; La politique dans les rues ; Hambourg 1932-1933 ; L'anarchosyndicalisme en Colombie ; L'Anarchisme au Panama et en Amérique centrale des origines aux années 1930 ; L'anarchisme en Hongrie 1890-1924 ; La liquidation de Petrenko ; La liquidation des commandants rouges Bogunsky et Lopatkin ; Le régiment de Dvinsk et la mort mystérieuse de Grachov ; Soutien gay et lesbien aux mineurs en grève (Royaume-Uni 1984-1985) ; Le mouvement du 15M et les anarchistes.

Anarchisme autodidacte

◆ Le « bulletin de critique bibliographique » *A Contretemps* réédite une étude de Daniel Colson, « Eclectisme et dimension autodidacte de l'anarchisme ouvrier » par rapport à « ce qu'il est convenu d'appeler la culture savante et artistique ». L'anarchisme ouvrier, selon l'auteur, est une série de mouvements et d'expérimentations collectives à caractère libertaire apparue entre le milieu du xixe siècle et les années 1930. Il s'agit de décrire « un grand intérêt des militants ouvriers pour les savoirs, les livres, l'art, la science... mais à travers un refus volontaire... de rapporter ces savoirs aux espaces qui les produisent, un refus des intellectuels et des théories ; un refus des institutions... »
a-contretemps@wanadoo.fr

Castoriadis

◆ Castoriadis Videography
http://www.agorainternational.org/videography.html
Une nouvelle section du site Cornelius Castoriadis/Agora International Website: Castoriadis Videography. Toutes les vidéos disponibles sur Internet qui concernent Castoriadis et/ou Socialisme ou Barbarie seront enregistrées par ordre alphabétique quel que soit le langage.

Asger Jorn

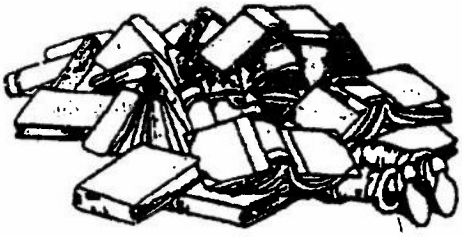
◆ *Fraternité Avant Tout Asger Jorn's writings on art and architecture, 1938-1958* : ces écrits d'Asger Jorn sur l'art et l'architecture, 1938-1958 sont publiés pour la première fois en anglais (édités par Ruth Baumeister, traduits par Paul Larkin and Ken Knab), par "010" (Rotterdam)
http://www.010.nl/catalogue/book.php?id=760
Partie de ces textes en français sur
http://www.bopsecrets.org/SI/asger-jorn/index.htm et dans *Pour la forme*, livre qui, publié en 1957 par l'Internationale situationniste et réédité chez Allia en 2001, rassemble tous les textes écrits par Jorn entre 1954 et 1957, constituant une sorte de journal de bord de sa démarche expérimentale, commencée avec Cobra, poursuivie avec le Mouvement pour un Bauhaus Imaginiste et dont les conclusions théoriques allaient contribuer à la naissance de l'Internationale situationniste.

Séditions asymétriques

◆ Naissance du blog des Séditions Asymétriques qui cherchera à analyser régulièrement le nouveau « haut et cours » de la restructuration.: http://restructuration-sans-fin.eklablog.com/

NOTE DE LECTURE

De la dictature à la démocratie, un cadre conceptuel pour la libération
Gene Sharp
Traduction française L'Harmattan
Téléchargeable gratuitement sur www.aeinstein.org



Dans la postface de cet ouvrage, il est écrit « Ce livre n'est pas un ouvrage comme les autres » ; de fait, c'est une sorte de livre de cuisine de recettes pour les activistes : une annexe dénombre pas moins de 198 méthodes utilisables séparément ou ensemble pour faire tomber « pacifiquement » les dictatures.

Mais quelles dictatures ? Quelques noms sont cités, mais on voit tout de suite que, pour l'essentiel, ces régimes à faire tomber appartiennent à la sphère de l'ex-Union soviétique ou de la République populaire de Chine. En revanche, mis à part le Panama, rien sur les « expériences » de déstabilisation dans l'Amérique latine, pas au nom de la démocratie mais tout simplement à celui des intérêts des Etats-Unis.

Cette observation soulève d'emblée malaise et suspicion.

L'ouvrage, qui se veut le développement d'une théorie élaborée par Gene Sharp, un universitaire américain dont l'activité s'effectue essentiellement à l'Institut Albert-Einstein basé aux Etats-Unis, dénonce, pour la déstabilisation des dictatures, les approches ineffectives de la guérilla et de la négociation et fait l'apologie des mouvements de masse – pas n'importe lesquels, ceux seulement supposés installer la démocratie.

Mais quelle démocratie ? L'ouvrage est totalement muet sur ce point, sauf à dire qu'elle doit être garantie par une constitution. Nulle part il n'est question de capitalisme, encore moins de lutte de classe ; si, au nombre des nombreuses recettes d'agitation, figurent les différentes formes de grève, elles n'apparaissent que comme des techniques parmi d'autres de déstabilisation, en aucune façon une voie d'émancipation des esclaves salariés. Techniques qui doivent être insérées dans une « planification stratégique ».

On se pose immédiatement la question : qui dit planification dit planificateur (qu'il s'agisse d'organisme ou de personnes), mais comment ? Le texte donne la réponse : « A l'avenir la spontanéité de l'action populaire jouera sans doute un rôle important dans le début des luttes contre les dictatures. Néanmoins, il est maintenant possible de définir rationnellement, analytiquement à l'avance la manière la plus efficace d'élaborer une direction, d'évaluer le moment où la situation politique et l'humeur de la population se prêteront à la mise en œuvre du plan. » Autrement dit des « penseurs » ou des « chefs » autodésignés jugeront le moment où les masses « prêtes » de par la situation pourront agir selon un plan défini à l'avance. Effectivement, dans les

développements du texte, il est question de chefs, de stratèges, etc.

L'autre question que l'on se pose alors est : est-ce une vue de l'esprit ? Quelles incidences pratiques ces théories ont-elles eu ou peuvent-elles avoir ? Dans l'intérêt de qui ?

Les suspicions que l'on pouvait avoir se confirment quand, dans la préface, l'auteur expose ce qui pourrait être son palmarès.

La critique de la guérilla, c'est-à-dire de toute forme d'action violente, ou de la négociation conclue sous une menace, n'est-elle pas la critique des échecs des interventions américaines dans les différentes parties du monde dans les années de l'après-guerre ? Une nouvelle théorie – et sa mise en pratique – réside dans la manipulation des masses lorsque la situation est jugée « mûre » pour permettre l'introduction ou la préservation des intérêts américains.

Le manuel de l'Institut Albert-Einstein pour une révolution colorée en Egypte.

Nous avions signalé dans un article sur l'Egypte (voir *Echanges* n° 136, p. 9) la mise en place de l'extérieur d'un réseau destiné à utiliser et encadrer un mouvement social qui perturbait gravement toute l'économie et déstabilisait le pouvoir en place.. Sur le site de l'Institut Albert-Einstein, il est expliqué que dès les premiers pas du mouvement de révolte en Egypte, l'Institut a fait imprimer en arabe et distribuer largement une brochure de 25 pages très orientée (notamment en faveur du soutien à l'armée) intitulée « Manuel pour une révolution colorée en Egypte », avec des consignes très concrètes sur l'itinéraire des manifestations, l'habillement préservant des lacrymogènes, etc.

On ne peut alors s'empêcher de penser aux autres révolutions colorées en Ukraine, Géorgie, Birmanie, Thaïlande, etc., et à des tentatives futures.

Quel rôle de telles interventions peuvent-elles avoir ? Aucun, reconnaissent-elles, dans la genèse du conflit lui-même (sans parler de conflit de classe) et dans l'exacerbation de ce conflit jusqu'au point de rupture ; mais c'est à ce moment de rupture qu'elles apportent non seulement leurs recettes, mais une direction. Une direction qui est de plus en plus clairement celle des intérêts américains. Rien de plus car, comme on peut le constater en Egypte, la lutte de classe, escamotée sous l'étiquette d'action de masse pour faire tomber la dictature, resurgit et met en cause ce que l'action des « planificateurs de la révolte » avait atteint, ce qu'ils avaient peut-être prévu en pensant le canaliser et qui leur échappe à cause de ce qui est nié (volontairement) tout au long de ce texte : l'ordre capitaliste, l'exploitation du travail et les conflits de classe.

H. S.

BROCHURES DISPONIBLES

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants. (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org